

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 9 Mars 1889.

SOMMAIRE :—Incident à propos d'une cour de magistrat au lac Mégantic : MM. Blanchet et Turcotte.—Délibération sur le projet de loi concernant la cession de biens : MM. Duplessis, Turcotte, Mercier, Taillon et Casgrain.—Délibération sur le budget, amendement de M. Beauchamp concernant les travaux publics : M. Beauchamp.—Examen des crédits : MM. Faucher de Saint-Maurice, Taillon, Rhodes, Mercier, Picard, McShane, Poupore, Duplessis, Martin et Flynn.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

UNE COUR DE MAGISTRAT AU LAC MÉGANTIC.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—M. le Président, une partie du comté de Beauce se trouve très éloignée du chef lieu du district judiciaire, elle demande à l'heure qu'il est au Gouvernement d'ouvrir une cour de magistrats au lac Mégantic. M. Rioux, magistrat très compétent pourrait la présider. Il ne s'agirait pour cela que d'étendre sa juridiction sur ce territoire. Déjà il a juridiction sur une partie du comté de Compton.

Il y a beaucoup d'activité au lac Mégantic à raison de la construction du chemin de fer du Pacifique. Il y a aussi là sept ou 800 colons. L'administration de la justice présente tant de difficultés que les gens préfèrent ne pas poursuivre pour leurs créances, plutôt que d'encourir des frais énormes. Le Gouvernement ferait bien d'étendre la juridiction du magistrat Rioux sur cette partie là du territoire car cela rendrait un grand service à la population.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Cette demande n'a pas encore été faite. Il n'y a pas de doute que ces remarques sont justes. Je n'ai pas à faire l'éloge d'un homme de la valeur de M. Rioux, mais je puis dire que là où il ira, la justice sera toujours bien administrée.

L'incident est clos.

LA NÔMINATION DU CURATEUR, DANS LA LOI DE CESSION
DES BIENS.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à la cession de biens.

L'honorable M. **Turcotte** — *député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en seconde délibération.

M. **Duplessis**—*député de Saint-Maurice*.—Aujourd'hui le pouvoir discrétionnaire est donné au juge, de nommer qui il veut pour curateur. Ce pouvoir lui est enlevé par ce projet de loi, et je crois que ce changement ne devrait pas être fait. La plus forte partie des grands créanciers demeurent dans les grandes villes, naturellement ils choisiront le curateur qu'ils auront sous la main, et les créanciers des districts ruraux souffriront par la même, à raison des dépenses qu'ils devront faire pour frais de voyage chaque fois qu'il y aura réunion pour les affaires de la faillite. C'est donc favoriser les grands centres au détriment des districts ruraux, et je proteste contre cette mesure.

L'honorable M. **Turcotte**.—Nous avons beaucoup discuté dans le temps, la question que soulève l'honorable député, mais, en définitive, nous avons dû céder devant les exigences du commerce. Maintenant c'est la majorité qui nomme la personne qui doit être curateur, et mon but, en demandant de changer la loi, est simplement de faire respecter la

volonté de la Chambre, car elle a toujours voulu que les créanciers eussent le droit de choisir le curateur. Dès l'origine de cette loi, le rôle du juge devait se borner à ratifier le choix des créanciers et non pas de nommer un curateur de sa propre autorité. La désignation de la personne qui devait occuper ce poste de confiance, était entièrement laissée à la discrétion des intéressés : voilà ce que la Chambre a voulu dès le commencement de cette loi.

En 1887, nous sommes revenus à la charge, et la Législature a modifié de nouveau la loi, mais certains juges n'ont pas encore voulu voir là un texte clair et formel dans le sens que je viens d'indiquer. Même avec la loi telle qu'elle est, certains juges pensent qu'ils peuvent quand même nommer qui leur plaît comme curateur. Or cela n'a jamais été l'intention de la Législature. Je reviens cette année avec un amendement tellement clair qu'il ne pourra plus y avoir d'ambiguïté. Au fond, je ne fais qu'enlever tous les doutes qui peuvent encore exister. C'est-à-dire que c'est la majorité des créanciers qui choisit le curateur, et que c'est le juge qui le nomme.

Quant au mode suivi pour la désignation de la personne qui doit être nommée curateur, je ne le change pas, je crois que la valeur ne doit pas être prise en considération.

M. Duplessis.—Mais vous enlevez le pouvoir discrétionnaire exercé par le juge, et par là même vous favorisez ceux qui cherchent à frauder. Je désire que le juge ait le droit de juger quels sont les intérêts qui doivent être représentés par le curateur.

L'honorable **M. Turcotte.**—Alors l'honorable député veut mettre de côté l'intention de la Législature et de la loi elle-même.

M. Duplessis. — La majorité exprimait son avis, mais le juge exerce ensuite un pouvoir discrétionnaire, et ce système vaut bien mieux que celui que l'on cherche à y

substituer. Il s'est présenté un cas à Trois-Rivières où le juge n'a pas suivi l'avis de la majorité des créanciers.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — C'est l'honorable chef de l'opposition, pendant qu'il était procureur général, qui a présenté cette loi, en 1886. Nous voulions mettre les biens du débiteur insolvable, à la libre disposition de ses créanciers et les enlever aux hommes de loi, qui par des frais et des procédures inutiles, absorbaient le plus clair du revenu d'une faillite. On se rappelle que beaucoup de craintes ont été manifestées sur la manière dont cette loi fonctionnerait, et ces craintes avaient fait naître une formidable opposition. Je me suis mis du côté de mon honorable ami et nous avons réussi à faire adopter sa loi.

Le principe sur lequel elle repose, c'est que les biens du failli appartiennent aux créanciers. Partant de ce principe, on disait : Laissons donc faire les créanciers parce que les biens du failli sont bien à eux. J'ai été même blâmé par mes amis qui me disaient que je faisais du mal à mon parti par mon intervention dans cette affaire ; mais je n'ai pas cédé.

Cette loi fonctionne bien dans l'ensemble. Mais les juges hésitent sur un point. Leur faut-il nommer le curateur sur l'avis de la majorité des créanciers, ou bien peuvent-ils exercer une certaine discrétion. L'idée de l'honorable chef de l'opposition était que la majorité des créanciers devait choisir le curateur, c'est là le principe qu'il a fait consacrer dans sa loi en 1886, mais depuis ce temps-là, malgré l'amendement de 1887, il y a encore des juges qui disent qu'ils ne sont pas obligés de nommer la personne choisie par les créanciers, de sorte que nous sommes en face de deux opinions. Parmi les juges, les uns disent : c'est le tribunal qui choisit et qui nomme tout à la fois, les autres maintiennent que ce sont les créanciers qui

choisissent le curateur et que le juge n'a qu'à ratifier ce choix.

Maintenant, je vous le demande, qu'est-ce que cela lui fait au juge que ce soit Monsieur un tel ou un tel qui soit curateur ? Pert-il un sou dans la faillite ? Non. Du moment que les créanciers disent : " Nous voulons Monsieur un tel comme curateur, le juge n'a qu'à ratifier ce choix, puisqu'il n'a aucun intérêt direct dans la faillite. Le juge n'a rien à faire, n'étant pas intéressé. C'est ce que l'honorable procureur général veut mettre dans la loi, mais cette fois-ci, en termes si clairs que personne ne puisse se tromper. Voilà aussi ce que le commerce veut, et, qu'on me permette d'ajouter, c'est ce que demandent les juges. Ils veulent échapper aux tiraillements auxquels ils sont exposés. Ils disent : vous allez nous enlever une responsabilité et nous en sommes enchantés. Nous ne changeons rien pour ce qui regarde les petits créanciers.

Les biens du failli appartiennent aux créanciers, et si vous voulez que le juge ne suive pas leur avis vous détruisez en partie ce principe. C'est le principe que l'honorable chef de l'opposition a fait triompher avec mon approbation et mon concours, et j'espère qu'aujourd'hui il secondera mes efforts comme autrefois j'ai secondé les siens.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—En 1886 la lutte s'est faite entre les représentants des districts ruraux, et ceux des grands centres. L'honorable procureur général s'était rangé du côté des représentants des districts ruraux. On voulait que l'administration des biens du failli, restât dans le district. On voulait aussi que le curateur ou le dossier restât dans le district pour empêcher les grands centres d'accaparer toutes les affaires. On doit s'attendre à rencontrer les petits créanciers plutôt dans les districts ruraux que dans les grands centres, et si c'est la majorité qui doit décider du choix du curateur, il

s'ensuit qu'ils ont toute la protection désirable dans leur grand nombre.

Mais on disait aussi qu'un failli en général compte plus de créanciers dans les grands centres qu'ailleurs, et que la disposition relative à la majorité en nombre, n'empêcherait pas les affaires d'être centralisées dans les villes. Nous avons cru que nous ne devions pas céder à ces considérations et la loi a été acceptée telle qu'elle est.

Je ne puis admettre tout le raisonnement de l'honorable premier ministre, il nous a dit : qu'est-ce que le juge a à faire dans le choix du curateur ? A mon avis ; il est comme l'arbitre entre le failli et les créanciers. Je crois que le pouvoir discrétionnaire accordé aux juges, ne devrait exercé que dans des cas bien rares. S'il faut l'obliger à enregistrer tout simplement la volonté des créanciers, c'est y mettre trop de solennité pour un acte aussi simple ; il vaut autant faire faire la nomination du curateur, par n'importe quel officier de justice.

Si ce projet de loi est adopté, le juge n'aura pas raison d'être fier de son rôle.

M. **Dupless's**.—Son Honneur le juge Bourgeois s'est précisément plaint de cela ; et il a manifesté son opinion. Il a dit que c'était une mesure centralisatrice. Je m'étonne que l'honorable premier ministre ait dit, que les juges lui avaient demandé ce changement.

L'honorable **Mercier**.—J'ai parlé des juges en général, et non pas du juge Bourgeois en particulier.

Je ne sais s'il y a trop de solennité dans la nomination du curateur, dans tous les cas c'est un acte très important suivant la valeur qui est en jeu. Ainsi ces jours derniers, il s'est agi de nommer un curateur à une faillite de près d'un quart de million. Je trouve qu'il y a beaucoup plus de garanties dans le cas où c'est le juge qui intervient que

dans celui où ce n'est qu'un simple officier de justice. Si vous pouvez m'indiquer un autre moyen que celui de faire intervenir le juge, je serai prêt à l'adopter, mais je n'en vois pas.

M. Duplessis.—Il peut arriver que la minorité veule un tel pour curateur, et que la majorité en veule un autre, pour des raisons plus ou moins valables. La minorité sera écrasée, puisque le juge ne pourra décider entre les intérêts en jeu, et protéger la minorité.

L'honorable **M. Mercier.**—L'autre jour une faillite considérable a eu lieu à Saint-Hyacinthe ; les trois quarts des créanciers sont de Montréal et de Québec, ils le sont pour de gros montants. La plupart étaient des maisons anglaises. Les créanciers sont allés devant le juge et lui ont dit : Nous voulons comme curateur M. George N. Shaw. M. Shaw était lui même créancier. C'est un ancien citoyen recommandable sous tous les rapports. Le juge a dit : non, je veux que M. Joseph Dion soit curateur, or ce M. Joseph Dion, est un encanteur de Saint-Hyacinthe. Les créanciers répondirent, pourquoi donc, nous imposer M. Dion qui n'est pas créancier, tandis que nous avons confiance dans M. Shaw, qui est créancier dans la faillite.

Est-ce raisonnable de mettre les créanciers dans cette position-là ? C'est pour éviter la répétition d'un pareil état de choses, que nous voulons changer la loi. Où est le principe de justice qui peut nous faire repousser l'amendement proposé ? Suivant moi, le juge n'a pas droit de protéger la minorité.

Qui doit être protégé ? Est ce le juge, qui n'a pas fourni un sou, ou bien les créanciers ? Qu'est-ce que ça lui fait, que ce soit M. B, qui soit curateur ou M. A ? D'un autre côté vous avez ces pauvres créanciers qui ont fourni une partie de leur fortune aux débiteurs insolvables ; donnez leur donc le droit de choisir leur curateur. Il me semble

que quand un homme fournit son argent à un marchand, il a bien le droit de dire comment cet argent sera distribué. Si je n'écoutais que les intérêts de ma profession, je serais en faveur de laisser aux juges ce pouvoir discrétionnaire, mais tel n'est pas le point de vue que l'on doit prendre.

M. Casgrain—*député de Québec*.— Est-ce que c'est la majorité en nombre ou en valeur qui décide ? Les juges se sont posé cette question, et c'est sur ce point-là qu'ils ont différé d'opinion.

L'honorable M. **Mercier**.—Je n'ai pas connaissance que la question ait été soulevée. Dans tous les cas où j'étais intéressé comme avocat, c'était la majorité en nombre qui décidait. Je ne voudrais pas détruire cette garantie pour les petits créanciers, car cela donnerait aux marchands de gros de Québec et de Montréal, tout l'avantage contre les créanciers de la localité.

M. Casgrain.—Je demande à l'honorable trésorier qui est marchand, si cette difficulté ne s'est pas soulevée à Québec ?

L'honorable M. **Turcotte**.—Le commerce se plaint de deux choses : premièrement de la mauvaise interprétation donnée à la loi et de la disposition relative à la distribution des deniers, il n'y a pas une seule plainte quant au mode de faire le choix du curateur.

L'honorable M. **Mercier**.—Je suis en faveur de la disposition décrétant que c'est la majorité en nombre qui décide. Vous avez tort de soulever la question, car elle ne l'a pas encore été.

M. Duplessis.—Je demande que ce soit la majorité en nombre qui décide.

L'honorable M. **Taillon**.—Il n'est pas nécessaire de changer la loi pour cela, cette question ne s'est pas soulevée

d'une manière pratique, la seule difficulté qui pourrait exister, se rapporte au choix du curateur par les créanciers.

Du moment qu'on ne dit pas le contraire, c'est toujours censé être le nombre qui domine.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—On dit que c'est la majorité en nombre qui décide, mais pourquoi ne pas le mettre dans la loi ?

L'honorable M. **Blanchet**. — *député de Beauce.* — Je voudrais qu'on ajouterait que dans les endroits où il n'y a pas de juge résidant, ce seraient les protonotaires qui feraient la nomination du curateur.

L'honorable M. **Tureotte**.—On devrait obliger les juges à résider dans leur district.

L'honorable M. **Gagnon**. — L'obligation pour les juges de résider dans leur district existe déjà, pourquoi ne pas la rendre plus impérative, en le déclarant dans cette loi.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LE BUDGET,—AMENDEMENT CONCERNANT LES TRAVAUX
PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur les crédits du budget.

L'honorable M. **Shebbyn**—*député de Québec est, trésorier de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

M. **Beauchamp** —*député de Deux-Montagnes.* — M. le Président, je vais mettre entre vos mains une proposition énumérant quelques-unes des bonnes raisons que nous avons de combattre le Gouvernement, et pour les électeurs de la

Province, de renvoyer dans l'opposition, ceux qui ont tant fait de promesses qu'ils n'ont pas remplies.

Je ne ferai pas un discours. J'avais bien décidé de donner mon opinion, mais je ne m'attendais pas à le faire aujourd'hui. Les libéraux ont accusé bien souvent les anciens Gouvernements d'avoir mal administré la chose publique, d'avoir dilapidé le trésor, et que sais-je encore. Ils promettaient que s'ils parvenaient à avoir la confiance de la majorité, ils administreraient les affaires d'une manière plus intelligente. J'ai donné dans ce piège. Grâce à ces promesses, et peut être grâce aussi aux sentiments créés par une question particulière, les électeurs ont donné le pouvoir à ces messieurs. J'ai pensé qu'ils rempliraient leurs promesses. Je croyais qu'une fois arrivés là où ils sont, ils désireraient y rester longtemps, et qu'ils feraient mieux que leurs prédécesseurs.

Je suis propriétaire dans la Province, et comme l'on me parlait souvent de la taxe directe, j'ai craint cette taxe, et c'est pour cette raison que je leur ai donné *fair play*. Mais il faut bien se rendre à l'évidence, et reconnaître que ces promesses n'ont pas été remplies. Ces messieurs ont commis extravagances sur extravagances ; pour le prouver M. le Président, je ne citerai qu'un exemple. A la page 83 des comptes publics, on trouve le détail des sommes dépensées pour loyer, assurances, réparations des édifices publics, et entr'autres le montant dépensé pour le palais législatif. Le Gouvernement a dépensé pour cet objet des sommes absolument disproportionnées aux besoins. Je comprends que pour la première année que ces messieurs étaient au pouvoir, on pouvait dire que les conservateurs y étaient pour quelque chose dans les dépenses de 1886 et 1887. Mais en 1887 et 1888, le Gouvernement actuel a eu tout le contrôle désirable. Mais au lieu de dominer la dépense il l'a

doublée. En effet, en 1887 et 1888, ces messieurs ont dépensé pour le palais législatif, la somme de \$56,566, tandis que les conservateurs n'ont dépensé de \$28,112 pour la même fin, pour l'exercice de 1885 et 1886.

Vous avez eu connaissance comme moi, M. le Président, de toutes les promesses qui ont été faites. Je me souviens que vous-même, vous avez porté des accusations contre les conservateurs, dans le temps où vous luttiez avec vos amis. Je me souviens que les libéraux promettaient qu'ils feraient mieux que leurs prédécesseurs. Je regrette que vous ne soyez pas ministre, M. le Président, car je suis certain que, connaissant comme je la connais, votre grande honnêteté, les choses n'iraient pas comme elles vont. C'est peut-être pour cette raison que vos amis ont voulu vous mettre de côté en vous installant à la présidence de cette Chambre, quand vos connaissances, vos talents et votre haute honorabilité vous désignaient pour un autre poste, où vous auriez pu rendre de si grands services à la Province. Pour les raisons que je viens de donner sommairement, j'ai l'honneur de proposer que tous les mots après " que " dans la proposition principale, soient retranchés, et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette Province, mais elle regrette de constater, que pendant l'exercice de 1887-88, le Gouvernement actuel a dépensé la somme de \$56,566.40 pour le nouveau palais du Parlement, " entrée sous ce titre dans le chapitre des comptes publics de 1887-88, intitulé: " Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, " lorsque l'ancien Gouvernement n'a dépensé que \$28,112.60 pour la même fin pendant l'exercice de 1885-86.

Cette Chambre croit de son devoir de blâmer le Gouver-

nement pour cette augmentation des dépenses de la Province.”

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :

MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Picard, Poupore, Spencer, Taillon et Tourigny.—17.

Ont voté contre :

MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cameron, Cardin, Déchène (de l'Islet), De Grosbois, Dumais, Duhamel, Gagnon, Goyette, Lemieux, Lussier, McShane, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyn et Turcotte.—22.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

LE COUVENT DE SAINT-MICHEL DE BELLECHASSE.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—M. le Président, je reviens à la charge à propos de ma demande en faveur des institutions enseignantes de Saint-Michel de Bellechasse. S'il y a une œuvre qui mérite le patronage et l'aide du Gouvernement, c'est bien le couvent de Saint-Michel de Bellechasse.

Je fais appel au Gouvernement en faveur de cette belle institution, comme je sollicite aussi son aide pour le collège de la même paroisse.

L'honorable premier ministre qui donne des médailles pour récompenser l'assiduité des élèves, va-t-il oublier ce couvent et ce collège, si dignes de l'aide du trésor public ? Je demande au Gouvernement de se rendre aux pressantes sollicitations qui lui ont été adressées ; je lui fais cette

demande de la manière la plus énergique, mais aussi la plus respectueuse possible.

L'honorable trésorier me disait l'autre jour que si rien n'avait été inscrit au budget, c'est que ma demande n'était pas arrivée en temps ; et cependant je vois que M. Scriver, qui a obtenu une allocation pour la *Hemmingford's Institute*, n'a écrit qu'en date du 7 janvier, et moi dès le 23 janvier, je demandais à la Chambre d'ordonner le dépôt des documents concernant la demande du couvent et du collège de Saint-Michel de Bellechasse. Cette raison ne vaut donc pas, j'insiste M. le Président, pour que le Gouvernement donne quelque chose à ces institutions.

La Chambre se forme en comité des subsides.

CONFÉRENCE SUR L'AGRICULTURE.

Article 89 : Conférence sur l'agriculture \$1,000.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—J'attache beaucoup d'importance à cet enseignement au moyen de conférences, et j'ai offert à la société du comté de Montcalm, de lui faire faire une conférence par l'un des conférenciers du Gouvernement.

L'honorable M. **Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—Le Gouvernement suivra les avis que lui transmettront les sociétés d'agriculture, et là où il n'y a pas de société fonctionnant régulièrement, le curé ou le ministre du culte, suivant le cas, pourra s'adresser au Gouvernement pour avoir des conférences. Dernièrement M. Lippens a donné des conférences avec beaucoup de succès. Nous voulons que ces conférenciers soient bien appréciés par la population. Les résultats jusqu'ici sont assez bons, et il suffit de continuer à améliorer le système.

L'honorable M. **Tailor**. — J'approuve l'idée du Gouvernement, d'attendre que les sociétés d'agriculture, ou que ceux qui s'occupent de ces questions, choisissent eux-mêmes les conférenciers qu'ils désirent avoir.

Y a-t-il quelque chose de demandé pour venir au secours des cercles agricoles ? Le Gouvernement a-t-il une politique arrêtée sur ce sujet là ?

L'honorable M. **Mercier**. — Pas encore.

Le crédit est adopté.

LE LIVRE D'OR.

Livre d'or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins etc. . . . et le traitement du médecin vétérinaire, . . \$1,000.

L'honorable M. **Tailor**. — Y a-t-il eu quelque chose de fait depuis le Gouvernement Ross ? Comment cela fonctionne-t-il ?

L'honorable M. **Rhodes**. — Il n'y a pas encore eu beaucoup de résultats pratiques, pour cela ça va prendre encore un peu de temps. Je crois que dans l'ensemble ce sera avantageux pour la Province.

Ce crédit est adopté.

L'IMMIGRATION FRANÇAISE.

Article 97 : Immigration, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais, \$3,000.

L'honorable M. **Mercier**. — Les résultats obtenus par cette immigration de cultivateurs français ont été des plus satisfaisants. Nous avons fait venir des cultivateurs européens qui possédaient des capitaux considérables ; et parmi eux se trouvaient des fils de famille qui ont donné satisfaction

généralement à ceux qui les ont employés. Nous avons trente de ces cultivateurs qui ont été placés dans la Province.

Nous demandons \$1,000 pour nous permettre d'envoyer en Europe, des personnes qui iront y faire connaître la Province de Québec.

Si vous demandez aux cultivateurs des renseignements sur cette classe d'immigrants, on vous dira qu'il est venu ici des garçons de ferme fort intelligents. Ces garçons de ferme n'ont pas voulu acheter des terres avant de connaître parfaitement la culture de ce pays ; c'était un bon moyen de se rendre compte des réformes que requiert notre agriculture. Nous avons obtenu là, le plus beau résultat connu.

Tous les renseignements désirables sur cette question se trouvent dans le rapport du révérend M. Labelle. Ce rapport est un bijou littéraire, en même temps qu'il est un travail consciencieux et intelligent.

M. Fabre, notre agent en France nous aide considérablement à faire connaître notre pays parmi la classe agricole des Provinces françaises ; M. Fourin Escande nous a rendu aussi de grands services, ainsi que M. Boitard de Montréal, qui est un homme des plus compétents.

Nous avons en France, des particuliers influents qui s'intéressent à nous, et qui travaillent à nous envoyer des gens qui peuvent rendre de grands services au pays, comme agriculteurs. Nous sommes contre l'immigration ouvrière, mais nous favorisons, de toutes nos forces, celle des cultivateurs. Quand une de ces braves familles de cultivateurs français veut venir s'établir ici, nous croyons que nous ne pouvons pas avoir les bras trop grand ouverts pour les recevoir. M. Lucien Bonaparte-Wyse, nous a écrit encore l'autre jour, disant qu'il allait venir au pays, et qu'il allait favoriser ce grand mouvement si désirable pour la Province.

L'honorable M. **Taillon**. — Nous sommes loin du temps où nous étions accablés de reproches par les libéraux parce que nous maintenions un agent en France, car M. Fabre était, au fond un véritable agent d'immigration, donnant des conférences sur le Canada, et faisant connaître les ressources de notre pays aux cultivateurs français. Malgré les critiques les plus injustes nous avons persisté à maintenir cette agence, et je m'aperçois que ces messieurs de la droite commencent à recueillir les fruits de cette sage politique. Quand on jouira des bienfaits de cette mesure on n'oubliera pas je l'espère les noms des bienfaiteurs.

Le crédit est adopté.

LE RÉPATRIEMENT.

Article 88.—Répatriement \$2,500.

L'honorable M. **Taillon**.—Quelles sont les nouvelles qu'on a à nous donner sur le répatriement ? MM. Proulx et Tremblay ont été nommés, pour faire des tentatives dans le but de repatrier les Canadiens-Français des Etats-Unis. J'aimerais à savoir si ces messieurs ont fait rapport, et quelle est la substance de leur rapport.

Si tout bon Canadien Français doit préférer voir les siens revenir au foyer plutôt que des étrangers, il ne faut pas oublier non plus qu'il ne nous servirait de rien de faire revenir nos compatriotes, si nous ne pouvons pas les garder parmi nous. La plupart de ceux qui sont partis pour les Etats-Unis, s'étaient brouillés depuis assez longtemps avec l'agriculture. Ils voulaient, en s'expatriant, se livrer au travail spécial des fabriques que l'on trouve en grand nombre dans la république voisine.

Avant de voter de l'argent pour le repatriement il faudrait savoir quel a été le résultat de celui que nous avons dépensé.

L'honorable M. **Mercier**. — L'honorable chef de l'opposition voudrait savoir quel est le résultat de cette dépense ? Sa curiosité est légitime. Je ne puis pas lui dire encore quels seront les résultats des mesures que nous avons prises. Nous avons nommé trois agents : MM. Michaud, de Carleton, P. Ernest Tremblay et L. A. W. Proulx de Montréal. Chacun de ces messieurs a un district, où il doit faire de la propagande et organiser le mouvement.

Messieurs Michaud et Proulx nous ont fait rapport. On trouve leur rapport imprimé dans celui du département de l'agriculture et de la colonisation.

M. Tremblay n'a pas fait de rapport.

Je crois que ces messieurs ont bien compris la situation. Il est impossible de décider ceux qui ont pris l'habitude de demeurer dans les grandes villes, à venir s'établir sur nos terres.

Les deux rapports que nous avons, sont satisfaisants et bien raisonnés ; ils nous donnent des informations précieuses. Il me fait peine de voir que leurs conclusions soient contraires à l'idée du rapatriement. Le Gouvernement est obligé d'accepter leurs vues, pour le moment. Si nous demandons ce crédit, c'est pour compléter les renseignements que nous avons. Si de nouvelles tentatives aboutissent au même résultat, nous ne demanderons rien de plus. Si nous nous apercevons qu'il est inutile de songer à faire revenir ici nos compatriotes éloignés, nous abandonnerons cette idée, née d'un bon mouvement du cœur.

Il y a un certain nombre de Canadiens-Français qui demandent à former des sociétés de colonisations dans le but d'acheter des terres pour y établir des jeunes gens. Est-ce pratique ? Je ne suis pas en état de le dire maintenant. J'ai bien peur que ceux qui ont goûté à la vie des grandes cités, ne soient pas propres à faire de bons colons ; cepen-

dant on nous laisse comprendre qu'il y a un certain nombre de citoyens qui ne sont pas trop vieux pour faire des cultivateurs, mais qui le sont trop pour continuer à travailler dans les fabriques, qui demandent à acheter des terres et de former dans notre Province une petite colonie. Le montant inscrit au budget est demandé aussi pour faire l'étude de cette question, et voir si elle est réalisable. J'avoue ne pas avoir trop de confiance dans ce mouvement là, mais comme il s'agit d'une question qui touche aux sentiments les plus intimes de notre population, je ne voudrais pas commettre la faute d'avoir repoussé aucun moyen propre à la faire réussir.

L'honorable M. **Ta'lon**.—Lorsque nos agents rencontreront les citoyens qui ont du goût pour la vie agricole et qui sont partis avec l'idée de revenir, ils pourront avoir la chance de réussir auprès d'eux, mais règle générale, on ne doit pas s'attendre à ce que le mouvement de repatriement soit bien accentué. S'il survenait une crise industrielle aux Etats-Unis, peut-être la misère réconcilierait-elle nos compatriotes avec l'idée de prendre un lot et de se faire cultivateur.

Il vaudrait mieux choisir un autre homme que M. Tremblay, qui prendrait l'affaire plus à cœur.

M. **Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—Pour les familles qui ont encore des terres au pays, vous pourrez peut être réussir, mais pour les autres, ne l'espérez pas.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre*.—M. le Président, je viens exposer la question au point de vue pratique ; non-seulement je m'oppose à l'augmentation du montant, mais je voudrais même qu'il fut complètement retranché. Je m'appuie sur l'expérience des années passées : toutes les démarches, toutes généreuses et patriotiques qu'elles furent, ont été infructueuses, et les octrois votés ont été gaspillés. Par exemple, il y a quelques années, le

Gouvernement de Boucherville dépensa soixante-dix mille dollars pour ouvrir des chemins en arrière des comtés de Mégantic et de Compton, en vue d'y préparer des *homesteads* prêts à recevoir le grand nombre des expatriés qui ne demandaient, s'écriait-on, qu'un peu d'encouragement pour revenir sur le sol natal. Et à quoi tout cela a-t-il abouti ? Aujourd'hui on trouve à peine un colon dans cette contrée, et l'argent a été jeté aux quatre vents. En effet, c'était et c'est encore une absurdité que de s'attendre à attirer ici nos compatriote des Etats-Unis.

Au contraire, bien loin de là, on n'a pu enrayer le courant de émigrants qui a plutôt augmenté chaque année depuis. Et il n'y a rien d'étonnant à cela ; ils trouvaient aux Etats-Unis ce que nous ne pouvions leur procurer ici : de l'ouvrage. Toutes les avenues, pour ainsi dire, leur était ouvertes là-bas pour arriver à des emplois, à des places, et, certes, ils n'étaient pas pour abandonner une chance certaine pour une incertitude. Et la preuve qu'ils ont quitté le pays plutôt pour leur bien, est dans le spectacle qu'ils présentent aujourd'hui dans leur patrie d'adoption. Voyez à l'heure qu'il est la multitude énorme d'entre eux qui sont naturalisés citoyens américains, la large place qu'ils se sont acquise à côtés des autres nationalités, le grand nombre et la richesse de leurs églises et de leurs diverses institutions. Leur influence est si grande, ils ont si bien su conquérir l'estime et le respect du peuple américain, qu'aux dernières élections pas moins de vingt-sept Canadiens-Français ont été élus représentants aux Législatures de plusieurs Etats. Quel contraste avec ce qu'aurait pu être leur position au pays. Ici à Québec, je regrette d'être obligé de le dire, l'ambition suprême d'un trop grand nombre de nos jeunes gens, pourvus de qualités qui pourraient leur être plus utiles, c'est de se faire caser par le Gouvernement dans une petite place de messenger ou de greffier avec un misérable salaire de \$200 à \$500.

Quoi ! on parle de repatrier nos compatriotes exilés. On aurait bien dû d'abord songer à faire en sorte de les garder chez nous. Au moment même, s'il en avait besoin, le Gouvernement pourrait engager chez nous plus de deux mille désœuvrés à 60 et 70 cents par jour et ces pauvres gens se considéreraient heureux de gagner autant ; pareille dépense serait beaucoup plus à propos. Avant de parler de repatriement, qu'on s'efforce donc plutôt de procurer de l'emploi à nos compatriotes qui vivent avec nous. Sans cela, il sera tout aussi possible de réussir à repatrier les Canadiens-Français des Etats-Unis, qu'à empêcher les gens de boire. C'est comme si l'Angleterre, par exemple, essayait d'engager les Irlandais à quitter eux aussi les Etats Unis.

M. Poirer—*député de Pontiac*.—Vous êtes donc annexioniste ?

L'honorable **M. McShane**.—Je ne suis pas annexionniste, mais j'aime mon drapeau et mon pays ; mais après tout l'annexion peut être la condition future du Canada. Cependant je compte sur le bon sens du peuple sur cette question-là.

Pendant des années et des années, les Gouvernements qui se sont succédés ont agi de façon à entretenir chez le peuple l'ambition exclusive des emplois civils, ce qui a toujours produit un effet désastreux. Ils ont encombré les édifices parlementaires d'une nuée d'employés. Ils étaient en effet si nombreux, qu'une personne était presque obligée de jouer des coudes pour se frayer un chemin dans les couloirs et de déployer la force de deux hommes pour ouvrir les portes en sortant. Dans le palais de justice de Québec, il y a comparativement plus de personnes qui reçoivent des appointements du Gouvernement que dans celui de Montréal, où les affaires sont dix fois plus considérables. Suivant moi il serait beaucoup plus rationnel et plus pratique de dépenser notre argent à encourager l'agriculture et

la fabrication du beurre et du fromage, à acheter du grain de semence pour nos pauvres cultivateurs, que de le gaspiller à la poursuite d'une chimère comme cette question de repatriement.

En terminant j'exprime l'espoir qu'on ne prendra pas mes observations en mauvaise part. Je les ai formulées amicalement, mais au point de vue pratique et suivant les circonstances ; et quant à moi je me vois forcé de retirer mon appui sur la question en litige.

L'honorable M. **Taillon**. — Il n'est pas nécessaire d'aller aux Etats-Unis pour apprendre ces choses. Parcourez la Province et vous verrez des cultivateurs qui pouvaient à peine vivre sur leur patrimoine, qui ont acheté des terres de cultivateurs écossais, et réussir faire fortune dessus, tandis que ces Ecossais les avaient hypothéquées pour presque la valeur ; le fait est qu'il ne restait que juste assez pour aller vers l'ouest. Il y a là un fait bien étrange, à première vue mais qui peut jusqu'à un certain point s'expliquer par l'influence du milieu.

Le crédit est adopté,

LES CHEMINS DE COLONISATION.

Article 100.—Chemins de colonisation \$100,000.

L'honorable M. **Taillon**.—Je demande au Gouvernement, que quand il s'agira pour lui de distribuer cet argent, qu'il prenne en considération ce qu'un comté reçoit en tout et partout du trésor. Il y a des comtés qui ne reçoivent absolument rien autre chose que de l'argent de colonisation. Montcalm est dans ce cas-là. Il ne reçoit rien pour des institutions, et il n'y a pas un seul bout de chemin de fait dans ce comté ; j'espère qu'il recevra plus pour cette considération.

M. Poupore.—J'espère que le Gouvernement prendra en considération, le fait que mon comté donne beaucoup de revenus par l'exploitation du bois. J'espère aussi qu'il donnera plus que par le passé, peu m'importe qui conduira les travaux, pourvu que nous ayons beaucoup d'argent et qu'il soit bien employé.

L'honorable **M. Rhodes.**—Ma politique est d'inviter tous les députés à me donner tous les renseignements de nature à me guider dans la distribution de ce montant.

Si je considère l'ensemble des travaux faits pendant les vingt dernières années avec les fonds votés pour la colonisation, je ne puis faire autrement que d'en venir à la conclusion, que ces fonds ont été généralement bien employés. Il ne faut pas s'attendre qu'il n'y ait pas d'abus, trop de monde se trouve mêlé à la distribution de ces fonds. Mais mon désir est de faire en sorte que cette distribution se fasse suivant les besoins des comtés, et de manière à favoriser le plus possible l'intérêt public. Dans ce travail difficile, je puis compter sur le concours et l'aide intelligent du révérend M. Labelle, mais il est bon que la Chambre sache que c'est le conseil des ministres qui décide en dernier ressort. Le révérend M. Labelle est tout dévoué au sort du pauvre colon, et c'est le désir de lui venir en aide, qui nous guide.

Le député qui voudra bien venir à mon bureau et me donner de bonnes raisons en faveur d'une allocation pour son comté, sera écouté favorablement.

M. Picard.—Avec ces bonnes dispositions, j'espère que le Gouvernement fera mieux que par le passé.

J'attire l'attention du Gouvernement sur une demande d'aide faite pour un pont dans Weedon. Cette demande a été faite en 1885 et 1886. Il y avait d'autres ponts à faire et comme le Gouvernement ne pouvait pas faire trois ponts

dans la même année, j'ai recommandé les travaux les plus nécessaires. Depuis, j'avais espéré qu'on me donnerait \$1000 pour ce pont. Ma demande a été renouvelée en 1887, mais pour une raison ou pour une autre on n'a rien fait. En 1888, on a encore réitéré cette demande ; il me semble qu'on aurait bien pu remplir les promesses faites, mais nous sommes restés sans réponse. Enfin cette année encore ma demande a été renouvelée ; je supplie le Gouvernement de mettre un octroi dans le budget supplémentaire pour le pont de Weedon. Ou bien si les gens de la localité jugent à propos de faire un pont en fer, j'espère que l'honorable premier ministre leur accordera une partie de l'argent voté pour cette fin là.

L'honorable M. **Mercier**.—S'ils font une réclamation légitime, ces gens seront traités comme s'ils étaient représentés par un ami du Gouvernement.

M. **Duplessis**.—L'année dernière j'ai rappelé au Gouvernement que de nombreux travaux de colonisation avaient été commencés dans le comté de Saint-Maurice ; j'ai demandé au Gouvernement de les compléter. Si ces travaux ne sont pas finis bientôt, les premières dépenses faites, seront presque entièrement perdues.

On a accusé les anciens Gouvernements d'avoir gaspillé cet argent, et on disait que la principale règle qui serait suivie dans la distribution de ces fonds, c'est que cet argent serait donné sans distinction de parti politique.

Voici ce que je trouve dans un brochure faite en réponse à un discours de l'honorable député de Gaspé.

“ Répartition plus équitable des octrois de colonisation ; voilà précisément l'un des articles du programme de M. Mercier. Quand il s'agit de cette cause vraiment nationale, le Gouvernement actuel ne regarde pas à la couleur politique, on le sait. Les députés de l'opposition, M. Flynn le

premier, le savent mieux que tout autre, puisqu'aux sessions de 1887 et de cette année, on n'a pas entendu une seule plainte sérieuse s'élever de leurs rangs. C'était un spectacle tout nouveau que cette unanimité des deux côtés de la Chambre sur l'emploi des deniers de colonisations."

Voilà les professions de foi libérales ; elles sont loin de s'accorder avec les faits. Tous les ans j'ai demandé de l'argent de colonisation pour mon comté et je n'ai jamais eu un sou. Je ne demande pas d'avoir le contrôle des travaux qu'il fera exécuter avec ces fonds, non, que le Gouvernement prenne qui il voudra, je ne m'en formaliserai pas, pourvu que ce soit d'honnêtes gens. Tout ce que je désire c'est que les travaux commencés soient terminés.

Dans les rapports que l'on trouve dans les documents de cette Chambre, on constate que dans le comté de Saint-Maurice, ces travaux ont toujours été bien conduits.

Dans le rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, on donne un exposé des travaux faits et de ceux qui restent à faire. Voici ce que l'on dit à propos des cours d'eau :

" Cours d'eau du 7^e rang de la Pointe du Lac et les terres du 5^e rang de Saint Etienne, pour assécher les terres.

" Trente arpents ont été creusés Il faudrait le continuer soixante arpents plus loin pour obtenir le résultat désiré.

" Cours d'eau des 4^e et 5^e rangs et celui du 1^e rang conduisant à la Pointe du Lac.

" Environ cent trente cinq arpents de cours d'eau ont été creusés au coût d'à peu près \$2.50 de l'arpent. Il y aurait encore deux cents arpents de plus à creuser.

" Cours d'eau de la Baie (chemin des forges) paroisse de Trois-Rivières.

“ Ce cours d'eau commence dans le 2e rang du fief Saint-Maurice et se dirige vers la rivière Saint-Maurice, en passant entre les Nos. 208 et 209 du cadastre. Quarante arpents ont été creusés. Deux milles restent encore à creuser. Les lots se prennent aussitôt qu'ils sont égouttés.”

Le Gouvernement ne peut ignorer les travaux qu'il y a à faire, puisque je trouve ce que je viens de lire dans le rapport même qu'il a soumis à la Législature. Je lui demande donc qu'il considère la nécessité de terminer ces travaux, qui sont d'un caractère urgent, si on ne veut pas perdre les avantages, résultant de la première mise de fonds.

Je serai obligé de présenter de nouveau les mêmes requêtes cette année.

M. Martin — *député de Bonaventure.* — Il serait dans l'avantage de la colonisation de ne pas limiter la distribution des fonds, à deux ou trois paroisses. C'est malheureusement ce qui se fait depuis 1886. On laisse de côté de grandes paroisses où il se fait beaucoup de colonisation. Les routes là sont bien mauvaises et les gens voyagent avec la plus grande misère. J'ai écrit à ce sujet à l'honorable commissaire de l'agriculture et de la colonisation et j'espère que j'aurai justice.

M. Faucher de Saint-Maurice. — Mon côté est l'un de ceux qui ont le plus besoin d'argent de colonisation. Il y a près de la frontière, une belle vallée où il y a place pour neuf ou dix des plus belles paroisses de la Province.

L'honorable **M. Flynn.** — L'honorable député de Saint-Maurice a cité une brochure contenant une critique d'un discours que j'ai prononcé pendant la vacance. Dans cette brochure on a travesti mes paroles. Jamais je n'ai attaqué le révérend Père Labelle. J'ai dit que je voulais que ce Monsieur eut le contrôle absolu des fonds votés pour la

colonisation. Ce n'était pas là exprimer un manque de confiance dans ce fonctionnaire.

Jamais je n'ai voulu me plaindre même de la manière dont la distribution de ces fonds, est faite. Je ne dis pas que j'approuve tout ce qui a été fait, non, mais je dis que je ne me suis pas plaint de cette distribution.

Règle générale je n'aime pas à entretenir la Chambre de mes griefs particuliers, mais si j'en crois les plaintes qui me sont transmises de mon comté, j'en aurais long à dire. Ainsi, par exemple, on donne, m'assure-t-on, instruction aux conducteurs des travaux de colonisation, de n'employer que ceux qui ont voté pour M. Achille Carrier, aux dernières élections générales. J'ai vu une lettre écrite par ce Monsieur dans laquelle il dit :

“ J'ai eu tant du Gouvernement pour la colonisation, et n'employer que mes partisans sur ces travaux.”

Jamais, même sous l'administration de l'honorable M. Fortin, qui a été ministre, jamais dis je, on a appliqué un tel système. Quand M. Carrier s'est présenté dans Gaspé, il s'agissait d'une élection fédérale, cela ne regardait donc pas la politique provinciale.

Si ces accusations sont fondées, il appartient au Gouvernement à y voir. Si je n'avais pas vu de mes yeux un télégramme et une lettre de M. Carrier, je n'en parlerais peut-être pas.

Tout récemment j'ai reçu des plaintes à l'effet suivant. Comme.t se fait-il, me demandent mes correspondants, qu'on nous écrive dans le comté que c'est parce que telles requêtes ont été présentées par vous, qu'on n'a pas eu d'argent, tandis que si elles avaient été transmises au Gouvernement par M. Carrier, nous aurions eu ce qu'on demandait. Une lettre a été lue par un homme qui prétendait l'avoir reçue de M. Carrier, disant ce que je viens de rapporter en substance.

M. le Président, je proteste contre un tel système, contre de telles déclarations que l'on répand partout dans le comté de Gaspé dans le but de me ruiner politiquement. On dit aux gens : Si vous n'avez pas eu d'argent, c'est parce que votre requête a été présentée par M. Flynn ; si vous vous étiez adressé à M. Carrier, vous auriez obtenu ce que vous demandiez. J'affirme que cela est dit dans Gaspé.

J'ai visité l'un des endroits où ces choses ont été dites, et les gens étaient indignés parce qu'on avait donné instruction de ne faire travailler que des partisans de M. Carrier.

Je suis d'avis que le Gouvernement doit choisir ses conducteurs de travaux ; je ne m'occupe pas du montant qui pourra être accordé pour la colonisation pourvu que rien ne souffre, et tout ce que le Gouvernement donnera, sera reçu avec plaisir. Mais, M. le Président, je proteste contre le système qui veut que, du moment qu'une requête est présentée par un député de l'opposition, on peut se tenir pour certain que rien ne sera accordé.

J'ai dit aux gens que j'avais entendu l'honorable premier ministre dire le contraire et que je ne croyais pas qu'il eût autorisé qui que ce soit à faire une pareille déclaration. Il est arrivé que j'ai présenté des requêtes et que rien n'a été accordé. Je n'ai pas cru que c'était parce que j'avais transmis ces requêtes moi-même. Et voilà qu'on écrit en toutes lettres que c'est là la raison.

Un Gouvernement peut se protéger en choisissant les conducteurs des travaux ; il a droit d'avoir un homme qui ne nuise pas aux intérêts du Gouvernement auprès de la population, mais de là à refuser d'accorder les demandes qui lui sont faites parce que ces demandes ont été transmises par un député qui combat le Gouvernement, il y a une énorme différence. C'est là une très mauvaise politique qui ne fait pas de mal aux adversaires, au contraire, elle leur fait du bien, en prouvant jusqu'à quel point on peut

pousser la partisanerie. J'ai eu occasion de rencontrer l'honorable premier ministre et je n'ai pas eu à me plaindre de ses procédés à mon égard, bien que je ne sois pas disposé à en abuser.

Je lui dénonce cet odieux système. Que le Gouvernement choisisse un tel comme conducteur de ces travaux de colonisation, ou que l'argent soit dépensé dans tel endroit plutôt que dans tel autre, j'admets qu'il en soit ainsi. Mais faudrait-il donc qu'à l'avenir la population de Gaspé ne reçoive rien parceque c'est moi qui transmettrai ses demandes, c'est un système intolérable et inouï. Jusqu'à présent j'ai pensé que si on n'avait rien accordé, c'était pour une autre raison que celle-là. Je suis bien prêt à admettre que le Gouvernement n'était pas obligé de me favoriser, mais je l'avertis que la population que je représente désapprouve ce système.

Dans certains endroits on a dit aux gens : si vous adressez votre requête à M. Flynn, vous n'aurez rien. Eh bien, ces gens ont préféré ne pas s'adresser à une autre personne qu'ils ne reconnaissent pas comme leur représentant au préjudice du député qu'ils se sont choisis ; ils ont préféré rien demander, plutôt que de se soumettre à un tel régime.

Je demande au Gouvernement de ne pas considérer le fait que je lui ai présenté des requêtes comme une raison suffisante à elle seule pour les lui faire rejeter, et de ne pas me faire l'injure de laisser dire que ces demandes doivent être mises de côté parce qu'elles lui sont parvenues par mon entremise.

J'espère que les ministres se laisseront guidés par un esprit de justice et qu'ils ne tiendront pas compte du fait que j'ai présenté certaines requêtes, comme mon devoir de député m'y oblige, du reste, pour les rejeter sans autre considération.

L'honorable M. **Mercier**.—Le principe posé par l'honorable député est bon, mais nos amis de l'opposition peu-

vent-ils affirmer qu'ils l'ont toujours suivi quand ils étaient au pouvoir? Il me permettra bien de lui dire que je suis étonné de l'entendre se plaindre. Il n'y a pas un député qui a été mieux traité que lui; il nous a demandé \$3,000 pour son chemin maritime; nous les lui avons accordées quand il n'avait jamais pu avoir un sou de ses amis. C'est à l'honorable trésorier et à moi que l'honorable député s'est adressé, et nous lui avons accordé ce qu'il demandait. Cette année il vient rappeler une promesse faite par le Gouvernement Ross en faveur du pont de Barachois, et nous allons lui accorder un montant pour ce pont. Le fait est que nous l'avons traité en enfant gâté.

L'honorable M. **Flynn**.—Cela n'est pas arrivé trop souvent.

L'honorable M. **Mercier**.—Je l'invite à venir nous voir plus souvent et je puis lui assurer que nous le traiterons avec justice.

Il nous a parlé de l'intervention de M. Carrier, et à ce propos, il admet qu'il est juste que nous nommions comme conducteur des travaux, des personnes en qui nous avons confiance. Il est juste aussi que ces conducteurs emploient ceux qu'ils croient juste d'employer. Nous ne sommes pas pour aller sur le lieux et dire aux conducteurs: vous allez employer tel homme plutôt que tel autre. L'honorable député est trop raisonnable pour exiger cela de nous. Quant aux conducteurs, nous prenons les renseignements qui nous sont transmis par M. Carrier.

L'honorable M. **Flynn**.—Ce n'est pas de cela dont j'ai parlé. On se plaint que les requêtes sont systématiquement mises de côté, parce que c'est moi qui les présente, tandis que quand c'est M. Carrier, ça ne souffre pas de difficulté.

L'honorable M. **Mercier**.—Une requête présentée par M. Carrier, si elle est mauvaise, ne vaut pas une requête

présentée par l'honorable député si elle est bonne. Nous ne jugeons pas à propos de la rejeter parce qu'elle nous a été transmise par lui ; nous jugeons chacune de ces requêtes suivant son mérite.

Est-ce que l'honorable député ne sait pas ce qui se passe autour de lui ? Il y a deux ans, quand il s'est agi pour la corporation des pilotes d'obtenir quelques faveurs du Gouvernement fédéral, qu'a fait cette corporation ? Elle a fait venir l'honorable député de Montmorency (M. Desjardins) qui, comme député local, n'a absolument rien à faire avec cette question, et le député fédéral, M. Charles Langelier, a été ignoré, et cependant c'est M. Langelier qui aurait dû être l'interprète des demandes de cette corporation auprès des autorités fédérales. Cette année, c'est M. Valin, ancien député fédéral qui a servi d'interprète aux vœux de la corporation des pilotes, et si on a choisi M. Valin, c'est que l'on croyait avoir plus de chance de réussir avec un ami qu'avec un adversaire du Gouvernement. Tout récemment encore, la députation du Lac Saint-Jean, ne s'est pas fait présenter au Gouvernement fédéral par le député aux communes des comtés de Chicoutimi et Saguenay, M. Couture, non, elle s'est adressée à des amis politiques du cabinet. Je n'approuve pas cela mais que voulez-vous, c'est ainsi que les choses se font. Nous sommes portés à écouter plutôt nos amis que nos adversaires ; vous ne pouvez pas ôter cette conviction dans l'esprit du peuple. Quand j'entends l'honorable député de Gaspé, l'adversaire le plus dangereux du Gouvernement, se récrier et exprimer sa surprise de voir ses électeurs ne pas s'adresser à lui quand ils ont des faveurs à nous demander, je ne puis m'empêcher de penser aux jours d'autrefois. Quelles faveurs ai-je jamais eues pour mon comté, lorsque vous étiez au pouvoir ? Je ne vous en aurais pas demandé, mais quand bien même je vous en aurais demandé, vous ne m'en auriez pas données. Un jour, par mégarde sans doute, on avait donné une petite allocation au collègue commer

cial de la paroisse de Saint-Denis, et le Dr Martel, député de Chambly, a tant fait de ses pieds et de ses mains, qu'il a réussi à la faire ôter par le Gouvernement. Je suis resté avec une déception de plus, et une illusion qui n'a pas duré longtemps je vous assure. Ça été vite fait. Pensez donc, M. le Président, faire une toute petite faveur à un comté représenté par un homme aussi méchant que moi. C'était un véritable comble pour ces bons bleus. Pourtant la paroisse qui devait profiter de cette générosité, est bien conservatrice, c'est à peine si j'y recueille quelques douzaines de votes.

L'honorable député de Bonaventure n'a pas non plus raison de se plaindre, car, quand il s'est agi du repliage du subside voté pour le chemin de fer qui intéresse son comté, nous n'avons pas regardé s'il était notre adversaire ou notre ami politique.

L'honorable député est un homme très estimé là-bas, mais il ne me gêne pas par ses faveurs. Cependant, cette année encore, nous n'hésitons pas à donner \$2,000 pour le chemin, un grand chemin qui intéresse toute cette région. Voyez l'article 110 du budget :

“ Grande route, dans l'intérieur des comtés de Gaspé et de Bonaventure, de Cascapédiac à Gaspé \$2,000.” Cette amélioration nous a pourtant été demandée par les amis de ces messieurs.

L'honorable M. **Flynn**.—Personne n'a demandé cela dans mon comté ; il s'agit là d'une dépense qui s'élèvera en totalité à cent mille piastres.

L'honorable M. **Mercier**.—Cela nous a été demandé par des personnes appartenant aux deux partis politiques ; il s'agit d'une grande route qui partant de Cascapédiac se prolongera jusqu'au bassin de Gaspé ; nous avons décidé d'avoir cette route-là, nous en faisons maintenant une partie

et une autre année nous en ferons une autre. Le projet en son entier consiste à prolonger ce chemin jusqu'au bassin de Gaspé ; cela nous a été demandé par des personnes intéressées appartenant aux deux comtés en question.

Je prie l'honorable député de Gaspé de croire que nous ne refuserons pas d'accorder les conclusions d'une requête, parce que c'est lui qui nous l'aura présentée. Nous n'accorderons pas non plus indistinctement toutes les demandes qui nous seront faites par l'entremise de M. Carrier, mais je vous le demande, M. le Président, serait-il juste et raisonnable de refuser une requête parce qu'elle nous est transmise par M. Carrier ? Si les électeurs de l'honorable député croient qu'ils ont plus de chance de réussir en s'adressant à un ami du Gouvernement, qu'est-ce que nous pouvons y faire. Que le député de Gaspé soit certain qu'une demande ne sera pas refusée parce que c'est lui qui nous l'aura transmise. Quand il lui faudra demander quelque chose au Gouvernement, il peut être certain que nous ne nous demanderons pas s'il est notre adversaire avant d'examiner cette demande à son mérite ; jamais nous ne nous dégraderons jusqu'à ce point là. Qu'il nous combatte tant qu'il le voudra, cela ne nous empêchera pas d'accorder les demandes justes qu'il nous fera. Il sera reçu comme il le mérite ; je ne dis pas que son titre d'adversaire l'aidera, mais je lui qu'il ne lui nuira pas.

L'honorable M. **Tailon**.—Que les électeurs de Gaspé s'adressent de préférence à M. Carrier qu'à leur député, et cela de leur propre mouvement, il n'y a pas grand chose à redire, mais que ce monsieur aille leur dire : si vous voulez obtenir quelque chose du Gouvernement de Québec, adressez-vous à moi plutôt qu'à M. Flynn, car vous n'aurez rien si votre demande est confiée à votre député ; voilà qui est bien différent ; M. Carrier n'est-il pas un employé du Gouvernement ? C'est donc son devoir de voir à ce que les

agissement de son employé ne le compromettent pas ; d'ailleurs comme employé public, M. Carrier n'a pas même droit de voter, encore moins devrait-il faire de la politique.

L'honorable M. **McShane**.— Il y a dix mois que j'ai abandonné la position de commissaire de l'agriculture et des travaux public, je désire attirer l'attention de l'honorable député de Gaspé, sur le fait que je me suis toujours efforcé de remplir mon devoir non seulement envers mes amis, mais aussi envers mes adversaires, et il est un de ceux là qui peuvent rendre le témoignage que mes efforts ont toujours été sincères.

Quand nous étions dans l'opposition, certains comtés représentés par nos amis politiques n'ont pas été traités comme ils auraient dû l'être, mais je ne crois pas que deux mauvais actes en fassent un bon. Si j'ai fait des promesses à l'honorable député de Gaspé et si ces promesses n'ont pas été remplies, je verrai moi-même à ce qu'elles le soient.

Je ne crois pas qu'un employé public ait le droit de se mêler d'élection. Nous avons passé une loi pour protéger les employés publics contre eux-mêmes, en les privant du droit de vote, et pas plus M. Carrier qu'un autre, n'a le droit de se mêler de ce qui ne le regarde pas. Si un homme veut être candidat, qu'il abandonne sa position d'employé public et qu'il se lance dans la lutte, mais qu'il ne cherche pas à nuire à ceux qui gagnent honnêtement leur vie et qui ne cherchent pas à vivre aux dépens du trésor. Ici nous ne suivons pas la doctrine des Etats Unis ; quand un parti arrive au pouvoir, les employés publics ne sont pas mis à la porte pour cela. C'est pourquoi je suis contre l'intervention des employés publics dans les élections.

L'honorable député de Gaspé ne croit pas je suppose, que le Gouvernement va lui confier l'argent de la colonisation, bien que j'aie la plus grande confiance dans son honnêteté personnelle. J'ai toujours eu beaucoup d'égards pour l'ho-

norable député et je ne puis m'empêcher de dire que les employés ne doivent pas se mêler des affaires qui regardent les députés. Un employé public qui persiste à se mêler de ce qui ne le regarde pas, doit être mis à la porte. Pendant que les conservateurs étaient au pouvoir nous avions à faire la lutte partout avec des employés publics, vous aviez tort de les garder.

Ce n'est qu'en faisant des réformes, que le Gouvernement libéral pourra vivre et rester longtemps au pouvoir.

L'honorable M. **Flynn**. — Je remercie l'honorable député de Montréal centre de ses bonnes paroles à mon adresse. Je réponds à ses questions. La seule fois que j'ai été chez lui lorsqu'il était commissaire, c'était peu après son entrée dans le Gouvernement. Je lui ai dit que des promesses avaient été faites par le Gouvernement Ross, à propos du pont de Barachois. J'ai écrit aussi à propos de la même affaire, à l'honorable premier ministre, c'est pour cela qu'un crédit est demandé, il n'y a pas eu d'autres promesses de faites.

Le crédit est adopté.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Séance du lundi, le 11 mars 1889.

SOMMAIRE :—Proposition concernant la fête des arbres : MM. Lynch, Rhodes, Turcotte et Robertson.—Proposition concernant l'aide accordé à l'association agricole des cantons de l'est : MM. McIntosh, Robertson, Mercier et Taillon.—Proposition concernant l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district : MM. Poupore, Turcotte, Blanchet et Flynn.—Proposition concernant l'augmentation du traitement des juges de sessions de la paix et des magistrats de police de la cité de Montréal : MM. Hall, McShane, Lynch, David, Déchéne (l'Islet), Pelletier, Pilon, Turcotte, Lareau, Taillon, Pilon, Desjardins, Shehyn et Gagnon.—Proposition de M. Legris, concernant la promotion de Georges Leclerc, comme directeur de l'agriculture : MM. Legris, Mercier et Beauchamp —Délibération sur le projet de loi concernant l'admission à l'étude des professions libérales, et le diplôme de Bachelier es-arts : MM. Lynch, Pelletier, Lareau, Hall, Lafontaine, David, Mercier.—Délibération sur le projet de loi concernant le barreau : MM. Lynch, Mercier, Lareau, Lafontaine, Casgrain, Pelletier et David.—Délibération sur un projet pour amender la loi de chasse : MM. Sylvestre, Tessier et Legris.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

LA FÊTE DES ARBRES.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état indiquant, d'après le rapport transmis au département des terres de la couronne, le nombre d'arbres plantés le dernier jour de la fêtes des arbres, 1 mai 1888.

M. le Président, la fête des arbres est disparue comme institution provinciale. Le changement de la date de cette fête a été un fait regrettable, et l'expérience maintenant prouve

que ça été une faute. Toutefois j'aime à croire que la réponse à ma proposition établira que je suis dans l'erreur.

Je crois qu'il convient d'enseigner à notre population, la nécessité de planter des arbres. Aux Etats-Unis on a adopté le meilleur système possible de plantation. Le printemps est la meilleure saison pour planter des arbres ; l'automne passé, la population se montra bien peu disposée à faire de la plantation. J'ai essayé pour ma part à galvaniser le mouvement, mais je n'ai réussi qu'auprès d'un bien petit nombre de personnes. Les froids d'octobre glacent l'enthousiasme. Je sais que si cette saison a été choisie, c'est dû à la décision prise par le comité d'agriculture, mais je crois que l'expérience devrait nous engager à reconsidérer cette décision. D'après ce que j'en connais, je serais bien surpris si le rapport que je demande indique qu'il y a eu beaucoup d'arbres de plantés.

L'honorable M. **Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Je dois dire à l'honorable député que nous prenons un bien vif intérêt à cette question. Chose singulière, ce ne sont pas des jeunes gens qui montrent le plus d'empressement à planter des arbres, ce sont des gens d'âge mûr.

Je crois que le printemps est une saison préférable à l'automne pour cette sorte de plantation. Il y a certains arbres qui réussissent mieux en automne qu'au printemps. L'orme planté à l'automne n'a pas réussi, mais au printemps il m'a donné satisfaction. La plantation des arbres est très utile comme embellissement des rues des grandes villes, et ceux qui dans cent ans d'ici passeront par la rue en face du Parlement, ne manqueront pas d'admirer la belle végétation que donneront les arbres maintenant tout fraîchement plantés.

Il ne faut pas que les arbres soient plantés trop proches les uns des autres, car cela nuit à leur croissance;

En France, l'usage de planter des arbres s'est répandue beaucoup, et dans les grandes villes, les arbres sont considérés comme un ornement fort apprécié.

Il faut aussi prendre grand soin des arbres que l'on plante si l'on veut réussir. La nécessité de planter des arbres commence à se répandre et l'on voit aujourd'hui dans les campagnes, de jeunes plantations qui promettent beaucoup.

L'honorable M. **Tarcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—M. le Président, je regrette de ne pas partager l'avis de mon honorable collègue et de mon honorable ami le député de Brome, mais je crois que l'on ferait un pas en arrière si l'on revenait sur la décision prise. J'ai planté dix milles arbres, je puis donc parler un peu de mon expérience. Sur ces dix milles arbres, j'en ai sauvé sept ou huit milles.

Il y a une différence entre le bois mou et le bois dur, dans la manière et dans le temps convenable pour les planter. Ainsi le printemps est plus favorable pour les bois mous et l'automne pour les bois durs. Nous avons à Trois-Rivières un homme qui a une grande expérience dans la plantation des arbres, c'est un vieil Allemand qui ne s'occupe que de cela. Il a planté un petit parc qui est un vrai petit bijou. Or cet homme a toujours planté le bois dur à l'automne. C'est d'après ses conseils que j'ai choisi l'automne pour faire mes plantations qui ont si bien réussi.

S'il y a eu moins d'arbres de plantés, cela peut dépendre d'une foule d'autres causes, plutôt que du fait que nous avons choisi l'automne au lieu du printemps. Comme l'a dit l'honorable commissaire de l'agriculture, le succès dans la plantation des arbres dépend de la manière dont les arbres sont plantés et du soin qu'on en prend ensuite. Ainsi, par exemple, beaucoup de gens ne taillent pas les branches en proportion des blessures faites aux racines. Ensuite on choisit des arbres trop petits ; on ferait mieux de planter un

arbre de cinq ou six pouces de diamètre. Ces petits arbres ne seront parvenus à leur pleine croissance que dans deux cents ans peut-être. J'ai vu transplanter des arbres d'un pied et demie de diamètre avec un succès complet. Cette opération coûte chère, mais on profite de suite de son avance de fonds.

Je crois, en résumé que le comité de l'agriculture doit persister à maintenir sa décision, et continuer à fixer la fête des arbres à l'automne.

L'honorable M. **Robertson.** — *député de Sherbrooke.*— J'ai planté des arbres depuis quarante ans et je puis dire, sans me vanter, que j'ai chez moi de très beaux arbres que j'ai cultivés moi-même. Je puis donc, moi aussi, parler de mon expérience. Or jamais je n'ai réussi à l'automne. Quand je plantais le printemps, je réchappais neuf arbres sur dix, tandis qu'à l'automne je les perdais tous. Je pré fère donc le printemps et je crois que c'est la saison la plus propice.

L'honorable M. **Lynch.**—Je regrette de différer d'opinion avec le procureur général, et je me sens disposé à écouter la longue expérience que l'honorable commissaire de l'agriculture a, en ces matières.

Mon principal but lors que, de concert avec l'honorable M. Jo'y, j'ai demandé l'institution de cette fête, n'était pas de faire planter des arbres dans les villes ce qui est très bien, mais surtout et avant tout, c'était de répandre le goût de la culture des arbres dans nos campagnes. Or je crois qu'il n'y a pas d'époque plus favorable de l'année pour répandre le goût de cette culture, que quand la nature sourit et se pare de fleurs.

La proposition est adoptée.

L'AIDE A L'ASSOCIATION AGRICOLE DES CANTONS DE L'EST

M. McIntosh—*député de Compton*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance échangée entre l'association agricole des cantons de l'est, et le Gouvernement ou aucun de ses membres, concernant une aide à cette association.

M. le Président, mon but en faisant cette proposition est simplement d'amener cette question devant la Chambre. Cette association a été formée en 1885 ; elle a déjà dépensé quarante mille piastres pour achat de terrains et construction de bâtisses, où se tiennent ses expositions, qui sont ouvertes à toute la Province. Les citoyens des comtés de Chateauguay et de Jacques-Cartier ont remporté autant d'argent sous forme de prix, que ceux de Compton. Nous croyons pour cette raison, que nous avons droit à un peu d'aide de la part du Gouvernement. Il arrive quelques fois que pendant l'exposition, le mauvais temps fasse des siennes, et alors le contre coup se fait sentir sur la recette encaissée. Il faut bien que les frais se payent et ils retombent nécessairement sur l'association. Le but que poursuivent les membres de cette association, n'en est pas un de lucre pour eux-mêmes, c'est le bien être général de la Province qu'ils cherchent. Il y a d'autres députés ici qui connaissent bien cette association, et qui savent tous les avantages qu'elle a déjà procurés au public.

L'honorable **M. Robertson**—*député de Sherbrooke*.—M. le Président, après les grandes dépenses que le trésor a faites en faveur des expositions tenues à Montréal et à Québec, il me semble que cette association représentant une partie agricole importante de la Province, a bien le droit d'avoir à son tour de l'aide du trésor. Nous avons acquis un morceau de terre de trente six acres en superficie, sur lequel nous avons érigé des bâtisses considérables ;

pour cela nous avons dépensé la somme de \$40,000. Nous croyons que nous avons droit à une petite allocation, et j'espère que le Gouvernement accueillera notre demande avec autant de faveur et de plaisir qu'elle mérite, car il s'agit là d'une dépense de nature à faire faire des progrès à l'agriculture.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Je suis très surpris de la demande de l'honorable député de Sherbrooke. Pourquoi donc, lorsque vous étiez au pouvoir et que vous aviez le trésor en mains, n'avez-vous pas donné l'aide que vous sollicitez de nous maintenant ?

M. **McIntosh**.—Nous avons voulu faire la tentative à nos dépens, et comme nous nous sommes imposés des sacrifices qui ont été couronnés de succès, nous croyons avoir droit à l'aide du trésor public.

L'honorable M. **Mercier**.—Ce n'est pas là une raison suffisante.

M. **McIntosh**. — Nous avons tenu des expositions provinciales et fédérales, et alors nous avons eu de l'aide.

L'honorable M. **Mercier**. — Vous avez eu de l'aide une fois, mais vous n'en avez pas eue depuis. L'honorable député de Sherbrooke prétend qu'il y a un déficit de \$370,000 ; comment alors peut-il nous demander une subvention qu'il n'a pas jugé à propos d'accorder lorsqu'il était trésorier, et qu'il prétendait qu'il y avait un surplus. Si le pays est aussi pauvre qu'il le dit, comment serions-nous justifiables d'accorder ce qu'il demande. Il ne peut pas dans ce cas nous demander de faire de nouveaux sacrifices.

L'honorable M. **Roberts**.—Si le Gouvernement voulait réellement aider les intérêts agricoles, il pourrait trouver l'argent nécessaire, en économisant sur des dépenses plus ou moins utiles.

. L'honorable M. **Tailor** —*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — L'honorable premier ministre répond à la demande qui lui est faite : “ Vous qui prétendez qu'il y a un déficit, comment pouvez-vous nous demander de faire cette nouvelle dépense. ”

Nous pouvons retourner l'argument contre l'honorable premier ministre ; puisque le trésorier prétend qu'il y a un surplus de \$360,000, pourquoi ne pas en prendre une partie pour venir en aide à cette association ?

Nous vous donnons une magnifique occasion de faire un bon placement au point de vue des intérêts généraux du pays. Je considère comme une très bonne action d'aider à des citoyens qui montrent autant d'esprit d'entreprise. Ces citoyens ont mis \$40,000 de leur argent dans cette association organisée dans le but de promouvoir les intérêts généraux de la Province, et non pas dans l'espérance de faire une spéculation. Le Gouvernement a là, l'occasion de faire un bon placement d'une partie de son gros surplus, s'il est vrai qu'il y en a un.

La proposition est adoptée.

LA JURIDICTION DES MAGISTRATS DE DISTRICT.

M. **Poirer**.—*député de Pontiac*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes pétitions et correspondances, au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district.

M. le Président, mon but en soumettant cette proposition, est de démontrer au Gouvernement l'importance, qu'il y a dans l'intérêt de l'administration de la justice, d'élever la juridiction du magistrat nommé pour le district d'Ottawa. Déjà une requête a été transmise au Gouvernement demandant d'élever cette juridiction à \$100. L'une des raisons

qui m'engagent à être en faveur de cette demande, c'est que la cour de circuit de Chapeau a été abolie, et comme il est fort probable qu'elle ne sera pas rétablie, la cour des magistrats ayant une juridiction plus élevée, suppléera à la perte que nous avons faite par l'abolition de cette cour. Il y a plusieurs petites villes où l'administration de la justice est donnée par des cours de magistrat ; l'inconvénient de la juridiction ne se fait pas sentir parce que ces localités étant situées plus ou moins, près des centres où siègent les cours ordinaires, on peut toujours facilement recourir à ces dernières, mais il n'en est pas ainsi chez nous.

Une autre raison qui est mentionnée dans la requête dressée par les membres du barreau d'Ottawa, c'est que cette mesure serait à l'avantage général de tous les justiciables.

J'espère donc que l'honorable procureur général va se rendre à la demande qui lui est faite.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—M. le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que je vois l'honorable député soulever cette question qui a une si grande importance. Le territoire dont il s'agit, est immense, le fait est que c'est presque une province à lui seul. Par suite des graves inconvénients des distances à parcourir, je suis d'opinion que le magistrat de cet endroit devrait avoir une juridiction plus étendue. Ce n'est pas le seul district qui se trouve dans ce cas là ; il y en a plusieurs autres où la juridiction devrait être augmentée dans l'intérêt de la bonne administration de la justice. Dans le district de Saint-François, nous avons un magistrat, homme supérieur qui ferait honneur au banc, qui rend beaucoup de services, et je crois qu'il serait désirable d'étendre sa juridiction.

M. Saint-Julien, le magistrat de district pour Ottawa, est aussi un homme très capable, et je crois que l'administration de la justice aurait tout à gagner, si on étendait la juridiction de la cour qu'il préside. Quant à la question en

elle-même, il ne peut pas y avoir de difficulté. Dans le district de Gaspé, la juridiction de ces cours de magistrat, est portée jusqu'à \$200.

Pourquoi l'a-t-on augmentée jusqu'au chiffre de \$200 ? C'est parce que les communications sont très difficiles, or la même raison existe pour d'autres parties de la Province. Je crois que l'ancien Gouvernement a agi très sagement en étendant la juridiction de ces cours pour le district de Gaspé.

Dans le cas de Pontiac, c'est le barreau qui demande cette extension de juridiction, et je crois que sa demande est parfaitement juste. Je ne sais encore quelle sera l'action du Gouvernement, mais j'exprime mon opinion franchement.

M. Poupore.—Très-bien.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*.—Je profite de cette occasion pour attirer de nouveau l'attention du Gouvernement sur ce que je lui ai dit l'autre jour au sujet de la juridiction de M. le magistrat Rioux. Si la demande de l'honorable député de Pontiac est accordée, j'espère que le Gouvernement en profitera pour inclure dans la même loi, une disposition à l'effet d'étendre la juridiction de M. Rioux. Je crois qu'il faudrait une législation spéciale, car autrement vous seriez obligé de lui donner juridiction sur tout le comté, ne pouvant pas le faire pour une partie seulement.

L'honorable M. **Turcotte**.—Je crois que le Lieutenant Gouverneur en conseil, a le droit de régler cette question en vertu de l'article 2499.

L'honorable M. **Blanchet**.—Oui, oui ! mais vous ne pouvez pas vous servir de cet article quand il s'agit d'une partie seulement d'un comté.

L'honorable M. **Wynne** — *député de Gaspé*.—Je n'aimerais pas à laisser sans être contredite, la parole que l'hono-

nable procureur-général a prononcée, par erreur sans doute, lorsqu'il a dit que la juridiction de la cour de magistrats pour le district de Gaspé était de \$200, cette juridiction n'est que pour \$99, mais sur la côte Nord où siège M. O'Brien, la juridiction est de \$200. J'espère que l'honorable procureur-général n'a pas voulu dire que la question de la juridiction est moins importante pour Gaspé qu'elle ne l'est pour le district d'Ottawa, au contraire si il y a une différence, elle est en faveur de Gaspé, car là la difficulté des communications est bien plus grande et le juge n'y réside pas habituellement. Ce sont là les deux raisons qui ont engagé le Gouvernement à y établir une cour de magistrat.

Si on élevait la juridiction à \$100 on pourrait se dispenser des services d'un bon nombre de juges qu'il y a à présent dans la Province, car à part des juges des districts de Montréal et de Québec, les autres n'ont pas assez d'ouvrage pour les occuper tout le temps, la part de travail que feraient les magistrats les soulagerait d'autant.

Je crois cependant qu'il ne faudrait étendre cette juridiction que dans des cas bien spéciaux à moins que l'on serait prêt de réformer l'administration de la justice en général.

Je voudrais aussi que les juges résident dans leur district respectif ; dans les trois quarts des cas si les juges résidaient dans leur ressort, on ne serait pas obligé de nommer des magistrats de district.

L'honorable M. **F. Robitaille**.—Cette extension de juridiction, suivant moi, ne doit être faite que dans des cas tout-à-fait exceptionnels.

Il serait absurde comme l'a dit l'honorable député de Gaspé, de prendre cette mesure indistinctement chaque fois que la demande nous en est faite.

On peut être certain que le Gouvernement ne recourra à ce moyen que dans les cas absolument exceptionnels. La proposition est adoptée.

LE SALAIRE DES JUGES ET MAGISTRATS DE POLICE DE
MONTRÉAL.

M. Hall—*député de Montréal-ouest.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes les suppliques adressées au Gouvernement ou à l'un quelconque des ministres, et de toute correspondance échangée avec ces derniers, touchant l'augmentation du traitement des juges de session de la paix et des magistrats de police de la cité de Montréal.

M. le Président, cette question a été soumise devant le Gouvernement actuel et le cabinet précédent.

Ces positions doivent être occupées par des hommes très versés dans la science légale et possédant de bon jugement ; ceux qui occupent ces positions maintenant, sont des hommes fort compétents.

En 1885 un mémoire fut mis devant le Gouvernement exposant tous les éléments de cette question. Les affaires judiciaires ont beaucoup augmenté devant ces cours, depuis qu'elles ont été créées. Ainsi l'année dernière ces juges ont dû décider trois mille plaintes portées devant eux ; 2189 témoins ont été assermentés, et 613 cas ont été jugés sur les témoignages entendus.

Enfin 1987 jugements ont été rendus. Ces magistrats font plus d'ouvrage, quant à ce qui concerne l'administration de la justice criminelle que la cour du banc de la reine elle-même ; on comprend par là quelles sommes ont été économisées à la Province, car un procès devant ces magistrats, coûte infiniment moins cher que devant la cour criminelle.

Jusqu'à ces dernières années, l'émission des licences pour la cité de Montréal, était confiée à des commissaires spéciaux, mais depuis, ces licences sont sous le contrôle de ces ma-

gistrats. Pour tout ce travail ils ne reçoivent que le maigre salaire de \$3,000.00 par année.

Je crois que \$4,000.00 ne serait pas un traitement trop élevé.

Il est question d'augmenter le salaire des juges des cours de juridiction supérieure, de quatre mille à cinq mille piastres, l'affaire est aujourd'hui devant le Parlement fédéral si je ne me trompe pas. J'espère que les documents que je demande, vont être bientôt soumis devant la Chambre.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre*—M. le Président, nous avons demandé justice pour ces magistrats depuis quelques années déjà.

Mais il y a un fait que je n'ai jamais pu m'expliquer à propos de l'un d'eux ; si tous ont autant d'ouvrage comme on le dit, comment se fait-il que l'un d'entre eux que je ne veux pas nommer et que l'on connaît bien, trouve des loisirs suffisants pour agir comme secrétaire de la commission scolaire. Tout de même, je puis vous dire, M. le Président, que ce sont tous des hommes compétents qui méritent d'être bien traités.

Comme représentants de Montréal, nous espérons que le Gouvernement va leur donner \$4,000.00 de salaire au lieu de \$3,000, mais nous espérons aussi que celui dont j'ai parlé, va abandonner la place de secrétaire des écoles, afin de la céder à quelqu'un qui en a plus besoin que lui. Je demande au Gouvernement d'augmenter leur salaire et je demande aussi qu'il fasse cesser cette anomalie.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Bien que je ne sois pas favorable à l'idée de voir le Gouvernement augmenter les dépenses, je ne puis cependant m'empêcher de me joindre à mon honorable ami le député de Montréal-ouest, et d'exprimer comme lui l'espoir que le Gouvernement fasse quelque chose en faveur de ces magistrats ; ce sont des

hommes très compétents et qui remplissent très bien leur devoir.

Comme le Gouvernement a accordé \$4,000 de salaire à M. Longpré le protonotaire, je crois qu'il ne serait que juste de donner au moins le même salaire à ces juges.

Quant à la remarque de l'honorable député de Montréal centre, je crois devoir lui faire observer que le juge qui remplit les fonctions de secrétaire de la commission scolaire de Montréal, ne néglige pas ses devoirs pour cela, c'est le soir qu'il travaille pour la commission scolaire et on ne peut exiger qu'il consacre ses soirées à ses fonctions judiciaires. Je concours pleinement dans les remarques de l'honorable député de Montréal-ouest.

M. David—*député de Montréal-est.*—M. le Président lorsqu'il s'agit de payer pour avoir de bons juges, on ne doit pas y regarder.

Toutes autres considérations peuvent nous arrêter, la dépense n'est rien en comparaison de la nécessité d'avoir une bonne administration de la justice.

En face de l'expression d'opinion que nous venons d'entendre de la part de députés des deux côtés de la Chambre, j'espère que le Gouvernement va accorder à ces magistrats, un traitement annuel de \$4,000 ce qui, comprendra aussi leur salaire comme commissaire pour l'émission des licences. Il serait difficile d'avoir des hommes compétents pour agir comme commissaire des licences à moins de \$2,000 par an ; si ce que je dis là est vrai, nous ne nous trouverons donc pas à payer ces magistrats bien cher, puisqu'il ne resterait que \$2,000 pour leurs services judiciaires.

Depuis des années et des années on exprime l'opinion que le traitement de ces magistrats devrait être augmenté, mais rien ne se fait ; le Gouvernement devrait donc se rendre au désir de tout le public de Montréal.

Il faut tenir compte de la position des juges qui ont à se prononcer sur des questions de l'importance de celles qui se présentent devant ces magistrats. Si ce n'était pas des honnêtes gens ils pourraient commettre des actes très déplorables. Dans une ville comme Montréal, des magistrats comme ceux-là, ne peuvent vivre décemment avec un salaire de \$3,000.

M. Déchène—*député de l'Islet*.—Si le Gouvernement accède à ces demandes surtout lorsqu'elles lui viennent de l'autre côté de la Chambre, il ne manquera pas d'être critiqué ouvertement par les amis mêmes de ceux qui le poussent à aggraver les dépenses.

Ceux qui ont accepté ces charges savaient ce qui en était. Je vois devant moi des ministres qui donnent tout leur temps à la chose publique et qui n'ont cependant que \$4,000 par année. Tout le monde sait que les ministres sont obligés de laisser de côté toutes leurs affaires particulières pour ne s'occuper que de l'administration de la Province ; ce n'est pas tout, ils doivent aussi faire des dépenses considérables à raison de la position qu'ils occupent.

Je ne m'oppose pas directement à l'augmentation du salaire des magistrats de police de Montréal, mais je tiens à faire remarquer que nous ne serons pas seuls à supporter la responsabilité de cette augmentation de dépenses si elle est faite.

L'honorable **M. Pelletier** — *député de Dorchester*.— Il faut que le public sache bien que l'opposition approuve cette dépense additionnelle.

Au moins plus tard ceux qui poussent le Gouvernement à la faire, ne pourront le critiquer pour cela.

On sait que dans l'affaire de l'augmentation de l'indemnité, ce sont ceux qui ont signé pour la faire augmenter, qui ont crié le plus fort devant le public contre cette augmentation.

Il est de notre devoir de nous prémunir contre la répétition d'une semblable tactique à l'avenir.

Si cette augmentation est accordée pour les magistrats de Montréal, je ne vois pas pourquoi on ferait une distinction avec ceux de Québec, en ne leur donnant pas le bénéfice eux aussi d'une augmentation de traitement. Les magistrats de Québec donnent satisfaction au public de notre ville. Ils sont sur le même pied que ceux de Montréal. Ici il n'y a qu'un magistrat de police tandis qu'il y en a deux à Montréal. Quant au reste les raisons sont les mêmes, dans l'un comme dans l'autre cas.

M. Pilon—*député de Bagot*.—M. le Président, je crois qu'il y a une maladie qui règne parmi nous, c'est la maladie de l'augmentation des salaires. Je crois que quand le Gouvernement aura bien tout pesé, il prendra les moyens de mettre fin à ce système ruineux pour le trésor. Nous, les députés de la campagne nous commençons à être d'opinion que cette maladie doit cesser, sinon nous prendrons les moyens de mettre fin à ces ravages aux prochaines élections. Ce sont les mêmes hommes qui s'opposaient à la nomination de magistrats de district à Montréal, qui viennent aujourd'hui demander une augmentation de salaire pour deux fonctionnaires qui me paraissent être raisonnablement payés. Ces messieurs de l'opposition me semblent avoir changé d'opinion.

Pourquoi a-t-on nommé un assistant à ces magistrats de police à Montréal ? S'ils ne sont pas satisfaits du traitement que la Province leur paye, qu'ils démissionnent, il y a beaucoup d'hommes compétents qui s'empresseront de prendre leur place.

L'autre jour on voulait augmenter le salaire des inspecteurs d'écoles, et pourtant ceux au nom desquels on demandait cette augmentation, ont passé des années à enseigner pour \$400 par année, tandis qu'aujourd'hui comme inspec-

teurs d'écoles, on leur donne \$800, et ils ne sont pas encore contents, paraît-il.

On dit que c'est unanime, eh ! bien, non, M. le Président, je m'y oppose. Quand le Gouvernement mettra cette question aux voix, il verra qu'il y a beaucoup de ses amis qui ne le suivront pas dans cette voie.

L'honorable M. **McShaie**.—Je suis pour cette augmentation de salaire en faveur de ces magistrats, parce qu'ils le méritent. Pourquoi s'y opposer, quand la ville de Montréal paye la plus grande partie du revenu public. Je ne m'occupe pas de ce que diront les représentants des comtés ruraux ; je dis que ces messieurs méritent l'augmentation de salaire que l'on sollicite pour eux. Les hommes qui remplissent bien leurs devoirs, doivent être bien payés. Quand je siégeais dans l'opposition, j'ai demandé au Gouvernement d'alors, de rendre justice à ces magistrats, et ce n'est pas parce que je siége parmi les ministériels aujourd'hui, que je me contredirai.

M. **Pilon**.—On rappellera à l'honorable député aux prochaines élections ce qu'il disait en 1886 sur les hustings.

L'honorable M. **Turcotte**,—*député de Trois Rivières, procureur général*.—Mon premier devoir est de calmer les inquiétudes de l'honorable député qui a parlé de maladies. Il ne s'agit pas pour le moment de voter une augmentation de salaire, il s'agit tout simplement de mettre devant la Chambre, le dossier demandé dans la proposition.

Je remercie l'honorable député de Montréal-ouest d'avoir fait l'éloge des magistrats de police de Montréal. Nous avons tellement bien compris la force de l'expression de l'opinion publique faite sous le Gouvernement précédent, que dès notre arrivée au pouvoir, nous n'avons pas hésité à augmenter le salaire de ces messieurs de deux mille quatre cents piastres à \$3,000.

Je ne suis pas de ceux qui veulent toujours augmenter les salaires, ni les tenir toujours au même niveau quand même ; on peut trouver un juste milieu. Règle générale que vous pouvez poser en principe, si vous voulez avoir de bons employés, il faut les bien payer. Les affaires judiciaires ont beaucoup augmenté à Montréal, depuis quelques années. Est ce que le pays pourrait nous reprocher d'avoir augmenté le salaire d'un employé qui n'avait que \$800, lorsque son ouvrage a doublé ?

Le Gouvernement n'est pas prêt à dire s'il fera droit à la demande qui lui est faite, seulement il a bien droit de noter ce qui a été dit sur la question. Dans le temps comme dans le temps, le Gouvernement verra ce que le pays décidera.

Je n'ai pas de doute que le temps viendra où cette augmentation s'imposera, mais ce temps-là n'est pas encore arrivé.

M. Lareau—*député de Rouville*.—Les magistrats dont il est question, sont parfaitement qualifiés et remplissent leur devoir à la satisfaction générale. Il a été souvent question de cette augmentation de salaire surtout en ce qui regarde M. Desnoyers, qui a une nombreuse famille et qui se plaint de la modicité de son traitement. Je lui ai toujours dit que je serais heureux de voir le Gouvernement augmenter son salaire. Il ne se contentait pas de demander \$4,000 mais il sollicitait aussi le règlement d'une vieille réclamation que ses amis n'ont pas voulu reconnaître. J'avoue que je trouverais étrange si le Gouvernement se mettait dans les frais pour régler cette vieille réclamation.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Je crois que cette réclamation se rapporte à l'accomplissement de leurs devoirs comme juges des sessions de la paix. Comme magistrats de police ils recevaient \$2,400 ensuite il leur était accordé un certain montant comme juges

des sessions de la paix ; ils ont agi en cette dernière qualité mais ils n'ont jamais reçu le paiement de la somme qu'ils étaient sensés avoir. Il me semble que M. Desnoyers m'a parlé de cette question et qu'il m'a dit un jour : si nous n'avons pas d'augmentation de salaire, nous demanderons le paiement de cet arrérage. Pour moi j'étais disposé à leur laisser prendre une pétition de droit pour décider la question.

M. **David.**—Il me semble que quand le public de Montréal est convaincu de la nécessité d'accorder un certain salaire à des fonctionnaires occupant la position que ces messieurs occupent, il me semble dis-je, que les députés ruraux avant de s'y opposer, devraient bien réfléchir, surtout quand il s'agit d'une ville qui fournit une si large proportion du revenu public. Qu'ils n'oublient pas que si nous demandons quelques centaines de piastres pour des choses après tout bien nécessaires et bien légitimes, ils demandent eux des milliers et des milliers de piastres pour des ponts en fer, pour l'agriculture et la colonisation. Si on tenait compte de tout, on serait surpris de la différence qu'il y a entre le montant que nous recevons et celui qui leur est accordé, et ils se convaincraient bien vite, qu'il vaut mieux pour eux ne pas faire de comparaison. Supposons qu'à Montréal nous soyions convaincus que nous ne pouvons avoir des hommes de la valeur de ceux qui sont aujourd'hui magistrats de police sans payer quatre ou cinq mille piastres par année. Je maintiens que dans ce cas nous avons parfaitement le droit de dire au Gouvernement : donnez leur un salaire suffisant pour les engager à rester dans leur position. Ils font un travail qui, s'il était exécuté par la cour du banc de la Reine, coûterait dix ou quinze fois plus cher.

L'honorable député de Bagot vient de dire : qu'ils démissionnent, et il ne manquera pas d'hommes compétents qui

seront prêts à prendre leur place moyennant leur salaire actuel. Je défie bien l'honorable député de trouver un seul homme qui remplira aus-i bien ses devoirs que le fait l'honorable juge Dugas. On peut toujours trouver un remplaçant, mais il faut que ce remplaçant ait les talents et la capacité voulus. Ceux qui s'opposent à cette dépense de quelques milliers de piastres, sont ceux là mêmes qui votent sans scrupule des centaines de mille piastres à la fois, pour des travaux dont l'urgence n'a pas encore été démontrée.

L'honorable M. **McSane**.—M. Dugas a refusé \$5,000 de salaire comme chef de police de la municipalité de Montréal, et M. Desnoyers merite \$5,000.

M. de **Grosbois**—*député de Shefford*.—Comment se fait-il donc que l'honorable député de Montréal centre, qui se montre si généreux maintenant, soit si mesquin pour les magistrats qui siègent dans les districts ruraux ?

M. **Pilon**.—L'honorable député de Montréal-est, me paraît bien désireux de faire faire cette augmentation ; espérerait il arriver à l'une de ces positions tôt ou tard ?

M. **David**.—Oh ! je suis bien au-dessus de ces soupçons là allez !

M. **Pilon**.—On dit que Montréal fournit la plus grande partie des recettes du trésor, et que cependant la Chambre, tous les ans, vote de grosses sommes pour l'agriculture et la colonisation. Je demande à ces messieurs de me dire ce que serait Montréal s'il n'y avait pas d'agriculture ni de colonisation ?

Je demande quelle différence il y a entre les juges ruraux et ces magistrats là ? Le juge Bourgeois est aussi capable que n'importe lequel d'entre eux, le juge de Saint-Hyacinthe est également aussi capable que n'importe lequel d'eux, et ils n'ont que \$4,000. On appelle ces juges pour décider les questions que ces magistrats ne sont pas compétents à juger.

La grande question à décider, viendra aux prochaines élections, et ceux qui sont malades aujourd'hui, j'ai bien peur que le peuple leur posera un cautère.

La proposition est adoptée.

ETATS DES RECETTES ET DES PAIEMENTS.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état des recettes et de paiements de la Province de Québec, du premier juillet 1888 au onze mars 1889 inclusivement : le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du 11 mars 1889, déduction faite de la balance, à cette date, des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer de Témiscouata, de Montréal et Lac Maskinongé et de Québec et Lac Saint-Jean, ainsi que la somme encore à payer pour l'intérêt et le rachat de la dette publique du onze mars au 30 juin 1889.

M. le Président, je crois que l'honorable trésorier s'est trompé sur le sens des paroles que j'ai prononcées l'autre jour ; j'avais établi qu'il ne restait dans le trésor que \$41,000.00 et il a prétendu au contraire qu'il restait une somme beaucoup plus considérable. C'était le subside fédéral mais il le lui faudra pour payer l'intérêt sur la dette....

L'honorable **M. Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—Dans le discours publié dans le *Canadien*, l'honorable député ne faisait pas cette distinction.

L'honorable député de Sherbrooke qui a été trésorier, ne peut ignorer qu'il est très difficile de faire cette distinction. Jamais on a précisé au jour le jour, la situation du trésor. Aussi je trouve cette demande très étrange.

L'honorable **M. Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Quand nous avons demandé qu'un état constatant la situation du trésor fut

publié tous les mois dans la *Gazette Officielle*, on a repoussé notre demande.

M. Desjardins.—J'étais pour.

L'honorable **M. Gagnon.**—Mon impression est que l'honorable député était contre.

M. Desjardins.—Vous avez tort de faire entrer le subside fédéral en ligne de compte, car vous savez bien qu'il sera tout absorbé pour faire face au paiement des intérêts qui deviennent dûs d'ici à la fin de l'année.

L'honorable **M. Gagnon.**—Je vois par le journal de la Chambre en date du 18 juin 1886, que l'honorable député n'a pas voté contre la demande dont je viens de parler, mais il n'a pas voté pour non plus. Il a gardé de Conrad le silence prudent.

M. Desjardins.—Je n'ai jamais cherché à éviter un vote et celui-là moins que tout autre car il n'était pas dangereux.

La proposition est adoptée.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

LA PROMOTION DE GEORGE LECLERC COMME DIRECTEUR
DE L'AGRICULTURE.

M. Legris—*député de Maskinongé.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des documents ayant rapport à la promotion de George Leclerc du secrétariat du conseil d'agriculture, à la position de directeur de l'agriculture dans cette Province.

M. le Président, l'autre jour j'ai posé une question au Gouvernement et la réponse qu'il m'a donnée m'a étonné. Si on veut favoriser l'agriculture on devra commencer par

nommer un homme qui s'y entend. Si il y a un bureau nécessaire dans toute l'administration publique, c'est bien celui du directeur de l'agriculture. J'ai dû correspondre pendant longtemps pour avoir des documents que l'on aurait pu donner en quelques minutes, et c'est encore la même chose à l'heure qu'il est. J'étais loin de croire que le Monsieur qui s'était montré si peu au fait de sa besogne, avait mérité une promotion, et par conséquent une augmentation de salaire. Je ne lui connais pas des aptitudes agricoles bien particulières. Je ne me rends pas compte des raisons qui ont fait agir le Gouvernement. Nous avions là un homme bien qualifié dans la personne de M. Barnard, un homme qui a consacré sa vie au progrès agricole de son pays, qui a dépensé son argent pour pousser la science agricole aussi loin que possible, et pour le récompenser de ses sacrifices, de ses travaux et de son dévouement, on le remplace par un homme qui nous montre un bureau en désordre et qui ne nous donne aucune preuve de sa compétence. Si il y a à l'heure qu'il est, un si grand nombre de sociétés d'agriculture si peu prospères où en pleine décadence, nous le devons peut être à ce Monsieur ; ces sociétés seraient sur un bien meilleur pied aujourd'hui si on avait eu un homme actif qui s'en serait occupé.

Si on doute de l'exactitude de mes paroles, qu'on aille faire une visite au bureau et on verra qu'il y a beaucoup de choses qui laissent à désirer. Je prétends que parmi les employés, il y en avait d'autres qui méritaient mieux cette promotion.

Loin de moi la pensée de blâmer le Gouvernement, mais dans ce cas-ci, j'ai cru devoir élever la voix, car il me paraît évident que la bonne foi du Gouvernement a été surprise. Comme cette question affecte les intérêts agricoles, et comme je me glorifie de mon titre de cultivateur, j'ai cru devoir attirer pour cette raison encore, l'attention du Gouvernement.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—D'abord, l'honorable député fait erreur, M. Leclerc n'est pas directeur de l'agriculture, mais secrétaire du département de l'agriculture, nous l'avons pris comme secrétaire du conseil de l'agriculture pour le mettre au secrétariat du nouveau département et nous avons nommé M. Barnard secrétaire du conseil en même temps que rédacteur du Journal de l'agriculture, nous lui avons donné une augmentation de salaire de \$200. On trouve que M. Leclerc n'est pas compétent, je vous avoue que parmi les employés publics il y en a bien qui ne le sont pas. Le temps arrivera peut-être où nous n'aurons que des hommes compétents, mais malheureusement ce temps-là n'est pas encore arrivé. Nous avons trouvé ces messieurs là lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. Ils étaient à Montréal et appartenaient à un département séparé, qui n'était ni plus ni moins qu'un état dans l'état.

Tous les crédits mis à la disposition du conseil de l'agriculture étaient dépensés par ce conseil sans que jamais le Gouvernement s'en occupât. Nous avons essayé de réformer ce qu'il y avait d'abusif dans cet état de choses.

L'ancien Gouvernement avait donné ordre à M. Leclerc de venir résider à Québec, nous avons exécuté cet ordre que nous avons trouvé raisonnable.

L'honorable député de Maskinongé trouve que M. Leclerc n'est pas compétent, je ne suis pas prêt à discuter cette question avec mon honorable ami. Je ne voudrais pas insulter un homme que je considère comme respectable. Si on veut bien me donner le temps, nous finirons par réussir à mettre toute chose à sa place et à reformer le service public qui laissait tant à désirer.

Il va s'en dire que nous n'avons pas d'objection à ce que cette proposition soit adoptée-

M. Beauchamp—*député des Deux Montagnes*.—M. le président, il me semble que, quand un employé ne donne pas satisfaction, on s'en aperçoit avant quinze ou vingt années. Jamais je n'ai eu à me plaindre de M. Leclerc et pourtant on sait que j'ai été mêlé assez intimement au mouvement agricole depuis quelques années.

L'honorable député de Maskinongé se plaint que certaines sociétés d'agriculture ne fonctionnent pas bien, et il paraît vouloir en faire remonter la cause à M. Leclerc. Je ne sache pas que cela soit la faute du secrétaire du conseil d'agriculture et il me paraît injuste de vouloir l'en tenir responsable. Ce que je sais, c'est que M. Leclerc a donné pleine et entière satisfaction à toutes les sociétés, et je n'ai jamais entendu parler de lui dans les termes dont l'honorable député de Maskinongé vient de se servir ; peut-être mon honorable a-t-il eu à se plaindre de lui, je l'ignore.

Quant au titre de directeur de l'agriculture, je partage l'opinion exprimée par l'honorable député de Maskinongé. M. Barnard avait plus d'expérience que M. Leclerc et pouvait par conséquent rendre de plus grands services. Quant à la question de salaire, j'en laisse au Gouvernement toute la responsabilité, cependant, je n'hésite pas à dire qu'en principe, je suis convaincu qu'un bon employé mérite un bon salaire.

La proposition est adoptée.

LE DIPLOME DE BACHELIER ÈS-ARTS ET L'ADMISSION A
L'ÉTUDE DES PROFESSIONS LIBÉRALES.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, médicale, et du notariat.

L'honorable M. **Lynce**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général, pour examiner ce projet de loi.

M. le Président, je considère ce projet de loi malgré ses apparences modestes, comme très important, et j'estime que je manquerais à mon devoir, si je ne soulevais pas un débat à son sujet.

On semble croire que, lorsque j'ai soumis ce projet de loi, je n'ai eu en vue que de favoriser les Anglais ou plus généralement ceux qui font leurs études dans les institutions enseignantes anglaises. Je m'empresse de dire que je repousse cette pensée ; jamais je n'ai été inspiré par un tel motif. Je veux que toutes les nationalités soient, au contraire, sur le même pied, et c'est là précisément le désir qui m'engage à demander à la Chambre de bien vouloir adopter cette législation.

En 1880, j'ai soumis un projet de loi pourvoyant à la nomination d'un bureau spécialement chargé d'examiner les candidats qui, chaque année, se présentent pour être admis à l'étude des professions libérales. Depuis, j'ai, à deux ou trois reprises, soumis un semblable projet, sans succès, et l'an dernier, les professions intéressées se sont prononcées si carrément contre, que j'ai cru devoir changer ma demande d'une manière assez considérable. Ainsi par ce projet de loi, je n'enlève aucun des droits acquis des professions libérales, le titre lui-même en dit assez pour me dispenser d'insister sur ce point là. Je demande simplement à la Chambre de déclarer qu'à l'avenir celui qui aura obtenu le diplôme de bachelier ès-arts, ne sera pas obligé de subir l'épreuve d'un examen pour être admis à l'étude de n'importe laquelle des professions libérales ; je n'attaque donc aucun des droits ou privilèges des corps professionnels.

Avant d'aller plus loin, permettez-moi, M. le Président, de faire allusion, en passant, à l'honneur conféré récemment à l'honorable premier ministre, par une université de la grande république voisine. Cet honneur n'est pas seulement un hommage rendu à la personne de l'honorable chef du

Gouvernement, c'est encore un honneur qui rejaillit sur la population de toute la Province de Québec. Cela prouve que, malgré nos luttes, malgré nos divergences d'opinion, malgré la vivacité de nos combats à la tribune parlementaire et devant le corps électoral, ces luttes et combats ne nous empêchent pas de reconnaître les talents de ceux que la confiance populaire appelle au premier rang, et que nous savons apprécier hautement les honneurs qu'ils savent attirer au pays par leur amour de l'étude et leur savoir.

Afin, M. le Président, que l'on ne se méprenne pas sur mes opinions en matière d'éducation, je déclare de suite, que je suis partisan de l'éducation des masses et que mon plus grand désir est de leur offrir le meilleur système possible d'enseignement. Grâce à la générosité de ceux qui nous ont devancés dans la vie, nous possédons dans la Province de Québec trois grandes universités qui sont dignes de figurer au premier rang parmi les institutions de ce genre. Nous avons Laval et McGill qui ont déjà fourni une si belle carrière et rendu tant de services à notre jeune et vigoureuse nationalité. Je pourrais aussi mentionner le nom du collège de Sainte-Marie de Montréal, qui, au point de vue de l'enseignement, tient une large place parmi nous ; mais comme il n'a pas le droit de conférer des degrés, je me bornerai aux institutions qui jouissent de ce droit. Si je mentionne des noms, c'est que je veux prouver que je ne suis mû par aucun sentiment de rivalité naissant de la diversité des nationalités ou des croyances religieuses qui vivent harmonieusement sous la protection de nos libres et belles institutions politiques.

Par mon projet de loi, M. le Président, je veux en quelque sorte faire primer l'enseignement universitaire. Je veux le mettre, à tout événement, sur le même pied que dans les autres pays. Allez aux Etats-Unis, et qu'y voyez-vous ? Vous y verrez que les hommes les plus distingués, apprécient hautement les distinctions universitaires, vous y

verrez que la plupart de ceux qui sont parvenus à la célébrité, ont obtenu des diplômes ou les recherchent avec ardeur. Ces hommes qui font honneur à leur patrie par leur science par leurs connaissances et leurs grands talents, ont suivi l'enseignement donné dans les grandes universités de la république voisine.

Allez maintenant en Angleterre et le même spectacle frappera également vos yeux. Vous verrez là que ceux qui sont à la tête du barreau, qui brillent sur le banc judiciaire, à la tribune parlementaire ou ailleurs, sont des diplômés des grandes universités de ce pays.

En Allemagne, où on lutte avec tant d'ardeur avec l'Angleterre, vous voyez le même état de choses. Qu'il me soit donc permis d'attirer l'attention de mes honorables collègues, sur l'enseignement que comporte pour nous, cet examen rapide de ce que l'on fait dans ces divers pays pour favoriser ceux qui suivent les cours donnés par les maisons d'éducation supérieure, et de bien nous rendre compte de l'infériorité relative dans laquelle on place notre jeunesse.

Comment peut-on considérer comme juste et raisonnable qu'un jeune homme porteur d'un diplôme de l'une de nos universités, puisse être admis en Australie sans autre examen, à l'étude des professions libérales, tandis que la même faveur lui est refusé parmi nous, c'est-à-dire ici même où la valeur du diplôme qu'il possède devrait être le plus apprécié, en raison du fait que l'institution qui le lui a conféré, est mieux connue. Si l'un de nos jeunes gens gradué va dans les colonies anglaises de l'autre hémisphère, le diplôme qu'il a, sera considéré comme une preuve de sa capacité, tandis qu'ici ce diplôme est mis de côté comme n'étant d'aucune valeur.

En France, ces diplômes sont reconnus, de même en Allemagne, en Angleterre, en Irlande et en Ecosse. A la Nouvelle-Ecosse, le diplôme de bachelier ès-arts est reconnu

et il donne à celui qui le possède, l'avantage de sauver une année sur ses études. Il en est de même pour le Nouveau-Brunswick. A Ontario non-seulement ce diplôme confère des avantages particuliers à ceux qui se destinent au barreau, mais aussi à ceux qui étudient la médecine.. Voilà comment est apprécié le titre de bachelier ès arts dans les pays que j'ai cités.

Maintenant en'rons dans quelques détails fort intéressants et qui vont nous éclairer sur cette question. Quelles sont les règles adoptées par la société du barreau de la Province d'Ontario ? Les voici en deux mots, quant à ce qui regarde le point particulier qui m'occupe. Un porteur du diplôme de bachelier ès-arts, a droit d'être admis à l'étude de la profession légale sans avoir à subir d'autre examen de la part du barreau, tandis qu'ici nous refusons le même privilège à nos jeunes gens.

Voyons maintenant ce qui est dé'reté quant à la profession de médecin. La loi de la Province d'Ontario dit que le diplômé ne sera pas obligé de passer un nouvel examen pour être admis à l'étude de la médecine. C'est le contraire qui a lieu ici.

Je me suis efforcé de démontrer jusqu'à présent qu'ailleurs les jeunes gens sont admis à l'étude des professions libérales sans aucun examen, s'ils possèdent le diplôme de bachelier ès-arts ; de plus, non-seulement on reconnaît une grande valeur à ce diplôme en dispensant celui qui l'a obtenu de tout examen préalable, mais de plus, ce diplôme a pour effet de faire diminuer d'une année la durée des études. Par la mesure que je sou mets à la considération de la Chambre, je veux que l'on traite nos maisons d'éducation d'une manière généreuse et patriotique, je veux mettre nos jeunes gens sur le même pied que ceux qui sortent des institutions des autres pays étrangers, que dis-je, de celles des autres Provinces du Canada.

Nous pouvons dire sans crainte qu'à l'heure qu'il est il se fait un grand mouvement intellectuel dans le monde entier. En supposant qu'il pourrait être enrayé dans son expansion, personne ne voudrait tenter pareille aventure ; il ne nous reste donc qu'une alternative, celle de se jeter résolûment dans ce grand mouvement et d'en tirer tous les fruits, tous les avantages possibles. Or le meilleur, le plus puissant moyen qui s'offre à nous pour prendre une part efficace à ce mouvement, c'est d'encourager par tous les moyens possibles nos jeunes gens à faire de fortes études.

Il n'y a pas bien longtemps j'ai eu l'occasion de causer avec un jeune homme de l'Etat de New-York, qui déjà brille au barreau de cet Etat. Je lui ai demandé si chez eux on exigeait un examen de la part de ceux qui avaient le diplôme de bachelier ès-art, non, me disait il, nous considérons que ces jeunes gens sont suffisamment qualifiés pour être admis à l'étude de la profession légale. Aussi M. le Président, la conséquence de ce système est que les principaux membres de ce barreau sont des gradués.

Si vous allez un peu au fond des choses, si vous examinez les conséquences de ce système vous ne pouvez vous empêcher d'admettre que les résultats sont de nature à faire le plus grand bien des institutions enseignantes. Les jeunes gens qui sortent de nos maisons d'éducation avec le diplôme de bachelier ès-art sont aussi savants que ceux de n'importe quelle institution d'éducation étrangère. Je suis fier de mon pays et la dernière chose que nous devrions faire serait de le déprécier, de discréditer ces institutions enseignantes.

Je suis membre du barreau, je tiens autant que n'importe qui à l'honneur de ma profession mais je serais le dernier homme à vouloir déprécier nos maisons d'éducation en prétendant que les jeunes gens qui sortent de ces maisons avec le titre de bachelier ne sont pas dignes d'être admis à l'étude

de la science légale. Je demande donc pour nos jeunes gens le même droit, les mêmes privilèges et les mêmes faveurs qui sont accordés aux jeunes gens des autres pays.

Je ne veux pas user d'un langage violent ni me servir d'expressions trop dures mais il me sera bien permis de dire que l'on commet une grave injustice à l'égard de nos jeunes gens en refusant de leur accorder ce qui leur est accordé ailleurs. N'est-ce pas, M. le Président, une anomalie bien étrange que celle qui se présente à nos regards dans notre Province? Nous faisons des efforts et des sacrifices pour répandre l'éducation supérieure. Mais d'un autre côté, nous annulons pratiquement dans une certaine mesure ces mêmes efforts. Tant que nous voterons des sommes pour l'éducation supérieure, aussi longtemps que nous encouragerons nos jeunes gens à faire de ces études élevées, aussi longtemps aussi nous serons dans l'obligation morale d'accorder à ces jeunes gens tous les avantages que comporte cette éducation.

Si on me répond que ces diplômes n'ont pas la valeur qu'ils devraient avoir, si on prétend, par exemple, que les degrés conférés par l'université Laval ne valent pas ce qu'ils devraient valoir, je dirai : reformez cet enseignement et exigez qu'il soit plus pratique et plus élevé. Il est un fait indéniable, c'est que la plupart de nos jeunes gens sortent de familles pauvres ; or ce sont ces jeunes gens qui ont le plus besoin d'être protégés. Ces jeunes gens sont l'espoir de la patrie et leur succès dans le monde feront l'orgueil de notre Province. Je n'en veux d'autres exemples que ceux que je trouve en jetant un regard sur cette Chambre, ceux qui parmi nous occupent les positions les plus enviables et qui se distinguent davantage sortent presque tous de familles pauvres. Et l'honorable premier ministre est, je le dis à sa louange, un de ceux-là. Agrandissons l'horizon et regardons ce qui se passe non seulement dans la Province de Québec,

mais dans le Canada tout entier ; n'est-il pas vrai que dans cette colonie, qui est une des plus belles de l'Empire anglais, ceux qui occupent les premières positions et qui lui font le plus d'honneur sont sortis de familles pauvres et qui ont dû vaincre les plus grandes difficultés pour apprendre ce qui leur a permis de parvenir au plus haut degré de l'échelle sociale. Je n'ai pas eu l'avantage de recevoir une éducation universitaire, mais si je regrette cette lacune chez moi, je désire prendre tous les moyens possibles pour que nos jeunes gens n'aient pas à en souffrir plus tard à leur tour ; c'est pourquoi je suis d'opinion qu'il n'est que juste de leur offrir tous les avantages possibles.

Je demande à mes honorables collègues de se joindre à moi pour faire disparaître l'infériorité relative dans laquelle se trouvent placés nos jeunes gens ; je demande qu'il ne soient plus soumis à l'avenir à l'examen préalable qui leur est imposé aujourd'hui lorsqu'ils ont réussi à sortir triomphants de l'épreuve, décisive à mon avis du baccalauréat, je demande que nos jeunes gens occupent la position que les jeunes gens des autres pays que j'ai nommés, occupent chez eux. Si mon projet de loi est adopté nous n'aurons plus à déplorer l'injustice qui existe à présent. Je pourrais parler de la position très avantageuse qu'occupent nos maisons d'éducation. Ainsi McGill compte parmi ses anciens élèves les hommes les plus distingués que nous ayons soit au barreau, soit dans la médecine. J'ai en mains une requête signée dans le court espace de vingt-quatre heures par cent cinquante gradués de l'université McGill, qui repoussent l'accusation portée contre eux qu'ils ont obtenu leur diplôme, non en faisant preuve de capacité, mais par simple faveur. J'espère que l'on n'entendra plus parler de cette accusation aussi injuste que mal fondée.

On a dit malheureusement, et personne ne le déplore plus que moi, que c'était une question de religion et qu'il y avait au fond de cette démarche des rivalités ayant leurs

origines dans la diversité des croyances religieuses et de nationalité du peuple de cette Province. M. le Président, jamais ces sentiments ne sont entrés dans mon esprit et je crois avoir le droit de demander à cette Chambre de considérer cette question non pas au point de vue des préjugés, ni au point de vue des nationalités ou des croyances religieuses.

On a dit aussi que le barreau s'opposait à cette mesure et que ma proposition était considérée comme une attaque contre les privilèges conférés par cette Chambre à cette profession. Je pourrais nommer des avocats occupant des positions considérables au barreau de Sherbrooke et de Québec, qui parlant absolument mes vues. J'ai eu occasion de consulter des avocats de Québec et j'ai pu dire que mon projet de loi est approuvé par des hommes tels que l'honorable M. Irvine, MM. Dunbar, Fitzpatrick, Alywin et autres. M. Joseph Duhamel, avocat très bien connu de Montréal, m'a écrit sans que je le lui aie demandé, pour me dire qu'il est en faveur de ce projet de loi et pour m'exprimer l'espoir que je réussirai dans mes efforts. Je puis ajouter que j'ai devant moi un bon nombre de lettres m'exprimant la même opinion non seulement de la part des membres du barreau mais aussi des notaires.

Je regrette que l'on ait cherché à faire croire qu'il s'agissait là d'une question affectant des intérêts nationaux au point de vue des diverses races qui habitent la Province. Loin de là, M. le Président, je traite cette question en me plaçant au point de vue du patriotisme le plus élevé et en m'inspirant des sentiments du plus noble et du plus pur dévouement envers mon pays. On se trompe étrangement sur mon compte si l'on croit que je puis me laisser dominer par des sentiments aussi bas, aussi mesquins, aussi dignes de mépris que ceux là. Je serais indigne de la position que j'occupe comme membre de cette Chambre si je me rabais-

sais au point de traiter une question de cette importance en me plaçant sur un terrain comme celui là.

M. le Président, je serais indigne de la position que j'occupe si je ne relevais pas l'accusation qui a été portée contre l'université McGill. Je vous demande de considérer pour un instant qu'ils sont ceux qui sont professeurs dans cette maison, et tout d'abord dites-moi si vous pouvez trouver un homme méritant mieux la confiance du public que celui qui est à la tête de cette institution et qui la dirige avec tant de talent et tant de science, j'ai nommé Sir William Dawson ; celui qui vient immédiatement après lui est un homme de grand talent et d'une science profonde ; il me suffira de dire qu'il a obtenu ces degrés à l'université de Dublin, et je ne lui connais pas de supérieur en fait de mathématiques sur le continent américain. Vient ensuite un gradué de l'université de Londres dont la grande habileté n'est mise en doute par personne. Un autre encore des directeurs de McGill est un gradué de l'université de Glasgow. Je pourrais en nommer bien d'autres, M. le Président, qui sont soit professeur ou directeur de cette maison et qui ont gagné leurs distinctions académiques à la pointe de l'épée. Inutile, M. le Président, de m'étendre davantage sur le mérite du personnel dirigeant et enseignant de l'université McGill. Qu'il me suffise de dire pour résumer toute ma pensée que celui qui sort de cette université avec le diplôme de bachelier ès-arts peut se présenter sans crainte pour être admis à l'étude des professions libérales dans n'importe quel pays, soit en Angleterre, soit en Allemagne, soit dans la Province d'Ontario, et je ne crains pas de dire qu'il sera admis. Cependant, on trouve des hommes parmi nous qui ne craignent pas de dire que ceux qui ont gagné ce diplôme ne sont pas assez instruits pour être admis à l'étude des professions libérales, et qui leur impose l'obligation de subir un nouvel examen.

Je pourrais en dire autant des institutions catholiques de la Province. Règle générale, M. le Président, nous pouvons être fiers de nos institutions enseignantes.

J'en ai dit assez pour faire comprendre que mon projet de loi est inspiré par un patriotisme bien compris et par l'intérêt le plus cher du pays. Je désire que les sacrifices que nous faisons chaque année ne soit pas des sacrifices faits en pure perte ; je désire que nos jeunes gens ne soient pas placés sur un pied d'infériorité avec les jeunes gens des autres pays qui suivent le même enseignement. Je demande donc que les obstacles qui existent soient brisés et qu'on en finisse avec ce système qui déprécie nos maisons d'éducation supérieure.

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester.*— Ce projet de loi dans ces parties essentielles, ne nous est pas inconnu ; elles nous ont été soumises sous une autre forme. Ce projet a été soumis à l'ancienne législature, et il a été l'objet d'une délibération assez approfondie.

Le comité de législation auquel ce projet a été renvoyé a entendu les hommes distingués qui sont venus devant lui à propos de ce projet. Après avoir entendu le barreau, le comité n'a pas voulu adopter ce projet de loi et a fait rapport, déclarant qu'il ne voulait pas se prononcer. Je ne croyais pas, M. le Président, que ce projet de loi fournirait à l'honorable député de Brome l'occasion de nous faire entendre des paroles aussi éloquentes. Je me suis demandé s'il convenait de laisser la Chambre adopter cette mesure sous l'empire de l'émotion que cette éloquence a pu produire sur elle ; je crois qu'il vaut mieux considérer la question froidement et ne pas se laisser emporter par un sentimentalisme plus ou moins bien placé.

Quels sont les faits ? Toutes les professions libérales ont des lois particulières qui régissent le mode d'admission à ces professions. Le barreau à sa charte particulière de

même que le notariat, et ces chartes contiennent des dispositions spéciales quant à ce qui concerne la question de l'admission à l'étude. C'est la Législature qui a passé ces lois et aujourd'hui on vient nous demander de faire main-basse sur ces chartes, on vient demander de mettre ces lois de côté et de décider que le diplôme de bachelier ès-arts dispensera de l'examen à l'admission à l'étude.

J'ai dit que ce projet avait été soumis à deux ou trois sessions différentes par l'honorable député de Brome. En effet il a voulu d'abord créer un bureau d'examineurs pour l'admission à l'étude de toutes les professions libérales. Ce bureau devait être composé de trois membres protestants et de trois membres catholiques.

Cette proposition n'a pas été accueillie avec faveur. Voyant cela, il a abandonné ce projet de bureau d'examineurs et il a proposé de décider qu'à l'avenir il n'y aurait plus d'examen pour l'admission à l'étude pour ceux qui seraient porteurs du diplôme de bachelier ès-arts. Pour ma part j'ai écouté avec beaucoup d'attention les personnes qui sont venues devant le comité et je suis resté convaincu que l'on n'avait pas réussi à démontrer, suivant moi, la nécessité d'enlever aux professions libérales le droit dont elles ont joui par le passé, celui de juger de la compétence de ceux qui demandent d'entrer dans leurs rangs. Je dis, M. le Président, que cette nécessité là seule pourrait nous engager à faire main-basse sur les lois existantes. Si cette loi,—et je parle ici du barreau, a pu relever le niveau des études, personne, je crois, ne conteste ce fait là,—je me demande où est la nécessité de changer un système qui a produit un aussi bon résultat? Quelles sont les plaintes, quelles sont les injustices qui ont été commises qui puissent justifier que ce soit de venir nous demander de changer ce système-là? Fonctionne-t-il d'une manière défavorable à une certaine classe de nos concitoyens, ou prive-t-il n'importe laquelle de nos maisons d'éducation des avantages auxquels elles ont

légitimement droit ? Qui souffre en un mot de l'exécution de cette loi ? On ne nous le dit pas pour la raison bien simple qu'on n'a pas de preuve à donner. On ne peut pas citer un seul cas où un jeune homme ait été refusé à l'examen parce qu'il avait fait ses études dans telle ou telle maison. S'il n'y a pas eu d'injustice de commise pourquoi donc changer la loi.

On nous dit que dans les autres pays, ceux qui ont obtenu le diplôme de bachelier ès-art ne sont pas tenus de subir l'examen à l'étude des professions libérales. Dans les autres pays, plus particulièrement dans la plupart de ceux cités par l'honorable député de Brome, les maisons d'éducation supérieure sont, ou sous le contrôle direct de l'Etat, ou leurs professeurs sont nommés par l'Etat lui-même, a tout événement elles ne jouissent pas d'une autonomie aussi complète que nos maisons d'éducation. On nous dit qu'ailleurs le seul fait de posséder un degré universitaire donne droit au porteur d'être admis à l'étude des professions libérales. Avant d'imiter cet exemple, la première chose que nous avons à nous demander est celle de savoir si nous ne ferions pas une injustice flagrante à une ou peut être à plusieurs des maisons d'éducation de la Province. Si les degrés universitaires avaient la même valeur partout, la question ne présenterait pas la même difficulté, mais je maintiens que tel n'est pas le cas. Chacune de nos institutions enseignantes ont leur système particulier. Ainsi les conditions imposées à l'université Laval ne sont pas les mêmes qu'au Bishop College, là il suffit de suivre un cours de quatre années, de subir les examens ordinaires et les élèves ont leurs degrés *de plano*. M. Pagnuelo, le secrétaire général du barreau l'a dit devant le comité, et chaque fois qu'il voulait parler il en était empêché par des personnes distinguées, je l'admets, qui voulaient à tout prix faire adopter ce projet de loi. C'est à peine si M. Pagnuelo pouvait se faire entendre.

L'élève de Bishop College est muni de son diplôme quelque soit d'ailleurs le nombre de points qu'il a gardés lors de son examen. Les directeurs qui ont comparu devant le comité ont déclaré eux-mêmes qu'il n'y avait pas de règles fixes pour ces examens et que c'était laissé entièrement à la discrétion des professeurs. A Laval, les choses se passent d'une manière toute différente. Lorsqu'il suffit de conserver un tiers des points au Bishop College, à Laval, il faut les deux tiers et l'on voudrait que les porteurs des diplômes de l'une et de l'autre de ces institutions seraient sur le même pied. Si vous adoptiez cette règle vous commetteriez une injustice qui saute aux yeux de tout le monde. A Laval, il faut subir un examen qui couvre tout le cours ; il n'y a rien de cela au Bishop College ni même à McGill. L'honorable député de Brome nous dit qu'il est sorti des hommes distingués de McGill. C'est vrai mais il en sort de toutes les maisons d'éducation, ce n'est donc pas le terrain sur lequel il faut se placer pour juger cette question. Ce qu'il faut se demander c'est que, étant donné l'adoption de ce projet de loi, tous les jeunes gens à l'avenir seront-ils sur le même pied ? Non, M. le Président, tel ne sera pas le cas et il y aura des injustices criantes de commises.

De plus il ne faut pas oublier qu'il y a des collèges importants qui n'ont pas le droit de conférer des degrés. Vous avez le collège des Jésuites à Montréal qui donne une éducation fort distinguée et qui cependant n'a pas le droit de donner des degrés. L'éducation donnée dans ce collège est aussi bonne pour le moins qu'ailleurs et cependant les élèves qui en sortiraient à l'avenir seraient placés dans une infériorité choquante avec les élèves de Bishop College. Pourtant l'on sait que les élèves formés par les Jésuites sont les élèves les plus distingués de la Province. Quelle est le législateur qui voudrait commettre une telle injustice ?

Je sais bien que l'on pourra me répondre à cette objection, on pourra venir me dire que le collège Ste Marie peut s'affilier et faire disparaître par là même cet obstacle. Mais personne ne peut les obliger à cela, il ne faut pas oublier non plus que l'enseignement donné dans ce collège n'est pas du tout le même que celui des collèges affiliés à Laval, et que, pour que cette affiliation eût lieu il faudrait que le collège de Ste Marie changerait tout son système. Quels sont ceux qui voudraient dire aux savants directeurs du collège de Ste Marie : Si vous voulez que vos élèves soient mis sur le même pied que les élèves du Bi-hop College vous devez changer tout votre système d'enseignement. Les directeurs de cette maison pourraient vous dire : mais mêlez-vous donc de vos affaires ; Rome même n'a pas encore osé nous le dire, et on sait pourtant, M. le Président, les efforts qui ont été faits pour en arriver là en imposant l'affiliation à ce collège. Les plus hautes autorités religieuses n'ont pas demandé ce sacrifice au collège des Jésuites, et nous, la Législature, nous irions leur imposer un tel sacrifice. D'ailleurs telle n'est pas la question que nous avons maintenant à décider.

Pour le moment il s'agit de savoir si le système créé par ce projet de loi serait juste même pour l'université Laval. Là il est beaucoup plus difficile d'obtenir ses degrés qu'ailleurs.

Plus que cela, de tous les élèves qui sortent de l'université Laval, les chiffres le prouve, il n'y a que les deux tiers environ qui ont obtenu leur degré de bachelier ès-art car il faut conserver les deux tiers des points tandis qu'au Bi hop College un tiers seulement suffit. Ce projet de loi me semble donc très injuste.

L'honorable député de Brome nous a dit qu'il ne voulait pas toucher aux questions de races ou de croyances religieuses. Il n'y a pas un journal anglais qui n'en ait pas fait

une question de race. Il n'y a que l'honorable député qui soutienne le contraire. Il n'y a pas un journal français qui ait posé la question de cette manière là, ou qui se soit prononcé en faveur de ce changement. Mais les autres journaux, je parle des organes de l'opinion publique anglaise, pas un seul d'entre eux n'a demandé l'adoption de ce projet de loi, sans en même temps, faire appel aux préjugés de race et de croyance religieuse. Je suis fier d'appartenir au barreau et je crois que les professions libérales sont capables de se maintenir à la hauteur qu'elle doivent occuper et de faire des règlements sages et équitables, quant à ce qui concerne l'admission à l'étude.

Si comme je le prétends, il n'y a pas eu d'injustice de commise, n'est-ce pas là, M. le Président, une raison de plus pour ne pas changer le système actuel. Devant le comité, on a admis que la loi actuelle, pour ce qui se rapporte au barreau, avait eu pour effet de relever le niveau de la profession légale, pourquoi donc changer une loi qui a donné satisfaction au public et qui ne manquera pas de la donner encore à l'avenir.

Je suis heureux que la question n'ait pas été posée ici en faisant appel aux préjugés de race. J'espère que mes honorables collègues ont eu l'occasion de lire les lettres si bien faites d'un homme qui fait honneur au barreau ; je veux parler de M. Pagnuelo. Il a publié des lettres qui contiennent des arguments qui n'ont pas été refutés et qui ne peuvent pas l'être. Ce monsieur a comparu devant le comité et les hommes dont l'honorable député de Brome a mentionné les noms, ont essayé de toutes les manières possibles de l'empêcher de parler. On aurait dit, en les voyant agir, qu'ils avaient juré d'empêcher M. Pagnuelo d'exposer la cause comme elle devait l'être. J'ai dit tout à l'heure et je le répète maintenant, car c'est un fait qui ne manque pas d'importance, pas un journal français n'a voulu appuyer ce

projet de loi. La *Patrie* donne la note juste dans une de ses correspondances parlementaires que tout le monde a dû lire, car ces correspondances sont très bien faites. S'il est démontré que le public est contre ce projet de loi, pourquoi donc irions-nous détruire les chartes qui ont été accordées librement par la Législature aux avocats, aux notaires et aux médecins.

Jusqu'ici, M. le Président, on ne nous a pas démontré la nécessité de faire main basse sur le système qui existe. J'ai assez d'expérience pour me rendre compte des motifs qui animent ceux qui appuient ce projet de loi. Je suis l'un des examinateurs du barreau et tous les ans nous voyons des gens qui viennent se présenter à l'examen munis de diplômes de certaines maisons d'éducation, que je n'ai pas besoin de nommer, et qui ne savent pas même les premiers éléments de l'histoire de l'Europe et de leur pays, et l'on viendrait prétendre que ces gens-là doivent être admis quand même, parce qu'ils sont porteurs du diplôme de bachelier ès-art !... .

Les examinateurs sont chargés de préparer les sujets sur lesquels les candidats doivent subir l'épreuve, et personne ne les a encore accusé d'avoir commis sciemment une injustice. C'est après cet examen écrit que les élèves viennent devant les examinateurs du barreau subir l'examen orale qui est loin d'être aussi difficile que le premier. Si ce système donne satisfaction pourquoi donc, je le répète, le changer. Si le système préconisé par l'honorable député de Brome, est en vigueur, notamment en Angleterre, en Allemagne, en France, c'est que là l'instruction supérieure est contrôlée par l'Etat tandis qu'ici elle ne l'est pas. Nous ne devons pas non plus adopter une loi qui mettrait sur un pied d'infériorité certains collèges qui méritent les plus grands égards. Je ne sais si la Chambre est prête à dire que le barreau ne doit plus avoir le droit de contrôler ces examens,

dans tous les cas je ne suis pas de cette opinion. Mais comme il importe que la Chambre se prononce carrément sur le principe en jeu, j'ai l'honneur de proposer en amendement que la Chambre ne se forme pas maintenant en comité général, mais dans six mois.

M. Lareau—*député de Rouville*.—M. le Président, la question peut être considérée à un double point de vue : au point de vue de ses relations avec l'enseignement universitaire et au point de vue de ses rapports avec les professions libérales.

Je ne me dissimule pas l'importance de ce projet de loi. Il est venu devant nous à deux ou trois reprises différentes. Peut-être que l'opinion publique n'était pas encore réparée à accepter les modifications suggérées. Il y a là un principe sérieux en jeu. Je crois que nous devons y apporter la plus sérieuse attention. Avant toute chose il convient donc de nous demander si nous ne devons pas adopter le principe contenu dans ce projet de loi ; quelque soit les conséquences qui pourront se produire à certains égards.

L'honorable député de Dorchester s'est fait l'avocat des intérêts particuliers de sa profession, mais qu'il me permette de lui dire avec franchise qu'il ne s'est pas élevé à la hauteur du citoyen ni du parlementaire qui embrasse dans un coup d'œil l'ensemble d'une question.

Je crois pouvoir dire qu'il n'entre pas dans les intentions de l'honorable député de Brome de faire main-basse sur les chartes accordées aux différents corps professionnels. Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Toute la question pour moi est de savoir si ce projet de loi intéresse davantage les maisons d'éducation supérieure ou les professions. Si les intérêts des maisons d'éducation supérieure dominent, il faut l'adopter. Je crois que c'est l'enseignement supérieur qui est en jeu en ce moment.

De quoi les professions libérales se plaindraient-elles ? La loi admet en principe qu'il faut un examen pour constater la compétence et les connaissances des élèves. Du moment que ce principe est sauf, le reste, à mon avis, n'est qu'une question de formalité. Ce que l'on exige, c'est que les élèves aient fait des études classiques ; or le projet de loi qui est devant nous ne détruit pas ce principe. Au contraire, il le réaffirme en termes formels et positifs. Il déclare que l'élève qui se présentera et qui sera muni du diplôme de bachelier ès-arts ne sera pas obligé de subir un nouvel examen, mais qu'il devra être admis à l'étude *de plano*. Du moment que l'on a la certitude que l'élève a les connaissances voulues, je prétends que les professions se trouvent par là même désintéressées dans la question, car le principe que l'on a voulu consacrer est respecté.

On ne peut de propos délibéré venir prétendre que les maisons d'éducation donneront des degrés à tous ceux qui en demanderont. Je crois qu'elles se respectent assez pour ne pas conférer de degrés de cette manière-là. Je ne puis me convaincre pour ma part, que des institutions comme celles que nous avons dans la Province de Québec donneront des degrés à des élèves qui ne le mériteront pas.

Par ce projet de loi on encourage directement et d'une manière pratique l'enseignement supérieur. En l'adoptant on met du coup le Canada sur le même pied que les autres pays civilisés. L'enseignement universitaire est une chose qui comme partout où cet enseignement est bien compris et bien apprécié, et les degrés universitaires suffisent pour permettre à ceux à qui ils sont conférés, d'étudier n'importe quelle profession sans avoir à subir d'examen préalable. A l'encontre de cette proposition que l'honorable député de Brome a exposée avec tant de chaleur et de clarté, on a plaidé la cause des inconvénients qui pourront en résulter. Quels sont donc ces inconvénients qui doivent nous arrêter ? L'honorable député de Dorchester nous en a signalé quel

ques uns, je ne sais si les adversaires du projet de loi en ont d'autres. L'honorable député de Dorchester nous a parlé d'un certain collège qui n'est pas affilié et qui pourrait souffrir de l'opération de cette loi. Il nous a dit que les élèves de ce collège ne se trouveraient pas sur le même pied que les élèves des autres institutions du même genre. J'admets qu'il y a quelque chose de fondé dans cette objection, mais je dis qu'elle n'est pas assez grave pour paralyser nos efforts. Il est facile pour cette institution de se mettre sur le même pied que les autres puisqu'il lui suffit de s'affilier avec l'université Laval. Si le principe de ce projet de loi est juste,—et on a pas prouvé le contraire,—on ne peut pas prétendre que les inconvénients qui pourraient en résulter pour une seule maison doivent nous le faire repousser.

On a dit que l'enseignement qui se donnait chez les Jésuites ne pouvait pas s'harmoniser avec l'enseignement donné ailleurs et que c'est pour cette raison que le collège Ste-Marie ne pouvait pas s'affilier avec Laval. Je ne puis admettre cet argument et je dis que les basses de l'enseignement doivent être les mêmes qu'ailleurs. Si les Jésuites ne peuvent donner un enseignement qui leur permet de s'affilier avec l'université Laval, ce n'est pas de notre faute.

On dit aussi que l'université Laval se trouverait placée dans une position d'infériorité par rapport à certaines autres institutions enseignantes. Si quelqu'un a mission de parler au nom de cette université qu'il élève la voix, mais je ne sache pas que cette institution ait présenté à la Chambre une requête demandant le rejet de ce projet de loi, et pour déclarer que les degrés qu'ils donnent n'ont pas assez de valeur par eux mêmes, et qu'il faut que leurs élèves subissent un examen pour l'admission à l'étude des professions libérales. Jamais on ne trouverait un seul des hommes distingués qui sont à la tête de cette institution qui voudraient dire que leur maison est inférieure aux autres.

Peut-être ce projet de loi ne sera-t-il pas adopté pendant la durée même de cette Législature, mais il y a là une idée qui finira par triompher. Les degrés distinguent l'élève, comme l'épée distingue l'officier du soldat. Ici nos degrés ne confèrent aucun avantage, aucun privilège à ceux qui les ont gagnés, tandis qu'ailleurs il en est autrement. C'est pour le moins une étrange anomalie, et si ce projet de loi n'est pas adopté maintenant, on peut prédire à coup sûr qu'il le sera plus tard.

M. **Hal** — *député de Montréal-ouest*. — M. le Président, l'honorable député de Dorchester a dit que les professions libérales avaient conquis certains droits entre autres celui de contrôler l'examen pour l'admission à l'étude. J'examinerai cette question au point de vue des élèves de la langue anglaise.

Si un élève obtient le degré de bachelier ès-art, partout ailleurs, excepté dans la Province de Québec, ce degré est une preuve de la compétence de l'élève. Il y a là une anomalie très déplorable qui jette du discrédit sur nos maisons d'éducation supérieure.

L'honorable député de Dorchester a dit que dans les pays dont les noms ont été mentionnés au cours de ce débat, les universités étaient sous le contrôle de l'Etat ou, à tout le moins, les professeurs étaient nommés par l'autorité publique ou gouvernementale. Je ne puis parler en connaissance de cause de ce qui se passe en France, mais je connais un peu ce qui se pratique dans les autres pays. En Angleterre et aux Etats Unis il n'en est pas ainsi.

L'université McGill rend compte par un rapport annuel au Gouvernement de ses opérations, et l'Etat par conséquent a là une garantie suffisante et un moyen de contrôle efficace. Est-il juste d'obliger les jeunes gens qui ont conquis leurs grades universitaires de subir un nouvel examen pour l'admission à l'étude des professions. Nous avons le barreau,

le notariat, le collège des médecins, l'association des arpenteurs et même les dentistes qui peuvent venir dire aux institutions enseignantes dirigées par les hommes les plus distingués de la Province : " Nous ne pouvons accepter vos degrés comme preuve de la capacité de ceux à qui vous les avez donnés." Je dis que c'est là une position intolérable que la Législature doit faire disparaître le plus tôt possible.

L'honorable député de Dorchester a dit que ceux qui préparent les questions écrites sont des professeurs. C'est vrai, et on pourrait trouver là un argument à l'appui de l'état de choses qui règne maintenant, si l'examen s'arrêtait là. Mais l'élève est obligé après cet examen écrit, d'aller devant d'autres examinateurs. Ces bureaux d'examineurs changent tous les ans. Du reste, à mon avis, ces examens que l'on fait subir pour l'admission à l'étude ne constituent guère une preuve de capacité à l'avantage de ceux qui en sortent heureusement, car je suis bien convaincu qu'il n'y a pas un homme dans cette Chambre qui ne devrait pas se soumettre à des études très suivies pour subir cette épreuve, et cependant nous en connaissons bien aussi long que la plupart des examinateurs.

M. Pagnuelo a vigoureusement combattu ce projet de loi devant le comité. L'honorable député de Dorchester a dit qu'il avait rencontré, comme examinateur du barreau, des jeunes gens décorés du titre de bachelier ès-art qui ne savaient pas leur histoire. M. Pagnuelo répète la même accusation dans ses lettres. Voici ce qu'il dit aussi dans le mémoire transmis à cette Chambre au nom du conseil général du barreau de la Province de Québec.

" En deuxième lieu, l'université McGill, ainsi qu'il a été démontré devant un comité de cette Chambre, en 1886, accorde le degré de bachelier ès-art à tous les élèves qui terminent leur cours à la faculté des arts, tandis que le degré de bachelier ès-art ne s'accorde qu'à un très petit nombre

d'élèves dans les collèges affiliés à l'université Laval, et il existe dans cette Province des collèges classiques qui n'ont pas le droit d'accorder des degrés universitaires. Pour rendre justice égale à tous les collèges classiques, il faudrait admettre sans examen tous les élèves qui ont suivi un cours complet d'études dans les collèges classiques de cette Province. Or, il est constaté par l'expérience acquise aux examens du barreau que les études dans les collèges classiques dans un très grand nombre de collèges ne sont pas assez élevées pour accepter leurs certificats ou diplômes sans plus ample examen ; que plusieurs sciences considérées importantes sont très négligées dans la plupart des collèges ; que le programme et le mode d'examen adoptés par le barreau ont eu l'effet de forcer les collèges classiques à soigner davantage leurs cours d'études et à forcer les élèves à les suivre avec plus de soins et d'assiduité."

Mais pouvons-nous admettre que nos maisons d'éducation soient aussi mauvaises que pourrait nous le faire croire à prime abord cette accusation ? Au nom de l'université McGill que je connais plus particulièrement, je repousse cette accusation. Voici ce que dit à ce sujet le mémoire de l'université McGill :

" Que des représentations ont été faites à votre honorable Chambre, dans un mémoire signé par le bâtonnier général et le secrétaire du conseil du barreau, se plaignant qu'on avait accordé des degrés à des étudiants qui n'avaient suivi que les cours que pour la forme, et que la faculté n'avait donné des cours que pour la forme.

" Nous nions ces faits comme contraires à la vérité en tant que cette université s'y trouve concernée, et nous sommes prêts à le prouver par les archives de notre faculté de droit, depuis nombre d'années, ainsi que par les succès obtenus par nos gradués lors de leurs examens pour l'admission à la pratique.

“ On a aussi représenté, dans le même mémoire, que l'université donne le titre de bachelier ès art à tous les étudiants qui complètent le cours suivi dans la faculté des arts. Si cet avancé n'a trait qu'aux examens définitifs exigés pour obtenir le degré, c'est là tout ce à quoi on pourrait s'attendre dans bien des cas, puisque les élèves de la faculté des arts de cet université doivent d'abord subir un examen d'immatriculation où ils échouent dans une proportion qui dépasse 28 pour cent, et doivent ensuite suivre un cours qui comprend au-delà de trois ou quatre ans d'études, et dans lequel il faut encore subir huit examens à chacun desquels quelques uns des aspirants sont renvoyés, de sorte qu'il y en a peu qui échouent aux examens définitifs, ceux qui se font inscrire pour le titre de bachelier ès-art, n'y parviennent cependant que dans une proportion restant au dessous de 52 pour cent. Ces faits sont appuyés par des statistiques publiées dans les journaux et dans les rapports de cette université. Il est tout de même évident que cet avancé a été fait dans le but de mettre le public sous l'impression que le degré de bachelier ès-art est accordé par cette université sans exiger de l'élève les connaissances requises, ce qui est absolument inexact. Nous nions par conséquent la vérité de cet avancé quant au sens qu'il comporte dans le mémoire en question, et nous affirmons de nouveau comme nous l'avons déjà allégué dans une requête précédente, que pour ceux qui ont obtenu le degré de bachelier ès-art d'une université, ce degré doit être reconnu comme leur donnant le droit d'être admis à l'étude d'une profession sans autre examen. C'est là un privilège accordé dans tous les autres pays qui possèdent des universités, et la raison en est on ne peut plus évidente puisque c'est le moyen d'engager l'aspirant à obtenir une parfaite éducation libérale. Nous soumettons de plus à ce sujet que le cours des arts, dans les universités protestantes, est en tout point suffisant et peut être comparé à ceux que

l'on donne en d'autres pays, où l'on accorde les privilèges en question."

Cette citation me dispense, M. le Président, de tout commentaire.

Après les remarques de l'honorable député de Brome, je ne crois pas devoir en dire davantage, tous les autres pays qui possèdent des universités reconnaissent qu'elles peuvent parfaitement bien juger de la capacité des élèves sans obliger ceux-ci à subir un nouvel examen et il n'y a absolument aucune raison pour qu'il n'en soit pas ainsi dans notre Province.

M. Lafontaine—*député de Napierville*.—M. le Président, d'après les remarques de l'honorable député de Dorchester, on pourrait croire que toutes les institutions d'éducation supérieure sont unanimes à demander la faveur que comporte le rejet de ce projet de loi. Comme professeur de l'une de ces maisons je me permettrai de faire entendre une note discordante.

Tout d'abord, je félicite ceux qui ont parlé en faveur de ce projet de loi du zèle dont ils ont fait preuve et de la reconnaissance qui les anime pour les institutions où ils ont fait leurs études, mais je leur ferai observer que les sentiments du cœur, quelque nobles, quelque beaux qu'ils soient, ne sont pas toujours un guide sûr dans l'appréciation de questions de cette importance. Il faut envisager ce sujet au point de vue des intérêts généraux du pays, c'est-à-dire comme un citoyen qui s'élève au-dessus des intérêts particuliers, comme l'a dit avec beaucoup d'à-propos l'honorable député de Rouville, mais conseil qu'il n'a pas suivi lui-même, tout le premier. En considérant la question au point de vue du citoyen je demande pourquoi nous irions changer la loi. L'un des principaux caractères que doit avoir la législation d'un pays, c'est l'immuabilité. Il faut donc des raisons bien graves pour changer nos lois. Nous avons

des lois qui règlent l'admission à l'étude des diverses professions. Par ce projet de loi on nous demande de faire main-basse sur un système qui est devenu général, pour y substituer un autre système qui est loin d'offrir les mêmes garanties et les mêmes avantages.

A-t-on donné au moins quelques bonnes raisons en faveur de ce changement. J'ai écouté attentivement la discussion qui s'est faite soit devant le comité, soit devant cette Chambre et je regrette de dire que je n'en trouve pas. Il me suffit, je crois, de prouver ce fait pour que les membres de cette Chambre en viennent à la conclusion qu'ils ne doivent, pas voter ce projet de loi.

On n'a pas apporté à l'appui de ce changement une seule bonne raison. On a dit que l'enseignement est bon et qu'il vaut celui donné dans les autres pays et que s'il est suivi sérieusement par les élèves, ils ne peuvent manquer d'être en position de subir victorieusement toutes les épreuves auxquelles on pourra les soumettre. Si cette prétention est fondée et si les études sont aussi bonnes qu'on le dit, pourquoi donc tant chercher à mettre de côté un petit examen dont les élèves devront sortir bien facilement.

On dit que le degré de bachelier ès-art est très difficilement accordé et qu'il faut que les élèves fassent preuve d'une compétence bien évidente. Si tel est le cas, pourquoi aurait-on objection à ce que les élèves passent un examen pour être admis à l'étude des professions ? Si cet examen était contrôlé par des hommes ayant intérêt à fermer l'entrée des professions libérales aux jeunes gens, ou encore aux élèves de telle ou telle maison d'éducation en particulier, il pourrait y avoir là un argument en faveur du changement proposé, mais tel n'est pas le cas. Pas un seul des adversaires du système actuel n'est venu dire qu'une seule injustice ait jamais été commise de propos délibéré ou avec intention de nuire à n'importe laquelle de nos maisons

d'éducation supérieure. N'ai-je pas raison de dire que ces examens ne sont pas injustes.

Les examens que le barreau, la chambre des notaires, le collège des médecins font subir aux jeunes gens qui aspirent à entrer dans ces professions sont des examens passés devant les mêmes professeurs qui enseignent dans nos maisons où l'on prétend que l'enseignement est si bon et où leur diplôme de bachelier ès-art a tant de valeur.

Si les jeunes gens qui se présentent ne sont pas capables de faire des hommes de profession compétents, ne vaut-il pas mieux les arrêter au seuil même de la profession, avant qu'ils aient fait des frais pour une cléricature qui sera autant de temps perdu. Des fruits secs il n'y en a déjà que trop.

On dit que le système que l'on veut établir dans la Province, existe dans les autres pays. Je sais, M. le Président, que c'est une manie ici de croire que les autres pays font mieux que nous. Si on remonte à l'origine de l'établissement des grandes universités d'Angleterre, on constate que les privilèges dont elles jouissent aujourd'hui datent du moyen âge. Ici nous sommes pour l'égalité dans la liberté. En résumé, M. le Président, je dis qu'on n'a pas apporté aucune raison valable pour changer la loi.

M. David—*député de Montréal-est.* — Un mot seulement. Après avoir entendu ceux qui représentent les intérêts de nos institutions qui réclament l'adoption de ce projet de loi, j'en viens à la conclusion que ces hommes sont animés de bons motifs. Ils veulent protéger nos maisons d'éducation supérieure. Il ne faut pas oublier, M. le Président, que ces maisons ont été fondées aux prix de bien grands sacrifices. Je parle surtout des institutions anglaises et protestantes. Il est incontestable qu'elles ont droit à l'estime publique ; elles doivent leur existence à la générosité d'hommes à esprit large. J'exprime ici le regret qu'il n'y ait pas parmi

nous plus de ces hommes, désireux d'en faire autant pour nos institutions canadiennes françaises et catholiques.

Quand ces maisons viennent plaider leur cause devant nous il faut tenir compte de leurs demandes et étudier leurs raisons avec une sympathique sollicitude.

Comme dans toutes les questions, celle-ci peut être envisagée à deux différents points de vue. Il y a des objections très sérieuses à l'adoption de ce projet de loi. Mais comment se fait-il donc, M. le Président, que les degrés accordés par ces institutions soient reconnus partout ailleurs et ne le soient pas ici, dans la Province de Québec, c'est-à-dire que le pays même qui fait des sacrifices pour les maintenir sur un bon pied ne veut reconnaître aucune valeur à leurs diplômes. Il y a là une anomalie bien étrange, et pour ma part, je ne trouve rien d'étonnant à ce qu'elles réclament. A moins de très graves motifs, nous devons avoir assez d'indépendance pour faire disparaître cette incompréhensible anomalie, pourvu que l'on fasse disparaître les inconvénients que l'on a signalés.

On a dit qu'il était plus difficile d'obtenir des degrés dans une institution que dans l'autre, que dans certaines institutions, par exemple, on accordait le degré de bachelier ès arts à n'importe qui sans examen, pourvu qu'il eût fait un cours complet tandis que dans d'autres, l'élève devait subir un examen rigoureux. On a établi, je crois, qu'à Laval il était beaucoup plus difficile d'obtenir ce diplôme qu'ailleurs.

Une autre raison que l'on a alléguée contre ce projet de loi est celle-ci : On prétend que le barreau doit avoir le contrôle de l'examen de ceux qui veulent entrer dans cette profession, et que l'expérience a démontré que beaucoup de ceux qui étaient porteurs du diplôme de bachelier ès arts n'étaient pas qualifiés et n'avaient pas les connaissances voulues pour entrer dans cette profession, et que cela ressortait du résultat des examens. Je ne crois pas que ces

difficultés soient bien grandes. Il peut fort bien se faire qu'un homme fera un très bon avocat, un excellent médecin, mais qu'il ne pourra pas subir du premier coup l'examen en question ; et qu'un autre qui pourra ne pas avoir ses degrés mais qui se sera bourré l'esprit d'une science éphémère pourra très bien subir cet examen sans encombre. Ce n'est donc pas là un criterium absolu.

A mon point de vue le principal inconvénient à l'établissement de ce système nouveau, c'est qu'il y a des collèges qui se trouveraient par là-même placés sur un pied d'infériorité, parce que n'étant pas affiliés à aucune université, les élèves de ces collèges ne pourraient pas se présenter avec des degrés. Voilà une objection assez sérieuse. J'ai parlé de ce sujet avec quelques-uns de mes collègues, mais nous n'avons pas eu le temps de mûrir une disposition qui pourrait faire disparaître cet inconvénient. A titre de suggestion, ne pourrions-nous pas dire qu'un simple certificat donné par l'autorité compétente après examen comme dans les universités, vaudrait le degré de bachelier ès-arts. Je crois qu'il y a là quelque chose à faire pour améliorer le projet de loi, et dans le but de nous permettre de faire des études plus complètes, je propose que le débat soit ajourné.

L'honorable M. **Mercier** —*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.* — J'avoue que je me sens quelque peu mal à l'aise pour voter sur le mérite même de cette question. En principe, je sens que ce projet de loi est bon. Je ne puis sans de graves hésitations repousser une mesure qui décrète qu'un élève porteur du diplôme de bachelier ès-arts ne sera pas obligé de passer un examen pour être admis à l'étude des professions libérales. D'un autre côté, je me sens mal à l'aise aussi de voter pour une loi qui met à certains collèges sur un pied d'infériorité avec les autres institutions similaires. Avant de prendre une décision, j'aimerais beaucoup à consul-

ter certains hommes dont j'ai coutume de prendre l'avis sur ces matières, c'est pourquoi je désirerais que la Chambre consentit à l'ajournement du débat.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai en mains les statistiques concernant l'université Laval et je les mettrai devant un comité spécial s'il en est nommé un.

La proposition de M. David est adoptée.

LE COURS DE DROIT ET LE BARREAU.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi concernant le barreau de la Province de Québec.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en seconde délibération.

M. le Président, il suffit de lire ce projet de loi pour en comprendre toute la portée.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Je considère comme injuste de laisser le contrôle de cette matière au conseil du barreau. Nous avons déjà adopté la disposition qui nous est soumise maintenant et je crois même qu'il n'y a pas eu vote ; je crois que la chose a été faite au moyen d'un amendement à un projet de loi présenté par le barreau. M. Pagnuelo ayant plus tard retiré son projet de loi au Conseil législatif, cet amendement s'est trouvé à tomber par là même.

Les conditions exigées à l'heure qu'il est sont si rigoureuses que si elles étaient maintenues il faudrait fermer certaines de nos institutions, car à moins de commettre des fraudes, il est impossible qu'elles se soumettent à ces conditions.

M. Lareau—*député de Rouville*.—Là où la grande difficulté se présente, c'est à propos de la faculté de droit de l'université McGill. Jusqu'à l'adoption de cette loi que l'on veut amender, nous donnions au-delà de six cents leçons dans notre cours ; c'était considéré comme suffisant. Chaque maison à son genre d'enseignement. On peut croire que le nombre supplée à la qualité, c'est matière d'opinion. Avant de demander cette législation, plusieurs étaient d'opinion de s'adresser aux tribunaux pour faire décider un point qui paraît douteux. Il doit y avoir un minimum de cours. Nous voulions nous soustraire à l'animus du secrétaire du conseil général du barreau qui semble y mettre du parti pris. Il y a une véritable lutte, il n'y a pas à se le cacher, entre M. Pagnuelo et sir William Dawson.

L'honorable M. **Mercie**.—Le projet de loi dont j'ai parlé avait été présenté par le conseil général du barreau, et l'amendement s'est trouvé à tomber parce que M. Pagnuelo a retiré ce projet de loi rendu au Conseil législatif.

M. Lafo taine—*député de Napierville*.—Le privilège est accordé au barreau, mais ce n'est pas le barreau auquel on fait une faveur en lui laissant le contrôle de cette matière, car il a toujours le droit de décréter à quelles conditions, il admettra à la pratique de cette profession.

Ce n'est pas du tout une lutte entre M. Pagnuelo et sir William Dawson ; tout ce que veut M. Pagnuelo c'est un bon enseignement universitaire. De mon temps il suffisait de se faire inscrire au mois d'octobre, de payer l'honoraire, d'aller à la première leçon, d'assister à la dernière pour avoir le degré de bachelier. Il n'y avait aucun contrôle, aucune surveillance. Depuis l'adoption de cette loi du barreau, il y a eu progrès marqué et c'est en face d'un résultat aussi satisfaisant que l'on veut changer la loi. C'est le barreau qui a le beau rôle dans cette affaire-là. A l'heure qu'il est, on ne donne que mille leçons sur toutes les matières de droit et cela

pendant trois années. Chaque leçon ne durant qu'une demi heure par jour.

M. Lareau.—Je dois relever une erreur de fait. L'honorable député vient de dire que de son temps les choses se faisaient d'une manière bien légère. Je ne connais rien à ce sujet et ces faits ne sont pas venus à ma connaissance. Les élèves, et je parle là de ce qui se passe, qui n'assistent pas régulièrement, leurs noms sont rayés. Il faut aussi qu'ils passent un examen.

On dit que mille leçons n'est pas un nombre trop considérable. C'est à peu près ce que l'on donne à l'université Laval.

M. Casgrain—*député de Québec.*—Pardon, nous en donnons plus de six cents par année.

M. Lareau.—Comme je l'ai dit il y a un instant, cela dépend du système suivi.

Dans tous les cas. Il reste toujours les examens, et si on a des doutes sur les connaissances des élèves, qu'on les examine plus sévèrement en les gardant plus longtemps sur la scellette. Nos élèves ont avantageusement supporté la comparaison avec ceux de Laval et même avec les élèves formés par mon honorable ami le député de Napierville.

M. Casgrain.—Je prétends qu'à l'université Laval on donne le nombre de cours exigés par la loi du barreau sans échapper par la fraude aux prescriptions de cette loi. Pour ma part je ne comprends pas qu'un élève puisse se contenter d'un nombre de cours moins considérable que celui-là. A Laval, où je suis professeur, où j'ai fait mes études, on n'objecte pas du tout à cette disposition-là.

L'honorable **M. Pelletier**—*député de Dorchester.*—La loi déclare que ceux qui suivront les cours universitaires sauveront une année de clandestinité ; il faut au moins qu'il y ait des garanties que les élèves ont vu toute les matières. J'ai

suivi les cours de Laval et j'ai reçu à peu près dix-sept cents leçons. Je ne me rappelle pas d'avoir beaucoup souffert de cela et je ne vois pas pourquoi les autres élèves ne pourraient pas en faire autant.

Cette loi a eu pour effet de faire fermer la faculté de loi du Bishop College ; cela a été, à mon avis, un heureux résultat.

M. David.— *député de Montréal-est.*—Ne pourrait-on pas déclarer que dans les cas de conflit il y aurait appel au Lieutenant Gouverneur en conseil ? Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il y a lutte entre M. Pagnuelo et sir William Dawson ; ce sont deux hommes qui s'occupent de choses trop élevées pour donner dans un tel travers. Dans tous les cas le Lieutenant Gouverneur en conseil serait un bon tribunal, qui ne serait pas préjugé pour l'une ou pour l'autre des parties.

L'honorable **M. Lynch.**—Il en était ainsi dès l'origine de cette loi en 1849 ; cette disposition a été même reproduite depuis 1849 jusqu'à ces dernières années. Je crois que la loi n'a été changée qu'en 1881.

Je ne puis ajouter foi à l'assertion faite par l'honorable député de Napierville à savoir que les élèves n'assistaient que pour la forme aux cours qui leurs étaient donnés. Il ne faut pas oublier que c'étaient des hommes sérieux qui certifiaient que les élèves avaient suivis tel nombre de leçons. J'écarte donc cette objection.

Quel mal y aurait-il à revenir à l'ancienne loi ?

M. Laforce.— L'honorable député demande quel mal il y aurait à revenir à l'ancienne loi quant à ce qui se rapporte à l'appel, en cas de conflit, au Lieutenant Gouverneur en conseil. Cette disposition ne servirait de rien car le Lieutenant Gouverneur en conseil ne s'est jamais servi des pouvoirs que lui donnait cette législation. C'est

en face de cette inaction que la Législature a traîséré ce contrôle au barreau. On voudrait donc revenir au temps où la loi était une lettre morte.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi ne soit pas adopté maintenant en seconde délibération, mais dans six mois.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Baldwin, Bazinet, Beauchamp, Bernatchez, Bourbonnais, Cardin, Casgrain, Déchêne (de l'Islet), Dumais, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Girouard, Laforest, Laliberté, Lapointe, Legris, Martin (de Bonaventure), Martin (de Rimouki), Nadeau, Pelletier, Picard, Taillon, Tessier, Thériault, Trudel. — 26.

Ont voté contre : — MM. Basson, Blanchet, Boyer, Cameron, David, de Grosbois, Fournier, Goyette, Hall, Larue, LeBlanc, Lemieux, Lynch, McShane, McIntosh, Mercier, Owens, Pilon, Rinfret, Sheehy, Spencer, Sylvestre, Turcotte. — 23.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est rejeté.

LA LOI DE CHASSE.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier la loi de chasse de Québec.

M. Sylvestre—*député de Berthier*.—Ce que je demande a été la loi depuis 1884 jusqu'à 1887. Ce changement est demandé par plusieurs comtés. J'espère que la Chambre voudra bien l'accepter.

M. Tessier—*député de Portneuf*.—Je suis en faveur du projet de loi de l'honorable député et je me joins à lui pour demander à la Chambre de vouloir bien l'adopter.

M. Legris,—*député de Maskinongé*.—Mon comté est grandement intéressé dans ce projet de loi.

La loi que l'on veut changer a été adoptée en 1887, et voici dans quelles circonstances. Le projet avait originé au Conseil législatif ; il fut transmis à l'Assemblée législative où il fut adopté le 17 mai. Comme c'était à la veille de la promulgation, il n'a pas été examiné comme il aurait dû l'être et c'est probablement dû à ce défaut d'examen qu'il a été adopté.

M. Boye,—*député de Jacques-Cartier*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi ne soit pas adopté maintenant en seconde délibération, mais dans six mois.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Blanchet, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Casgrain, David, de Grosbois, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Hall, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Lynch, McShane, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Mercier, Nantel, Owens, Rinfret, Shehyn, Spencer et Turcotte.—26.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Cardin, Déchène (de l'Islet), Dumais, Duplessis, Forest, Girouard, Goyette, Lapointe, Legris, Martin (de Rimouski), Moir, Pelletier, Picard, Pilon, Rocheleau, Sylvestre, Tallon, Tessier, Tourigny et Trudel.—24.

L'Assemblée législative a adopté.

Le projet de loi est rejeté.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 12 mars 1889.

SOMMAIRE :— Délibération sur le projet de loi concernant les inhumations et les exhumations : MM. Gagnon, Lafontaine et Bernatchez.—Délibération sur le projet de loi concernant les subventions à certains chemins de fer : M. Mercier.—Délibération sur le budget.—Amendement de M. LeBlanc concernant les sommes payées à M. Beausoleil pour la perception des taxes sur les corporations commerciales : MM. LeBlanc, Mercier, Taillon et David.—Amendement de l'honorable M. Taillon concernant l'augmentation des dépenses : MM. Taillon, Shehyn, Mercier et Gagnon.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

LES INHUMATIONS ET EXHUMATIONS.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi concernant les inhumations et exhumations.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général pour examiner ce projet de loi.

M. le Président, l'article 3465 des statuts refondus dit ce qui suit : " Le cadavre de toute personne décédée de quelque une des maladies mentionnées dans l'article 3463, doit être mis dans une fosse séparée, et recouvert d'au moins quatre pieds de terre, et ne doit pas être déposé dans un charnier ni enterré dans une église. "

Je propose d'ajouter l'article suivant : " Lorsque le décès n'a pas été causé par une des maladies mentionnées dans

l'article 3463, la bière doit être recouverte d'au moins trois pieds de terre. " Certains propriétaires qui ont des charniers particuliers dans le cimetière de la Côte des Neiges à Montréal, m'ont fait remarquer que par suite des exigences de la loi, ces constructions sont devenues inutiles, ce qui est pour eux une perte considérable. Je propose de changer la disposition relative à l'épaisseur des murs des charniers et de la mettre à douze pouces.

Mon projet de loi a été préparé par le conseil d'hygiène, mais je crois qu'il va trop loin.

L'article 2 décrète qu'il n'y aura aucune exhumation entre le premier juin et le premier septembre ; je propose de modifier cela en disant : " aucune exhumation de plus qu'un cadavre à la fois n'est permise du premier juin au premier septembre, à moins que ce ne soit pour les fins de la justice.

Quant aux charniers privés, voici la disposition que je me propose de substituer à l'article que l'on trouve dans le projet.

" Aucune exhumation n'est permise dans les charniers particuliers, à moins que le cercueil ne soit déposé dans une fosse et recouvert de quatre pieds de terre, quelqueait pu être la maladie qui a causé le décès, ou renfermé dans une maçonnerie d'au moins douze pouces d'épaisseur, si l'ouvrage est en pierre, ou d'au moins dix-huit pouces d'épaisseur, si l'ouvrage est en brique, la pierre ou la brique étant bien noyé dans le mortier. "

" La bière peut également être placée sur des tablettes ou tréteaux dans les charniers, pourvu que le cadavre soit déposé dans un cercueil de métal hermétiquement fermé. "

Je crois que ces garanties suffisent si on tient compte de celles que nous avons déjà, et qu'il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin que le voulait le conseil d'hygiène.

M. Lafontaine—*député de Napierville*.—M. le Président, ce projet de loi est rétrograde. On nous a démontré que la loi présentait des inconvénients graves, on a bien dit qu'elle intervenait avec les charniers existants, mais ce n'est pas une raison pour la changer comme on propose de le faire. Il suffirait de faire une exception pour les constructions existantes.

Le principe accepté l'année dernière est bon et salulaire et ne devrait pas être abandonné. Mon opinion serait de maintenir la loi telle qu'elle est en ce qui concerne les charniers privés, tout en faisant une exception pour ceux qui existent. Il ne faut pas oublier que cette loi a été faite d'après l'avis de gens qui ont de l'expérience dans ces matières.

L'honorable M. **Gagnon**.—J'ai fait passer la loi en question à la suggestion du conseil d'hygiène. Cette loi m'a causé assez d'embarras pour que l'honorable député ne vienne pas à son tour m'en créer de nouveaux. S'il veut ma place qu'il la prenne.

M. Lafontaine.—Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de savoir si l'ancienne loi n'est pas meilleure que celle que vous proposez.

Je proposerai donc que l'ancienne loi soit maintenue, en faisant exception pour les charniers qui existent à l'heure qu'il est.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—Pourquoi exiger la même épaisseur de terre sur la tombe, quand elle est enterrée dans un caveau ; le mur du caveau présente des garanties suffisantes contre toute émanation.

L'honorable M. **Gagnon**.—J'ai assez travaillé à ce projet de loi avec le conseil d'hygiène pour me croire justifiable de repousser l'amendement de l'honorable député de Napierville.

Ceux qui meurent de maladie contagieuse doivent être enterrés dans le caveau à quatre pieds sous terre ; je dis cela pour répondre aux remarques de l'honorable député de

Montmagny,

Nous avons été trop loin l'année dernière, je l'avoue candidement ; et s'il y a quelque chose à redire à l'égard de ce projet de loi, c'est que peut être il va encore trop loin.

M. le **Président**.— Je comprends que l'honorable député de Napierville a retiré son amendement.

M. **Lafontaine**.—Oui, monsieur le Président.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LES SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi concernant les subventions aux chemins de fer.

L'honorable M. **Mercier** député de *Saint-Hyacinthe*, premier ministre et président du conseil exécutif.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en seconde délibération.

M. le Président, depuis l'autre jour, j'ai réfléchi aux remarques qui ont été faites quant à la clause quatre, et je crois devoir la retirer. Lorsque le projet de loi sera examiné en comité général, je demanderai qu'il soit modifié en conséquence.

Je me propose aussi de demander un amendement, quant au délai accordé à certaines chartes de chemin de fer, qui doivent expirer d'ici à la prochaine session.

La proposition est adoptée.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LE BUDGET. — AMENDEMENT CONCERNANT LES SOMMES
PAYÉES A M. BEAUSOLEIL.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération, en comité général, sur le budget.

L'honorable M. **Shehyn** — *député de Québec-est, trésorier de la Province*. — J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

M. **LeBlanc** — *député de Laval*. — M. le Président, si j'ouvre la *Patrie*, et si je lis le numéro du 25 juillet 1887, j'y trouve le compte rendu d'un discours prononcé par l'honorable premier ministre le jour de la nomination pour l'élection d'un député pour le comté de Laprairie. Dans ce discours, l'honorable premier ministre s'est surtout évertué à démontrer que la situation financière de la Province s'était non seulement améliorée depuis qu'il était un pouvoir mais que le hasard ou la Providence s'attachait d'une manière toute spéciale à le favoriser. Et au nombre des événements heureux de son règne, au nombre des avantages considérables qu'il énumérait, je trouve celui-ci : l'honorable premier ministre venait de déclarer aux électeurs de Laprairie, que cet emprunt de trois millions et demi que nous lui reprochions de faire devenait peut-être inutile, ou ne serait pas fait en son entier à raison des sommes importantes qui devaient être versées dans le trésor par suite du jugement récemment rendu par le conseil privé en Angleterre, dans les causes des corporations commerciales.

Depuis on a appris à ses dépens ce que valait la déclaration de l'honorable premier ministre ; on sait qu'au moment même où il faisait cette déclaration, les négociations de l'emprunt se poursuivaient avec un syndicat de New-York, et on sait aujourd'hui avec quel succès. La raison pour laquelle, d'après l'honorable premier ministre, il n'y aurait peut-être pas nécessité de faire l'emprunt en question, c'est

que le trésor avait encaissé des recettes considérables ; Montréal avait payé \$125,000, et Ontario un égal montant ou à peu près. Pour les taxes sur les corporations commerciales, le Gouvernement devait recevoir à peu près \$700,000. On va pouvoir se passer de l'emprunt ou du moins en bonne partie, disait le premier ministre. Voilà la déclaration que les électeurs de Laprairie recevaient en juillet 1887. Voyons ce qui a été fait.

Plus tard l'honorable trésorier écrivait la lettre suivante à M. Beausoleil, avocat de Montréal, que l'on trouve à la page trois du document No. 161 de la session de 1888.

“ Monsieur.—Vu le jugement rendu par le comité judiciaire des Lords du conseil privé, confirmant la constitutionnalité de l'acte 45 Victoria, chap. 22, acte qui frappe de certains impôts directs, certaines corporations commerciales, le devoir du Gouvernement est de décider l'acquittement des impôts devenu payables en vertu de cette loi, le premier jour juridique du mois de juillet des années 1882, 1883, 1884, 1885, 1886 et 1887.

“ Vous êtes par les présentes autorisé à agir comme procureur du Gouvernement dans les districts de Beauharnois, Bedford, Iberville, Joliette, Montréal, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Saint François, Saint Hyacinthe et Terrebonne, afin de notifier toutes les corporations commerciales d'avoir à vous payer les sommes qu'elles ont à verser sous l'opération de ce statut, dans les districts sus-indiqués, et vous êtes autorisé par les présentes à percevoir ces impôts et à donner quittance au nom du Gouvernement, des sommes versées entre vos mains.

“ Vous voudrez bien remettre à ce département à fur et à mesure, les sommes perçues par vous avec des états détaillés concernant les corporations, leur capital, leurs lieux d'affaires principaux et les taxes additionnelles ainsi que le veut la loi.”

Les journaux de l'opposition ont trouvé étrange que le Gouvernement eut chargé l'associé de l'honorable premier ministre de percevoir cette somme énorme de \$700,000. M. Beausoleil tout en étant l'associé de l'honorable premier ministre, pouvait-il tout aussi bien faire son devoir que l'officier du revenu, comme le veut la loi ? A-t-il fait son devoir ? Ma prétention est qu'il ne l'a pas fait.

Etant employé du Gouvernement, ayant des accointances très intimes avec l'honorable premier ministre et le cabinet généralement, le Gouvernement ayant sur cet employé un contrôle plus immédiat que sur n'importe quel autre, n'en est que plus blâmable de ne pas avoir fait faire son devoir à M. Beausoleil.

Depuis le commencement de cette session, nous avons demandé un état de toutes les sommes perçues par ce monsieur, mais cet état ne nous a pas encore été transmis. L'an dernier nous avons eu le document 101 que j'ai cité tout à l'heure ; d'après ce document, ce monsieur a remis au Gouvernement accompte sur ces perceptions, la somme de \$488,000. Nous voyons cette année que la somme reçue par le Gouvernement s'élève au chiffre de \$558,393 ; et l'autre jour en réponse à une interpellation de l'honorable député de Montmorency, l'honorable trésorier disait qu'il avait reçu sur la taxe des corporations commerciales \$3,944. L'ensemble des perceptions opérées jusqu'à ce jour s'élèvent donc à \$560,000 en chiffres ronds. Comme vous le voyez, M. le Président, on est encore loin du montant de presque un million de piastres, dont l'honorable premier ministre parlait aux électeurs de Laprairie. Où est la balance ? Comment se fait-il que le trésor public n'ait pas reçu cette balance ? Le Gouvernement semble ne pas se préoccuper de la question, et il évite de renseigner la Chambre.

Chaque fois que nous lui posons des questions il y répond d'une manière insuffisante. L'autre jour encore, l'honora-

ble premier ministre ne nous disait-il pas : mais pourquoi donc nous reprocher le fait que M. Beausoleil n'a pas encore rendu ses comptes au Gouvernement, quand M. Lacoste lui même ne l'a pas encore fait ? L'honorable premier ministre commettait là une erreur inexplicable, car, dès le 14 février, il recevait une lettre de M. Lacoste lui disant qu'il y avait au delà d'un an que ce monsieur avait rendu ses comptes à M. Beausoleil.

D'ailleurs, M. Beausoleil n'est pas simplement l'avocat du Gouvernement, comme M. Lacoste, il est aussi le percepteur du revenu, or, en cette qualité il a des devoirs spéciaux à remplir. Pour se convaincre de l'importance que l'on doit attacher à ces mots " percepteur du revenu " et pour prouver que M. Beausoleil occupe cette charge à l'heure qu'il est, je lierai l'article 744 des statuts refondus : " Les mots " officier du revenu " signifient toute personne employée à la perception, à l'administration, ou à la comptabilité et à la remise du revenu, ces mots comprennent toute personne qui a perçu quelques deniers publics ou à qui ils ont été confiés, que cette personne ait été ou non, régulièrement employée pour cette fin."

M. Beausoleil est donc officier du Gouvernement pour les fins du revenu, quant à ce qui concerne la perception de cette taxe. Lorsque M. Lacoste a rendu ses comptes à M. Beausoleil, le 8 octobre 1887, il les rendait donc au Gouvernement lui-même par l'entremise de l'un de ses officiers, par conséquent l'honorable premier ministre avait tort de se plaindre de ce que M. Lacoste n'avait pas rendu ses comptes. Tous les comptes de M. Lacoste ont été remis à M. Beausoleil, et l'honorable premier ministre ne peut pas prétendre qu'il ignorait ces faits-là, car il est membre de la société légale, Mercier, Beausoleil, Choquette et Martineau. M. Beausoleil et lui se sont vus maintes et maintes fois, et il n'est pas possible qu'ils ne se soient pas parlé de la

chose. Le premier ministre savait donc que M. Lacoste avait rendu ses comptes à M. Beausoleil, l'officier en titre du Gouvernement.

Les sommes reçues par M. Lacoste ont été perçues par M. Lamb l'officier ordinaire du Gouvernement, et le Gouvernement lui, n'a payé à M. Lacoste que ses frais comme avocat et les dépenses judiciaires, soit environ \$21,000. C'est ce qu'il appert d'après les journaux même de cette Chambre. De tout ceci il ressort clairement que l'honorable premier ministre jouait sur les mots quand il disait que M. Lacoste n'avait pas rendu ses comptes au Gouvernement.

M. Beausoleil était chargé non seulement de percevoir les taxes sur les corporations commerciales, mais aussi les frais déboursés par le Gouvernement et payés à M. Lacoste comme avocat. Dans ces interpellations, l'honorable député de Dorchester s'est attaché à faire voir que le Gouvernement conservateur avait saigné le trésor public pour le plus grand avantage de M. Lacoste, or quelle est la vérité ? Cette somme de \$21,000 représentent le montant des frais taxés et payés dans ces causes par le Gouvernement. Mais celui-ci ayant gagné sur toute la ligne, il s'ensuit que le montant ainsi payé doit être remboursé au trésor par les corporations commerciales. M. Beausoleil était chargé par le trésor de percevoir les taxes et les frais. Où se trouve donc cette somme de \$21,000, car il est clair pour moi que M. Beausoleil a retiré cette somme-là. Ajoutez ce montant à celui de \$31,000, dont il n'a pas rendu compte au Gouvernement, et vous arrivez à la somme énorme de \$50,000, en chiffres ronds, que M. Beausoleil garde entre ses mains.

L'autre jour l'honorable premier ministre était scandalisé ou feignait de l'être parce que l'opposition prétendait que l'on avait accordé une commission de 5 pour cent à M. Beausoleil, quand le document que nous avons en mains déclare qu'il n'y a eu rien de payé à ce monsieur. J'espère

bien que le Gouvernement ne doit plus rien à M. Beausoleil. Le Gouvernement n'a pas la peine de le payer, il s'est payé lui-même, et quand M. Beausoleil a la main dans le sac, il ne se gêne pas.

Comment se faisait cette perception ? M. Beausoleil n'avait pas grand trouble ; la compagnie envoyait un de ses employés avec un chèque couvrant le montant dû, et M. Beausoleil n'avait qu'à donner un petit reçu de deux ou trois lignes, et d'aller déposer le montant en son nom à la banque du Peuple. Tout cela ne demande pas un travail bien considérable, un simple garçon de bureau aurait pu le faire tout aussi bien que lui ! C'est pour ce travail-là que M. Beausoleil garde \$50,000 de l'argent public.

Est-ce qu'il a pris des années et des années pour faire ce travail-là ? Non, M. le Président, d'après le document No. 101, on voit qu'il a reçu la presque totalité de ces perceptions en octobre et en novembre 1887. \$511,000 ont été perçus dans le cours de deux mois. Il n'a pas même été employé tous les jours. D'ailleurs pour donner un reçu et pour recevoir un chèque, cela ne devait pas prendre une partie bien considérable de son temps. Quand on veut bien admettre que cette perception a pu l'occuper pendant deux mois, on met la marge très large, car en réalité il n'a pas eu de travail effectif pour plus de quinze jours.

Sur cette somme de \$21,000, il peut se faire que les frais de M. Lacoste pour avoir été plaidé en Angleterre, s'élèvent à quelques milliers de piastres ; disons que les frais de ce voyage et les autres dépenses que le Gouvernement ne peut raisonnablement se faire rembourser, s'élèvent à six ou \$7,000, il reste toujours une somme de \$14,000 qui doit être ajoutée aux \$31,000 que M. Beausoleil a gardé ; cela donne un total de \$45,000. Quand j'ai parlé tout à l'heure de \$50,000. Je ne commettais après tout, qu'une erreur de \$5,000 environ, et ce n'est rien sur un pareil montant.

Je me plaignais tout à l'heure de la lenteur que le Gouvernement met à répondre aux demandes de renseignements que nous lui faisons sur cette question-là. Il nous dit que M. Beausoleil n'a pas encore rendu ses comptes, et ici encore il se cache derrière ses employés, pour couvrir sa responsabilité. Le Gouvernement a pris soin de nous dire que M. Beausoleil, dans le cours de l'été de 1888, a été mis en demeure de rendre ses comptes. Comment se fait-il donc, que ça ne soit pas encore fait ? On se rappelle encore la fameuse entrevue que M. Beausoleil daigna avoir avec un représentant du *Witness* et publiée dans ce journal, le 13 septembre 1888. On sait ce que M. Beausoleil a répondu dans cette occasion. Lequel a dit la vérité ? Est-ce que c'est M. Beausoleil ou l'honorable premier ministre ?

Comment se fait-il donc que ce règlement traîne tant en longueur ? Est-ce que le trésor public est assez riche pour perdre les intérêts sur un tel montant ? Il me semble que le Gouvernement qui est en déficit de \$300,000 devrait faire rentrer cette somme dans le trésor. Il n'a qu'à écrire à M. Beausoleil, et je suis certain qu'il va s'empresse de lui envoyer un chèque de \$50,000 au moins.

Au cours de l'élection de Mégantic, on a parlé de cette question-là. Il était assez naturel qu'il en fut ainsi, car c'est là un sujet assez intéressant pour les électeurs. Cette somme de \$31,000, retenue par M. Beausoleil, représenterait à peu près la commission à 5 p. c. sur les perceptions faites, et de plus les frais des annonces, etc. . .

Là où le Gouvernement est surtout blâmable, c'est d'avoir mis une telle somme entre les mains de M. Beausoleil sans avoir au préalable fait un marché avec lui. Pourquoi le Gouvernement mettrait-il tant de confiance dans ce monsieur ? Croit-il que M. Beausoleil va travailler pour rien ? L'honorable premier ministre le connaît.

D'après le rapport du *Witness*, il appert qu'il y a eu entente, sinon écrite, du moins verbale, que ce monsieur aurait 5 p. c. de commission, or à ce taux-là vous voyez combien va coûter à la Province cette perception. Et pourquoi cette dépense ? Simplement pour annoncer dans les journaux, d'avoir à payer à M. Beaucoleil ce qu'il devait au Gouvernement. Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ont blâmé le Gouvernement conservateur d'avoir payé 5 p. c. au percepteur du revenu. Pourtant on sait tout le trouble que s'est donné M. Lamb pour mettre cette loi en opération. On sait en outre que les perceptions qu'il a opérées, se sont élevées à \$5,000 en tout, ce qui ne donnait qu'une somme très minime comme commission. 5 par cent sur \$5,000, n'est certainement pas trop pour tout le trouble que M. Lamb a dû se donner.

M. le Président, j'ai voulu donner ces quelques explications, espérant que le Gouvernement les prendrait en bonne part, et qu'il s'efforcerait de rendre justice non seulement à l'opposition, mais aussi aux électeurs de la Province.

Pourquoi le Gouvernement, au lieu de laisser cette perception comme il aurait dû le faire à son officier, en a-t-il chargé M. Beausoleil ? La chose paraît assez étrange à première vue, et prête à toutes espèces de soupçons. Pour l'honneur du Gouvernement et de cette Chambre, les ministres devraient s'empressez d'expliquer leur conduite. La presse qui n'est pas tenue aux mêmes ménagements que nous, n'a pas craint de dire ce que le public pensait généralement. L'honorable premier ministre surtout, devrait mettre devant la Chambre, le règlement de cette affaire, et exposer au public la preuve que les choses ont été conduites avec justice et équité.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de proposer en amendement " que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa

Majesté, mais vu qu'il est constaté par les documents officiels, et notamment par le document No. 101 de la session de 1888.

1. Que par une dépêche du onze octobre 1887, l'honorable M. Shehyn, trésorier de la Province, a chargé M. C. Beausoleil, avocat, de Montréal, de percevoir dans certains districts, les taxes imposées sur les corporations commerciales par le statut 45 Vict. chap- 22, au lieu de faire faire la perception de ces taxes par l'officier indiqué par la loi, savoir : le perceuteur du revenu.

2. Que la rémunération à accorder à M. Beausoleil, pour cet ouvrage n'a pas été fixée d'avance.

3. Que M. Beausoleil a perçu diverses sommes, s'élevant en tout à \$519,507.14.

4. Qu la presque totalité des sommes ainsi perçues par lui, l'ont été dans le mois d'octobre et novembre 1887, les seules sommes perçues après novembre étant les suivantes :

6 décembre 1887.—	Exchange Bank of Canada.	\$ 640 00
9 " "	Employers Liability assur.	
	Corporation	510 00
10 " "	Union Mutual Life, N. Y..	1,266 00
22 février 1888. —	Mutual Reserve, Life Fund	
	Assurance	1,000 00
9 décembre 1887.—	Doran & Wright Co.	486 00
9 " "	Eddy Manufacturing Co. . .	320 00
12 " "	Pullman Palace Car Co. . .	1,053 00
20 " "	Lands Loans Co.	102 85
22 " "	Spott Patent America. . . .	205 00
29 " "	Philip Pharmaceutical Co. .	125 00
29 " "	South American Trading Co	153 75
30 " "	Granby Rubber Co.	672 00
30 " "	Schild & Field Co.	317 00
30 " "	Montreal Furniture Co. . . .	150 00
30 " "	Moncton Sugar Refinery Co	150 00

12 janvier 1888.	—	Holmes Electric Protective	
		Co	45 ¹ 04
2 mai	“	Megantic Mining Co	154 60
7 juin	“	Henderson Lumber Co...,	317 50
			<hr/>
			\$8,074 64

5. Que M. Beausoleil n'a remis au Gouvernement que \$488,000.00 par diverses sommes, et que la dernière remise a été faite le 6 décembre 1887.

6. Que M. Beausoleil a conséquemment retenu \$31,507.14.

Cette Chambre regrette que le Gouvernement ait permis à M. Beausoleil de retenir une si forte somme, lorsqu'une somme de deux à trois mille piastres serait une rémunération suffisante pour ses services.”

Il me semble M. le Président que deux ou trois milles piastres auraient été une rémunération suffisante pour le travail fait par M. Beausoleil.

L'honorable M. **Mercier** — *député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.* — M. le Président, il y a trois parties bien distinctes dans les remarques que vient de faire l'honorable député de Laval. La première partie contient des allusions fort indéliques sur mon compte et sur celui de mon associé.

La seconde, attaque le mérite de la question, et reproche au Gouvernement d'avoir laissé M. Beausoleil jouir d'une somme de \$31,000 depuis le 6 décembre 1887.

Enfin, la troisième partie concerne M. Lacoste, contre lequel il n'a rien à dire, se contentant d'affirmer que ce monsieur a rendu ses comptes.

Quant à la première partie, je veux parler des insinuations malveillantes faites par l'honorable député, je ne dirai que

peu de choses. Elles peuvent donner satisfaction à ceux qui aiment toujours à voir les hommes publics insultés, et je suis bien convaincu que je ne perdrai l'estime de personne parceque le député de Laval a jugé à propos de m'insulter. Les injures de cet homme n'atteignent pas celui qui les reçoit. Au lieu d'accuser directement, il procède par insinuations, il attaque dans l'ombre et il frappe lâchement ; il épie le moment où son adversaire est tourné pour le frapper dans le dos. Cela peut satisfaire les petites haines du député de Laval, mais ne l'aidera pas à devenir un homme convenable.

Je n'en dirai pas plus sur ce sujet, seulement qu'on me permette cette dernière remarque : S'il y a quelque chose d'inconvenant dans le fait que le Gouvernement a pris mon associé pour faire ce travail, que mes amis me le disent ; s'il y a le moindre soupçon que j'ai eu une parcelle quelconque des honoraires que M. Beausoleil a pu gagner, qu'on le dise. Je ferai faire une enquête, et je ferai venir ici les livres de la société légale : Mercier, Beausoleil, Choquette & Martineau. On n'a donné ce travail à M. Beausoleil qu'à la condition que les honoraires qu'il percevrait pour une raison ou pour une autre, seraient tenus dans un livre à part, et j'affirme ici que je n'ai jamais reçu un sou de ces honoraires. Si mes adversaires ont des informations disant le contraire, c'est leur devoir de m'accuser publiquement et carrément, qu'ils ne frappent pas dans le dos, mais en face, et je leur promets tout mon concours, à l'enquête qui sera tenue, pour établir leur accusation.

J'en ai dit assez je l'espère sur ce point, au moins jusqu'à ce que mes adversaires aient jugé à propos d'aller plus loin. Je sais qu'il y en a parmi ceux qui me combattent, qui ne voudraient pas prendre la responsabilité d'une telle accusation ; je sais que parmi mes adversaires, je parle de ceux qui ont une position responsable devant cette Chambre et devant le public, il n'y en a pas un seul qui voudrait soute-

nir une pareille accusation et que le député de Laval, lui, peut parler sans danger, du moins au point de vue de la responsabilité.

Quant au mérite, M. le Président, on prétend que M. Beausoleil a gardé \$31,000, à part les \$21,000 qui ont été déboursés par le Gouvernement pour les frais judiciaires et les honoraires payés par le Gouvernement dans ces causes ; et que M. Beausoleil a dû, dit-on, se faire rembourser par ces corporations. L'honorable député a commencé par \$31,000, et tout-à-coup il a sauté à \$50,000. S'apercevant qu'il ne pouvait soutenir une pareille blague, il a réduit le montant de plusieurs milliers de piastres. Finalement il a formulé son accusation comme suit : " M. Beausoleil a gardé \$31,000 sur la perception même, et il a reçu en outre \$14,000 comme remboursement des frais et honoraires dans ces causes ; il a donc en main \$45,000, au moins, qui appartiennent au Gouvernement.

Voilà l'accusation, et l'homme qui la formulait avait dans les mains, au moment même où il prononçait ces paroles, le document n° 101, et ce document déclare que M. Beausoleil n'a perçu que \$2,342 sur ces frais. Ainsi que l'on se rappelle bien que l'honorable député de Laval a dit que M. Beausoleil a dû recevoir \$21,000, ensuite il a réduit le montant à \$14,000, quand le document lui dit que tout ce que M. Beausoleil a reçu, c'est la somme de \$2,342. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce point-là, il est assez clair par lui-même. Il me semble qu'il suffit de démontrer l'inexactitude d'une telle accusation, pour faire voir quelle valeur il faut attacher au reste des paroles de l'honorable député.

Il dit que M. Beausoleil a gardé \$31,000 sur les perceptions qu'il a faites pour le compte du Gouvernement. Qu'est-ce que c'est que garder \$31,000 ? C'est garder cette somme pour son bénéfice, et son avantage particulier, c'est en jouir. En d'autres termes c'est dire que M.

Beausoleil doit ces \$31,000 au Gouvernement, moins la commission ; or j'ai expliqué l'autre jour comment il se faisait que M. Beausoleil avait été obligé de payer une foule de frais pour des poursuites déboutées ; qu'il avait été aussi obligé de payer une somme considérable à M. Lacoste et, qu'en dernier lieu, si nous n'avions pas encore une reddition de compte complète, c'était dû à la négligence de M. Lacoste, et qu'il fallait certaines pièces indispensables à la préparation de cette reddition de compte. Mais de là à dire que M. Beausoleil a gardé \$31,000, il y a tout un monde, et on ne peut arriver à cette conclusion, qu'en commentant la plus phénoménale des absurdités. Dans le document qu'il y a devant la Chambre, il n'y a que copie des chèques qu'il a reçus et un état des remises que M. Beausoleil a faites au Gouvernement. Il n'y a pas un sou qui apparait comme ayant été payé, ni pour les frais ni pour les déboursés généralement. Qu'est-ce donc que l'on fait de mon affirmation et de celle de mon honorable ami le trésorier à savoir, qu'il y a une foule de montants payés par M. Beausoleil que nous allons être obligés de lui créditer.

Dans ce document on voit que M. Beausoleil a obtenu jugement contre certaines corporations, mais qu'il a perdu quelques causes prises contre certaines autres corporations. M. Beausoleil, nous donne une liste des actions qu'il a été obligé de discontinuer ; ne pas tenir compte de ce fait, c'est donc être volontairement injuste.

Nous avons cru qu'il valait mieux régler cette affaire tant avec M. Beausoleil qu'avec M. Lacoste ; et cela le plus tôt possible. J'ai dit que M. Lacoste n'avait pas réglé ; l'honorable député de Laval a affirmé, le contraire. On dit : vous avez une lettre disant le contraire de votre affirmation. Le 12 février 1889, nous avons fait prendre des informations par le département du trésor, et je déclare qu'à cette date, M. Lacoste n'avait pas encore rendu compte des sommes perçues par lui, pour le compte du Gouvernement....

L'honorable M. **Taillon**.—C'est une lettre du département adressée à M. Lacoste, mais ce n'est pas une admission de la part de ce monsieur.

L'honorable M. **Mercier**.—Le département dit qu'il n'a pas rendu compte, et cela près de sept années après que les opérations ont cessé, et que durant tout ce temps il n'a pas donné un sou au Gouvernement ; cependant l'honorable député de Laval se scandalise parce que M. Beausoleil a pris un peu plus d'un an pour rendre compte d'une perception d'un peu plus d'un demi million.

M. Lacoste, prié de régler, répond le 14 février ? Nous avons transmis cette réponse à M. Beausoleil, et le 6 mars, ce monsieur nous écrit que M. Lacoste n'a pas encore rendu compte. Y a-t-il malentendu entre ces messieurs ? J'ai assez d'estime pour des hommes aussi respectables que ceux-là, pour ne pas les condamner sans les entendre. Mais il me semble qu'avec une affirmation et une négation semblable, il y a lieu d'hésiter. Je suppose que ces messieurs de l'opposition croient à la parole de M. Lacoste ? Qu'y a-t-il d'étrange à ce que, de mon côté, je crois à celle de M. Beausoleil jusqu'à ce que l'on m'ait démontré qu'elle n'est pas vraie. Nous avons insisté depuis au-delà de six mois pour avoir une reddition de compte, non seulement de M. Beausoleil, mais également de la part de tous ceux qui ont eu quelque chose à faire avec cette perception. M. Beausoleil est venu sept ou huit fois à Québec dans ce but ; il apportait chaque fois son état de compte, mais le malheur voulait qu'il manquât toujours quelques documents. Comme nous voulions avoir toutes les pièces justificatives avant d'effectuer ce règlement, nous avons bien été obligés d'attendre.

L'honorable député de Laval a dit, que si M. Beausoleil avait gardé trois ou quatre mille piastres, il aurait considéré cela suffisant pour le trouble qu'il avait eu. Quand

l'état de compte en question sera soumis à la Chambre on verra que les charges sont bien moins considérables, que celles que l'on a payées à M. Lacoste sans le moindre scrupule. Mais comme de raison, d'après ces messieurs de l'opposition, nos amis doivent travailler pour rien, tandis que les conservateurs ne sont jamais assez payés. Eh ! bien, telle n'est pas mon opinion, et je crois qu'un avocat libéral mérite d'être aussi bien traité qu'un avocat conservateur.

J'affirme de nouveau que l'on m'assure que M. Lacoste n'a pas encore rendu ses comptes, et que ce fait a contribué largement à retarder M. Beausoleil à rendre les siens.

Quelle raison l'honorable député de Laval a-t-il donc de craindre pour les intérêts du trésor, parce que M. Beausoleil n'a pas réglé ? Je crois avoir démontré, M. le Président, que M. Beausoleil n'a pas \$31,000 en mains de l'argent de la Province ; il est inexact et injuste de le dire.

Disons qu'il a en mains \$12,000 dont il rendra compte en produisant les reçus des sommes qu'il a payées à l'acquit du Gouvernement, et en produisant sa réclamation pour le montant qui peut lui être dû. Il se trouvera avoir reçu beaucoup moins que l'employé du Gouvernement, lorsqu'il faisait les mêmes perceptions. M. Beausoleil n'aura pas une commission de 5 pour cent ; il aura une commission raisonnable mais bien moindre.

Quand ces messieurs de l'opposition disent que M. Beausoleil a touché une commission de 5 pour cent, ils ont en mains un document qui établit le contraire.

Il est fort regrettable que cet amendement soit fait à une proposition pour aller en comité des subsides. Cela est fait dans le but de surprendre la bonne foi du public, et d'effrayer nos amis. Si nous avions pu expliquer l'état de la question au moyen d'une contre-proposition, la situation aurait été par là même franchement mise devant le public,

mais la procédure parlementaire ne nous le permet pas. Nous n'avons qu'à nous soumettre à cette dure condition.

J'espère que mes amis qui ont eu confiance en moi, lorsque j'ai fait la déclaration que je viens de répéter, j'espère, dis-je, qu'ils ne se laisseront pas intimider par des assertions faites avec autant d'audace par l'honorable député de Laval. Je sais que cette tactique prendrait devant une assemblée populaire, mais devant une Chambre comme la nôtre, il me semble que je dois m'attendre à un autre résultat. Les députés qui siègent autour de moi nous connaissent, ils savent ce que nous faisons en ce moment pour bien administrer les affaires de la Province, et pour la sortir de l'abîme où les conservateurs l'avaient plongée par leurs extravagances. J'espère que mes amis feront bonne et prompte justice de l'amendement qui est devant la Chambre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, l'honorable premier ministre a cru devoir donner une leçon de politesse à l'honorable député de Laval. Je le prie de ne pas oublier que mon honorable ami a commencé sa carrière lorsqu'il était chef de l'opposition. . . . S'il y a un homme qui ne devrait pas se permettre de ces choses à l'égard de ses collègues, et qui ne devrait pas leur reprocher des sévérités de langage, c'est bien l'honorable premier ministre. On se rappelle encore quelle lutte il nous a faite, et le passé est une justification pour nous.

La question ne se pose pas entre le député de Laval et l'honorable premier ministre, ni entre M. Beausoleil et le député de Laval, mais entre le Gouvernement représentant la Province et M. Beausoleil. Ceci étant bien compris, examinons et voyons quels sont les faits. L'honorable trésorier autorise M. Beausoleil à percevoir ce qui pouvait être dû à la date du 11 octobre 1887, en rapport avec les taxes imposées sur les corporations commerciales. En lui confiant

cette mission, l'honorable trésorier n'a pas jugé à propos de s'entendre avec M. Beausoleil sur le montant qui devait lui être payé pour ce travail. Je n'entends pas ici faire un reproche, je constate un fait. La lettre d'autorisation du trésorier à M. Beausoleil, porte comme je l'ai dit la date du 11 octobre 1887, et on n'y trouve pas un mot au sujet du paiement en question.

A cette date, les difficultés que cette loi a rencontrées à son début, se trouvaient définitivement réglées par les tribunaux. La loi était déclarée constitutionnelle, et il ne restait plus qu'à faire la perception des montants dus, c'est-à-dire, qu'il ne s'agissait plus que de faire ce qui se fait dans une cause ordinaire, lorsque l'avocat a obtenu jugement, l'exécution en est confiée aux mains d'un huissier, et c'est lui qui fait l'ouvrage.

M. Lacoste et autres avocats distingués, avaient été chargés de représenter le Gouvernement, afin de faire décider la question constitutionnelle par le conseil privé en Angleterre. Après ce jugement, il pouvait s'élever d'autres difficultés de détail, mais on voit par la rapidité avec laquelle les rentrées ont été faites, que les grosses difficultés étaient réglées, puisque M. Beausoleil a pu toucher une somme de \$511,000, dans l'espace de quelques semaines. Le reste consiste dans une quinzaine de petits montants, formant un total de quelques milliers de piastres. Donc le gros de l'ouvrage a été fait dans les mois d'octobre et de novembre, et M. Beausoleil a pu remettre au Gouvernement, du 14 octobre au 6 décembre 1887, \$488,000. Il a retenu \$31,000, et dès ce moment on s'est demandé s'il était bien vrai que M. Beausoleil allait avoir une commission de 5 pour cent. J'avais entendu dire à l'honorable premier ministre que la Province n'avait après tout, rien à perdre, puisque la commission ne serait pas plus forte que celle accordée par le Gouvernement précédent, à M. Lamb, percepte 11 du revenu

à Montréal. Cette déclaration coïncidait avec une réponse de l'honorable trésorier à une interpellation, dans laquelle il nous avait dit qu'il avait payé 5 par cent de commission pour certaines perceptions.

Depuis le commencement de la session, nous avons manifesté notre anxiété à ce sujet et qu'a fait le Gouvernement pour la faire cesser ? Le Gouvernement paraît consentir à permettre à M. Beausoleil de garder 5 pour cent sur ses perceptions. L'honorable premier ministre a parlé de petits déboursés, mais il n'a pas créé chez moi l'impression, que ses petits déboursés s'élevaient à un montant considérable ; je crois que ces déboursés peuvent être considérés comme couvrant la différence qu'il y a entre le montant que représente une commission à 5 pour cent et la somme retenue par M. Beausoleil. Il y a là une somme suffisante pour payer tous ces petits frais.

L'honorable premier ministre paraît très offensé des soupçons qui semblent peser sur lui ; il a tort de s'en prendre à nous, car ce n'est pas de notre faute. Si le Gouvernement n'est pas dans une meilleure position, il n'a pas de reproche à faire à personne, qu'il s'accuse lui-même.

Si le Gouvernement ne veut pas donner une commission de 5 pour cent à M. Beausoleil, et si le Gouvernement n'a pu régler encore avec ce monsieur pour de bonnes et valables raisons, il aurait au moins dû dire à la Chambre, quelle commission il a l'intention d'accorder. Il faut bien se rappeler qu'il y a quinze mois que ces perceptions ont été faites, et cependant l'honorable trésorier n'est pas encore en état de nous dire quelle sera la commission qu'il va donner à M. Beausoleil. Il a gardé le silence jusqu'à présent, et on nous reproche de priver les ministres du plaisir de sauver leurs amis par un sous amendement. Eh ! bien non, il y a assez longtemps que l'on joue avec cette question là. Si le

Gouvernement n'a pas jugé à propos de se faire une meilleure position, c'est son affaire.

On nous dit qu'il y a encore quelque chose à régler avec M. Lacoste ; qu'est-ce que cette question a à faire avec la commission que l'on va donner à M. Beausoleil ? M. Lacoste n'a plus de mandat du Gouvernement, et on nous dit cependant qu'il faut attendre certains documents, certaines pièces pour savoir quelque chose des rapports qu'il y a entre le Gouvernement et M. Beausoleil. Mais on dit : est-ce que M. Beausoleil n'est pas un homme solvable et honnête, par conséquent, le Gouvernement ne court aucun risque.

Est-ce que M. Lacoste n'est pas lui aussi un honnête homme et capable de rencontrer les \$1,000 que l'on dit, être encore dues au Gouvernement par ce monsieur ? Pourquoi le Gouvernement ne poursuit-il pas M. Lacoste pour lui faire rendre compte ? Je crois que ce monsieur irait bravement devant les tribunaux soutenir sa cause,

L'honorable premier ministre a dit que M. Lacoste n'avait pas encore rendu compte. Oui, il a rendu compte, nous avons un document officiel qui le dit. Il a été entendu entre M. Beausoleil et Lacoste qu'une somme de tant, resterait entre leurs mains en attendant le jugement, dans certaines causes actuellement pendantes devant les tribunaux.

On dit que M. Lacoste n'a pas réglé ; voyons si c'est bien vrai. Voici ce que je trouve à la page 163 des journaux de cette Chambre pour 1888, c'est une interpellation faite par le député de Chambly, il demandait :

“ Le Gouvernement a-t-il fait un règlement final avec messieurs Lacoste & Cie., de leur compte en rapport avec la perception des arrérages de taxes commerciales ; si non, pourquoi ?

“ Quel montant de la taxe commerciale a été perçu par messieurs Lacoste & Cie., et quel montant de frais ont ils reçu de la Province pour cette perception ?

“ Quelle commission a été payée sur toutes ces perceptions avant le 1er février 1887 ? ”

A cela l'honorable trésorier répondait comme suit :

1. Non.

2. Perceptions par Lacoste & Cie., sur poursuites, payé à Lacoste & Cie., \$5,757.40.

Mémoire de frais taxés sur poursuites primitives, \$12,-273.05.

Par accompte sur frais en cour d'appel et au conseil privé, \$9,362.65, \$21,635.70.

3. 5 par cent de commission payé au percepteur du revenu de la Province.”

A la page 183, on trouve une interpellation que j'ai été obligé de faire, parce que celle que je viens de lire avait été rédigée de manière à faire l'affaire du Gouvernement, et non pas à faire connaître la vérité. Voici ce que je demandais.

“ La somme de \$5,757.40, mentionnée dans la réponse donnée par l'honorable trésorier, le 11 juin courant à l'interpellation faite par M. Rocheleau, a-t-elle été remise par M. Lacoste & Cie. ?

“ Réponse par l'honorable M. Shehyn.—Oui.”

Maintenant, si on rapproche ces deux interpellations, on voit que le montant total perçu par MM. Lacoste & Cie., a été de \$5,757.40, et deux jours après le 13 juin, l'honorable trésorier me répondait que cette somme avait été remise au trésor.

Arrivons à ce qui s'est passé cette année. A la page 160 des procès verbaux de la présente session, je trouve l'interpellation suivante :

“ Par l'honorable M. Pelletier.—De combien MM. Lacoste, Globenski et Bisailon, doivent-ils compte au Gouvernement pour balance de perception faite par eux, de la taxe sur les corporations commerciales ?

“ Combien ont il reçu comme honoraires et déboursés ?

“ Combien ont-ils perçu ?

“ Réponse par l'honorable M. Shehyn.—1. Il n'y a aucun compte dû, à la connaissance du Gouvernement au sujet de cette taxe entre leurs mains.

“ 2. \$21,635.70.

“ 3. \$5,757.40.”

Maintenant, je vous le demande, M. le Président, est-ce que cela ne veut pas dire qu'on a réglé avec M. Lacoste, que veut-on de plus ? M. Lacoste a perçu une somme de tant, il en a rendu compte au Gouvernement, qui reconnaît n'avoir aucune réclamation contre lui à ce sujet-là. N'est ce pas là la preuve que l'on joue simplement sur les mots, lorsque l'on dit que M. Lacoste n'a pas rendu ses comptes.

Aujourd'hui on nous cite une lettre du Gouvernement à M. Lacoste, dans laquelle on prétend que ce monsieur n'a pas rendu ses comptes. Mais jamais M. Lacoste n'a admis cette prétention, de sorte que ce n'est pas un argument. On fait semblant de croire que M. Lacoste n'a pas rendu ses comptes, simplement dans le but d'avoir un prétexte pour couvrir la négligence impardonnable que l'on met à ne pas forcer M. Beausoleil à rendre compte lui-même, de la balance qui revient au Gouvernement.

Quand bien même il resterait quelque chose à régler entre le Gouvernement et M. Lacoste, ce n'est pas une raison

pour que le cabinet ne soit pas en état de nous dire quelle sera la commission qui va être accordée à M. Beausoleil.

Quant à l'affaire des \$21,000 pour frais et honoraires dont l'honorable député de Laval a parlé, l'honorable premier ministre a cru voir là une chance d'en sortir à bon marché. Les frais ne se montent pas à \$21,000. Il y a un certain nombre de causes qui sont restées en cour supérieure. Les frais, je crois, se montaient à \$2,000. Nous les avons payés à M. Lacoste, parce qu'il n'était pas juste de le faire attendre un temps plus ou moins long pour rentrer dans ses frais. Nous nous disions ; si nous gagnons ces causes, les corporations commerciales devront nous rembourser, nous n'y perdrons donc rien en faisant cette avance.

L'année dernière nous avons demandé si M. Beausoleil s'était fait rembourser ses frais, et le Gouvernement ne nous a pas donné une réponse satisfaisante. Je voudrais savoir ce que le Gouvernement a fait à ce sujet là. L'honorable député de Laval disait tout à l'heure : il y a tout lieu de croire que ses frais ont été perçus par M. Beausoleil. Je le crois moi aussi, et supposons que M. Beausoleil ait oublié de se les faire rembourser, on aurait du nous le dire. Mais ce n'est pas probable, car M. Beausoleil a été substitué à M. Lacoste, pour les causes pendantes devant la cour supérieure ; il le savait, car il a fait motion devant ces cours et il a fait des frais inutiles ; je dis des frais inutiles car il était entendu que ces causes resteraient en suspens en attendant le jugement du conseil privé en Angleterre. Je ne veux pas l'accuser, mais je prétends que les circonstances sont en notre faveur.

L'honorable premier ministre nous parle des frais qui sont mentionnés dans le document No. 101. Ce n'est pas la même chose du tout. J'ai lieu de croire que ce sont des frais faits par M. Beausoleil lui même. Je ne dis pas que ces frais là, dont nous parlions, n'aient pas donné lieu à un malentendu, cause de cet incident.

L'honorable premier ministre a posé une drôle de question. Ils'est demandé qu'est-ce que c'est que garder \$31,000? Pour moi c'est de ne pas les rendre. M. Beausoleil s'en est-il servi pour obliger des amis ou pour ses affaires personnelles? Je ne le sais pas, c'est au Gouvernement à nous le dire, mais la définition que je donne résulte des faits. Appelez cela comme vous voudrez, il n'en reste pas moins certain que le Gouvernement n'a pas encore réglé avec M. Beausoleil, et qu'il n'est pas en état de nous dire quelle somme il lui paiera pour l'ouvrage qu'il a fait.

L'honorable premier ministre nous a aussi demandé : “ quelle raison avez-vous de craindre ? ” La raison est apparente ; nous craignons que le Gouvernement montre à l'égard de M. Beausoleil, la même faiblesse dont il a fait preuve envers d'autres avocats qu'il a employés ; nous craignons qu'il fasse acte de mauvaise administration.

Ma conviction intime est, que M. Beausoleil aurait bel et bien reçu une commission de 5 pour cent, sans le tapage que l'opposition a fait, ou s'il ne l'a pas, le Gouvernement l'indemniserait d'un autre manière. Est-ce que nous n'avons pas raison de craindre que les 5 pour cent de commission y passeront d'une manière ou d'une autre ?

Quant aux reproches que nous a adressés l'honorable premier ministre parce que nous avons adopté une procédure qui ne lui permet pas de soumettre un sous-amendement, nous n'aurions pas fait tout notre devoir si nous avions permis au Gouvernement de trouver un échappatoire. Il nous fallait fermer la porte à toute tentative de ce genre afin d'avoir un vote direct. Cette tactique n'est pas inusitée ; ouvrez les journaux de la Chambre du temps où le premier ministre était dans l'opposition, et vous trouverez que non-seulement il profitait de l'examen du budget, pour faire de ces propositions de non-confiance, mais que même dans les cas ordinaires, il faisait faire des propositions par

ses amis, posant la question préalable, afin de nous empêcher de mettre nos vues devant la Chambre. Cela prouve que nous n'avons pas eu tort de recourir à une tactique qui a si bien servi à ces messieurs, et pourtant ils n'avaient pas les raisons que nous avons.

M. **David** — *député de Montréal-est.*—Est-ce que le Gouvernement est en état de nous dire ce qu'il entend faire tant à l'égard de M. Lacoste que pour ce qui concerne la commission à être accordée à M. Beausoleil ?

L'honorable M. **Mercier**.—Nous avons causé souvent de cette question avec M. Beausoleil, et nous lui avons dit que nous ne pouvions pas lui payer une commission de plus de 2½ pour cent.

L'honorable M. **Taillon**.—Cela au moins, c'est du nouveau. Je ne veux pas jouer le rôle de démagogue. Que l'on paye bien un avocat qui a vieilli sous le harnais, qui a étudié sa profession et qui est obligé de laisser son bureau pendant trente ou quarante jours, au risque de ruiner sa clientèle, comme la chose est arrivée pour M. Lacoste. Mais le cas est bien différent pour M. Beausoleil qui n'a pas été obligé de laisser son bureau pour faire ce travail là. Toutefois je dis au Gouvernement ; payez le bien, mais raisonnablement.

On a donné \$4,000 à M. Geoffrion dans l'affaire de Neagle et Fahey. . . .

L'honorable M. **Mercier**.—Oui, mais il a dû donner \$1,000 à l'avocat anglais qui l'assistait.

L'honorable M. **Taillon**.—La même chose est arrivée à M. Lacoste, et sur la somme que nous lui avons payée, il a dû désintéresser l'avocat anglais de Londres qui l'assistait devant le conseil privé. Mais je fais, M. le Président, une grande différence entre l'avocat qui conduit une cause, et celui qui n'est chargé que de percevoir des montants dûs.

En accordant une commission de $2\frac{1}{2}$ pour cent à M. Beausoleil, cela ferait plus que les \$12,000 accordées à M. Lacoste, pour ses deux mois de travail ardu et pénible, pour faire triompher la cause du Gouvernement devant le Conseil privé.

Je dis que si le Gouvernement paye une commission de plus de 2 pour cent, il paiera trop bien les services rendus.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai dit que nous ne paierons pas plus que $2\frac{1}{2}$ pour cent, si toutefois nous nous décidons à lui accorder une telle commission.

La proposition de M. LeBlanc est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Baldwin, Beauchamp, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Hall, Lafontaine, Lapointe, Lareau, LeBlanc, Lussier, Lynch, Martin, (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Robertson, Spencer, Taillon et Tourny.—24.

Ont voté contre : MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchêne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Laliberté, Lemieux, Legris, McShane, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—34.

L'Assemblée Législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité des subsides.

LES ASILES D'ALIÉNÉS.

Article 123.—Asiles d'aliénés : Beauport, St. Jean de Dieu, St. Ferdinand d'Halifax, et maison de retraite Belmont, \$215,000.00.

L'honorable M. **Tailor**.—De notre temps, la nouvelle loi sur les asiles obligeant les municipalités à payer la moitié des frais de l'entretien des aliénés, a fonctionné d'une manière plus ou moins complète. On sait qu'elle n'avait pas d'effet pour ceux entrés avant son adoption. Dans les cas où les municipalités montraient de la mauvaise volonté, on tâchait de leur faire comprendre la nécessité de cette loi. Par son opération, on espérait sinon diminuer les dépenses, du moins qu'elles n'augmenteraient pas pendant quelques années. Je désirerais savoir ce que le Gouvernement a l'intention de faire au sujet de cette loi. Veut-il l'appliquer rigoureusement comme elle doit l'être, sans toutefois faire des misères inutiles aux municipalités ?

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—J'exige pour l'entrée des patients, la signature du maire des municipalités, ou en son absence, de celui qui le remplace.

L'honorable M. **Tailor**.—Je considère qu'il est du devoir des hommes publics, dans des circonstances comme celle-ci, de s'appliquer à faire l'éducation du peuple. Ceux qui nous ont combattus à propos de cette loi, reconnaissent aujourd'hui qu'ils avaient tort puisqu'ils l'appliquent comme nous.

En faisant cette loi, l'intention du Gouvernement était de se protéger contre ceux qui envoient dans les asiles d'aliénés, des membres de leur famille, et qui se donnent comme pauvres quand ils ont parfaitement le moyen de payer. Si cette loi n'avait pas été passée, les abus auraient toujours été en augmentant. Il fallait, pour arriver à un système efficace, intéresser quelqu'un à empêcher ces abus pour l'avenir, c'est pourquoi la Législature s'est dit : les corps municipaux sont bien plus en position que le Gouvernement de contrôler chaque cas, et pour les intéresser à exercer un contrôle efficace, nous allons les rendre responsables

du paiement du coût de la pension des aliénés admis à l'avenir, quitte à leur permettre de se faire rembourser par la famille du patient si elle est en état de le faire.

Un cas d'abus s'est présenté dans une localité près de Montréal. Non seulement les parents avaient les moyens de payer la moitié des frais d'entretien, mais le malade lui-même avait assez de revenus pour payer sa pension en entier. Cependant ces gens s'étaient donnés comme pauvres pour se dispenser de cette dépense, et ils gardaient les revenus du patient lui-même. Nous devons protéger le trésor public contre de tels abus. Nous avons un devoir à accomplir, et j'exhorte les membres de cette Chambre à se pénétrer de l'importance de ce devoir.

L'honorable M. **Gagnon**.—J'applique la loi strictement et sévèrement. Dans les cas d'aliénés venant de territoires organisés en municipalité, j'exige la signature du maire ou de son suppléant.

Il arrive quelques fois des cas où on ne sait pas d'où viennent les personnes pour lesquelles on sollicite l'admission à l'asile, il faut bien alors les admettre quand même, car il ne conviendrait pas de laisser ces infortunés sur la voie publique.

L'honorable M. **Shel yn**.— Nous prenons tous les moyens possibles pour diminuer cette dépense. Nous surveillons avec sévérité, non seulement ce qui est dû au jour le jour pour la pension de ces aliénés, mais nous nous appliquons à percevoir les arrérages. Il ne faut pas se cacher que nous avons à lutter contre la mauvaise volonté des municipalités, qui cherchent par tous les moyens possibles à s'exempter cette contribution.

L'honorable M. **Taillon**.—C'est précisément ce que j'ai dit et il faut réagir contre cela.

(Séance du soir.)

DISCUSSION GÉNÉRALE SUR LE BUDGET. AMENDEMENT
CONCERNANT L'AUGMENTATION DES DÉPENSES.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du budget.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-Est, trésorier de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général.

L'honorable M. **Tailhon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, je désire profiter de cette occasion pour faire quelques remarques sur l'importante question des finances de la Province.

J'ai devant moi des notes assez complètes sur l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier, mais je ne me propose pas de m'en servir autant que je croyais tout d'abord devoir le faire, vu que je n'ai pas l'intention d'examiner en détail les chiffres qui sont devant la Chambre. Si j'en suis venu à cette conclusion, ce n'est pas parce que je crois que la tâche soit impossible pour un avocat, suivant l'absurde prétention émise l'autre jour par l'honorable premier ministre. C'est là une thèse que le bon sens repousse, et je me donnerai bien le garde de paraître approuver une aussi ridicule prétention. Si je ne crois pas devoir entrer dans les détails de l'exposé budgétaire, c'est uniquement parce que l'honorable député de Montmorency a très bien exposé la situation à ce point de vue, et que je ne pourrais que faire des réédites sans rien ajouter à la clarté et à la puissance de son exposition. Le public sait maintenant à quoi s'en tenir sur cette question là. Aussi, que l'honorable député de Montmorency me permette de lui offrir mes remerciements au nom de toute l'opposition comme au nom du parti conservateur. Je le félicite d'avoir forcé ses adversaires à prendre ses critiques au sérieux et à discuter à grands frais, son magnifique exposé de la situation financière.

M. le Président, laissant donc de côté les détails, je vais prendre les grandes lignes de notre situation financière ; je vais rappeler les promesses de nos adversaires lorsqu'ils étaient dans l'opposition, pour les faire contraster avec leurs actes d'aujourd'hui, et par là même je ferai voir ceux qui trompaient le public par de fausses déclarations tant sur la conduite de leurs prédécesseurs, que sur leurs intentions pour l'avenir.

En commençant la lecture de son exposé, l'honorable trésorier a exprimé l'espoir que les explications qu'il allait donner, seraient considérées comme satisfaisantes, et comme établissant que le Gouvernement avait rempli ses promesses. Ces explications tendent bien à établir cette prétention, mais malheureusement, elles ne s'accordent pas avec les renseignements officiels et irrécusables que nous fournissent les comptes publics.

Les explications de l'honorable trésorier ont été préparées de manière à tromper le public sur notre véritable position budgétaire. En premier lieu, on a dû remarquer que le trésorier s'est montré bien moins sévère sur la classification de certaines dépenses et de certaines recettes, que du temps où il était dans l'opposition. Alors il poussait le rigorisme jusqu'à l'injustice pour ses adversaires, tandis qu'aujourd'hui ses principes ont fait place à une incompréhensible facilité, quand il s'agit de classer ses dépenses et ses recettes de façon à montrer un surplus plus apparent que réel dans les opérations du dernier exercice. Je ne veux pas suivre à la lettre, ni même de près la sévérité avec laquelle il jugeait ses prédécesseurs lorsqu'il était dans l'opposition, mais je veux lui faire comprendre que si son discours peut tromper ceux qui n'ont pas les comptes publics, il n'en peut être ainsi pour nous.

L'honorable trésorier n'éprouve peut-être pas aujourd'hui la satisfaction qu'il semblait ressentir lorsqu'il nous a lu son

exposé. Il n'est pourtant pas rendu au bout de ses déboires, car nous allons mettre sa conduite en contraste avec la nôtre ; nous allons comparer la conduite de ces messieurs avec leurs promesses. Nous aurons par ce moyen la mesure de leur sincérité.

Lorsque ces messieurs étaient dans l'opposition, ils s'appliquaient à charger le tableau qu'ils faisaient de notre situation financière, et voilà qu'à présent l'honorable trésorier, qui n'avait que des paroles de découragement et des cris d'alarme, a changé de ton, et il nous peint la situation budgétaire sous les plus riantes couleurs. Il me semble inutile de vous dire, M. le Président, que ses alarmes, comme ses prétentions à la régénération financière de la Province, sont exagérées dans l'un comme dans l'autre cas. Lorsque nos adversaires étaient dans l'opposition, leurs critiques étaient d'une sévérité excessive et très souvent injuste. Aujourd'hui, les rôles sont changés et les voilà qu'ils se décernent des éloges qu'ils ne méritent pas.

L'honorable trésorier prétend encore, en dépit des faits, que, pour l'année 1885, il y a eu un déficit ainsi que pour l'année 1886. Je trouve cette étrange prétention exprimée dans les paroles que je vais citer :

" Comme je l'ai déjà dit, cet excédant de \$373,196 sur les dépenses ordinaires doit être une cause de satisfaction pour la Chambre, surtout, si l'on considère que, pour l'exercice 1887, les dépenses ordinaires ont excédé de \$324,251.16 les recettes ordinaires et que, d'année en année, depuis 1875, nous avons accumulé des déficits dont l'ensemble dépasse \$3,500,000. Le contraste entre cet état de choses peu désirable et la situation actuelle, est si marqué, qu'il m'est inutile d'y insister."

Ainsi l'honorable trésorier affirme qu'il y a eu des déficits tous les ans depuis 1875. Je crois qu'il me sera facile de démontrer que ce n'est pas exact, et qu'en écrivant ces

lignes, il savait qu'elles ne contenaient pas la vérité. De plus, je veux prouver que l'honorable trésorier lui-même nous a donné la preuve que cette prétention n'est pas fondée.

On se rappelle encore ce que disait le trésorier dans son discours financier de 1886, en parlant du résultat des opérations budgétaires de l'exercice de 1885. Il nous disait alors qu'il y avait un déficit considérable ; que le trésorier, l'honorable député de Sherbrooke, ne disait pas toute la vérité, et que nous voulions tromper le public lorsque nous prétendions qu'il n'y avait pas de déficit. Il prétendait que le déficit était de \$73,000, et ailleurs, qu'il s'élevait à \$93,000 ; dans un autre endroit de son discours, il exprimait l'opinion que ce déficit était encore plus considérable, allant ainsi toujours en renchérisant. Ces exagérations étaient d'autant plus blâmables que l'honorable trésorier ne parlait pas sur de simples prévisions, mais sur un exercice pour lequel il avait les comptes publics. Or s'il s'entend en finance autant que l'honorable premier ministre le prétend, il n'aurait pas dû se tromper ainsi.

Mais que nous disait-il en 1887, alors qu'il était trésorier, et qu'il avait à sa disposition, tous les renseignements désirables. Il nous disait ceci : en prenant les chiffres donnés par l'honorable député de Sherbrooke, on trouverait un surplus de \$24,000, mais, ajoutait-il, aussitôt, et il faut voir quelles sont les objections qu'il trouvait à adopter les données de mon honorable voisin. . . . Il y voyait deux objections capitales, et il n'y en avait que deux, c'est important à retenir.

Il disait que dans les recettes ordinaires telles qu'inscrites par l'honorable député de Sherbrooke, il se trouvait la somme de \$244,000 reçue du Gouvernement fédéral en vertu de l'arrangement financier de 1884, et au lieu d'appeler cela une recette nouvelle, comme c'en était une, il l'appelait

une recette extraordinaire, et si on l'eut retranchée, on aurait eu un déficit considérable. L'argument n'était pas sérieux, cela saute aux yeux, et il n'est pas nécessaire d'être un marchand ni un homme d'affaires pour s'en apercevoir. Pourquoi dire, si on retranchait cette somme parmi les recettes ordinaires, on constaterait un déficit de tant, quand d'après les simples règles du bon sens et de la raison, il ne fallait pas y songer. Autrement, on pourrait tout aussi bien en dire autant du revenu provenant des licences. Continuant son argumentation, l'honorable trésorier disait à son prédécesseur : " Vous n'avez pas à vous féliciter si vous avez un surplus, car il ne provient pas des mesures financières que vous avez prises, mais c'est une recette nouvelle qui vous permet de montrer un budget en équilibre et non pas le fruit de vos économies.

Une autre recette sur laquelle l'honorable trésorier attirait l'attention, c'était la somme perçue à-compte des remboursements des redevances du fonds d'emprunt municipal. Pour cette recette, on peut trouver matière à différer d'opinion, mais à tout prendre, je crois que l'on n'avait pas tort de la considérer comme faisant partie du revenu ordinaire, vu que cette perception devait durer assez longtemps pour constituer une source de revenus pendant plusieurs années : et que, d'un autre côté, on pouvait aussi prendre en considération ce que nous payions en plus pour acquitter de vieux comptes dûs en rapport avec l'administration du chemin de fer que nous avons vendu. Il est vrai que l'on peut dire que ce fonds viendra à s'épuiser. Oui, je l'admets, mais la même chose devait arriver pour les comptes non acquittés du chemin de fer du Nord, de sorte que les deux se balançaient.

Mais pour les besoins de l'argumentation et pour simplifier les choses, laissons cela de côté, et admettons que l'honorable trésorier avait raison. En suivant son raisonnement, nous nous trouvions avoir un déficit de \$17,000.

Avec un aussi petit découvert, je pourrais bien dire que nous avons réussi à mettre le budget en équilibre, car un écart de \$17,000 seulement entre les recettes et les dépenses sur un budget ordinaire de trois millions de piastres, ce n'est pas à proprement parler, ce qu'on doit considérer comme un déficit.

Quant à l'exercice suivant, l'honorable trésorier, en a parlé en 1886, c'est-à-dire à la fin de l'année financière, alors que le risque à se prononcer sur les opérations de cet exercice, n'était pas très grand puisqu'il avait devant lui la plus forte partie des renseignements, et cependant il portait le déficit à \$310,000. Le fait est que quand l'honorable trésorier parlait comme membre de l'opposition, il disait, si non tout le contraire de ce qu'il dit aujourd'hui, du moins quelque chose qui lui ressemble de bien près. Il prétendait qu'il fallait retrancher sur les recettes ordinaires ce que nous avons reçu du Gouvernement fédéral et du fonds d'emprunt municipal.

Voilà l'opinion qu'il exprimait sur le caractère des recettes, mais ce n'est pas tout, car il faut voir aussi comment il appréciait les divers chefs de la dépense. Dans les dépenses extraordinaires, il commence par mettre de côté la somme de \$100,000 qui n'a été votée pour les travaux de la colonisation, qu'à la condition et sur la déclaration de l'honorable député de Sherbrooke, que ce montant devait être payé à même un emprunt. Le fait est que le trésorier d'alors aurait eu tort de compter cette somme comme une dépense ordinaire. En prétendant le contraire on prouvait qu'on ne rendait pas justice à l'ancien cabinet. Mais même si vous retranchez ce montant, on arrive encore pour l'exercice 1886, à un budget en équilibre.

Je le demande maintenant, quels sont ceux qui, pendant les années 1885 et 1886, trompaient le public sur la véritable situation financière de la Province? Est-ce nous, lors-

que nous disions que nous avions un budget en équilibre, ou bien nos adversaires, qui prétendaient qu'il y avait un déficit considérable, lorsque le tableau préparé par l'honorable trésorier même, que l'on trouve annexé aux *Comptes publics*, fait voir qu'il n'était que de \$10,000 seulement ? Qui de nous trompait le public ? Qui de nous s'approchait le plus de la vérité ?

Nous sommes bien vengés, puisque c'est l'honorable trésorier lui-même qui nous fait aujourd'hui l'aveu que les exposés de son prédécesseur étaient exacts. Mais alors comment se fait-il donc qu'il ose venir nous dire que depuis 1875, nous avons toujours eu des déficits ? Est-ce que dans son opinion même il n'y avait pas de déficit pour les années que j'ai mentionnées ?

M. le Président, ces messieurs changent d'arguments suivant que les circonstances l'exigent. Ainsi, autrefois, on disait que, comme nous n'avions pas fait d'économies—c'était là la prétention de ces messieurs—nous ne pouvions réclamer aucun mérite pour avoir équilibré le budget, vu que l'amélioration dans nos finances était due à une augmentation de recettes. Et cette année, l'honorable trésorier admet que nous avons fait des réductions, mais il prétend qu'elles n'étaient pas faites de bonne foi, mais seulement pour leurrer le public, en vue des prochaines élections. Voici ce qu'il a dit dans son exposé :

“...et, pour ce qui est de 1885 et 1886, il est bon de se rappeler que ces années sont celles qui ont précédé immédiatement les élections générales. En vue de cet événement et dans le but de se concilier à temps les bonnes grâces des électeurs, le Gouvernement d'alors crut qu'il était temps d'entrer dans une nouvelle voie, en préconisant une politique bien différente de celle qui avait été suivie jusqu'alors. On se mit tout à coup à retrancher sur les dépenses des différents services publics, au point même

d'en compromettre l'efficacité, afin d'offrir une apparence d'économie et de tâcher de réduire au minimum, les déficits qui jusqu'alors avaient figuré dans les comptes publics."

Pourquoi ne l'a-t-on pas dit en 1885 et 1886, au moins l'honorable trésorier aurait eu le mérite de la sincérité. Bien loin de là, ces messieurs prétendaient que nous continuions les mêmes dépenses et nous accusaient de faire les mêmes gaspillages. Lisez les propositions de censure de tous ces messieurs, propositions que l'on trouve dans la petite brochure électorale qui a été préparée par nos adversaires pour la campagne de 1886, et vous verrez avec quelle alarme ils condamnaient l'augmentation constante des dépenses. Aujourd'hui qu'on ne peut contester la diminution que nous avons faite dans les dépenses, on dit que nous les avons réduites au point de nuire à l'efficacité du service public.

Voilà comment on nous a traités. Est-ce que l'honorable trésorier continuera bien longtemps encore à dire, en dépit de la vérité des faits, en dépit de ses propres déclarations, qu'il y a toujours eu des déficits depuis 1875 ? Ces choses-là peuvent s'expliquer dans la bouche de certains hableurs de carrefours, mais des hommes respectables, des hommes sérieux qui ont une réputation à sauvegarder, ne doivent pas se les permettre sans déchoir. Il me semble qu'en face de ses propres déclarations, le moins que l'honorable trésorier aurait dû faire, ç'aurait été de respecter la vérité.

M. le Président, l'honorable trésorier nous arrive avec sa petite ruse de guerre, que nous avons dévinée l'année dernière, et que nous avons dans le temps exposée avec une fidélité frappante, à tel point que le trésorier paraît avoir commis un plagiat. Il nous parle d'un déficit de \$324,000 pour l'exercice de 1887. Or, dès 1887, nous avons dit comment l'honorable trésorier s'y prenait pour préparer un gros déficit pour cet exercice-là. Et d'ailleurs la chose se conçoit facilement ; en effet les deux partis se trouvent

responsables, chacun pour une partie de cet exercice. Nous avons administré les affaires de la Province depuis juillet 1886, jusqu'en janvier 1887, et l'honorable trésorier s'est dit : Il sera difficile de définir la part de responsabilité de chaque partie, il est donc facile de charger cette année le plus possible, pour alléger d'autant l'exercice prochain pour lequel nous serons seuls responsables. C'est ce qui a été fait, et il suffit de citer quelques chiffres pour le démontrer clairement. Expliquons donc ce fameux déficit de 1887, Malgré tout l'estime que j'ai pour l'honorable trésorier, il me faut troubler son bonheur.

Le trésorier s'est donc tout d'abord imposé la tâche de préparer un déficit de trois cent mille piastres pour les conservateurs, et du même coup je me fabriquerai un surplus de trois ou quatre cent mille piastres pour l'année suivante ce qui tournera à la plus grande gloire du Gouvernement. Pour réussir dans cette tâche où brille d'un si vif éclat la bonne foi de nos adversaires, voici comment on s'y est pris.

Dans quelques cas l'honorable trésorier a fait supporter double dépense à l'exercice 1886-87. Ainsi pour l'administration de la justice, le trésorier nous avait fait voter une somme assez élevée pour faire face à toutes les dépenses ordinaires dont le paiement, d'après la routine administrative, devait se faire au cours de l'exercice, mais il est revenu nous dire : " je veux que tous les comptes de l'exercice 1886-87 soient payés à même les deniers votés pour cet exercice-là, et qu'il n'y en ait aucun de remis à l'année suivante." Pourtant telle a toujours été la pratique suivie dans le département, car on comprend que tous les comptes ne peuvent être envoyés et soldés au cours même de l'exercice.

Cet exercice 1887 avait supporté des dépenses faites antérieurement et qui n'avaient pas été payées, parce qu'on n'avait pas pu recevoir les comptes avant la clôture de l'exercice

précédent. Il n'était donc que raisonnable que cet exercice de 1887 se trouvât allégé des comptes qui avaient été transmis avant la clôture des livres au 30 juin. Au fonds, en moyenne, les deux montants se balançaient. Il était donc juste pour l'exercice 1887 de ne pas lui faire supporter les dépenses qui avaient dû être payées après le 30 juin ; du reste cela était d'autant plus raisonnable que c'était devenu un système suivi depuis des années et des années et que les honorables ministres ne changeront pas, quoi qu'ils en disent. Un état déposé en 1886, sur le bureau de cette Chambre le fait voir. Mais voilà que l'honorable trésorier arrête cette pratique et déclare qu'il faut payer toutes les dépenses encourues pendant cette année-là même les deniers votés pour cet exercice. S'il avait voulu être juste il aurait tenu compte du montant en plus payé en 1887 pour des frais encourus l'année précédente, de la sorte les deux se seraient compensés.

Voici ce que l'honorable trésorier disait en 1887 :

“ Sur les crédits de l'exercice en cours, pour l'administration de la justice, il a été payé \$10,000 pour les dépenses de l'année précédente, et cette somme manquerait pour acquitter les listes du 30 juin prochain, ce qui explique pourquoi nous demandons ce crédit supplémentaire.”

Voilà comment on s'y est pris pour grossir autant que possible le chiffre de la dépense pour 1887, au bénéfice de l'année suivante.

Mais ce n'est pas tout. Il y avait eu une allocation extraordinaire votée en 1886 pour les travaux de colonisation ; \$80,000 avaient été dépensées pour ce service, mais lorsque ce crédit avait été voté, l'honorable député de Sherbrooke avait fait une déclaration expresse à l'effet que cet argent devait être pris, non pas sur les revenus ordinaires, mais à même un emprunt. La principale question pour la Province, doit être de savoir où nous en sommes dans nos finances, c'est-à-dire, comment les dépenses ordinaires sont

par rapport à nos recettes ordinaires. Allons-nous en dessus ou en dessous ? Voilà ce qu'il importe surtout de connaître. Or pour cet exercice, il y a aussi \$50,000 pour les élections générales, c'est une dépenses qui ne se renouvelle pas tous les ans, puisque la durée légale de la Législature est de cinq ans. L'honorable trésorier, toujours en vue de grossir le déficit qu'il pourra attribuer aux conservateurs, fait figurer l'octroi spécial de \$80,000 pour la colonisation, dans les dépenses ordinaires, et il en fait autant pour les \$50,000 pour les élections générales.

Pour le même exercice 1887, il y a aussi une augmentation de \$30,000 pour les dépenses de la session, comparativement à ce que ces dépenses étaient du temps des conservateurs. Nous ne sommes pas non plus responsables de cette augmentation. Ce n'est pas tout ; il y a aussi les sommes dépensées au delà des crédits autorisés par cette Chambre. Supposons que nos adversaires n'eussent pas augmenté les dépenses depuis leur arrivée au pouvoir jusqu'au 30 juin 1887, il est évident que nous aurions eu un surplus. Mais loin de là, comme le trésorier travaillait à fabriquer un gros déficit, cela n'aurait pas fait son affaire.

Voilà sommairement quelques-uns des points concernant la dépense. J'en viens maintenant aux recettes. Il y a tout d'abord les \$100,000 qui nous viennent d'Ontario ; pourquoi ne se les a-t-on pas fait payer avant le 30 juin 1887 ?... Lorsque l'honorable premier ministre parlait aux électeurs de St-Hyacinthe, vers la mie-juin 1887, il annonçait à la Province que le Gouvernement Mowat allait lui envoyer \$100,000. Voici ces paroles :

“ M. Mowat va nous envoyer ces jours-ci un acompte respectable de \$100,000 ”....

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.* — Et il ne

nous l'a pas envoyé avant la fin de l'exercice.... ce n'est pas de notre faute.

L'honorable M. **Taillon**.—Non, vous ne vouliez pas l'avoir avant, car vous gardiez ce montant pour l'inscrire dans vos recettes après le 30 juin. De notre temps on nous payait \$25,000 par année, mais comme le Gouvernement Mowat ne nous avait rien payé depuis quelques années, il y avait des arrérages et ce sont ces arrérages qui constituent cette somme de \$100,000. Si en juin 1887, le cabinet Mowat était prêt à payer comme le disait l'honorable premier ministre, n'est-il pas à présumer que si l'honorable trésorier avait eu besoin de cette somme pour couvrir un déficit, il l'aurait eu sans grande difficulté.....

Sur ces \$100,000, il y en a soixante milles attribuables au revenu ordinaire des exercices précédents, puisqu'elles nous étaient dues. Voilà comment on a procédé pour, d'un côté, grossir le chapitres des dépenses et, de l'autre, diminuer le montant des recettes de manière à augmenter le déficit que l'on ne se fait pas scrupule de mettre faussement à notre charge.

Voyons à présent comment on s'y est pris pour faire le gros surplus de 1888. Ici, je dois le dire franchement, l'honorable trésorier n'a pas été heureux à l'occasion de ce prétendu surplus. Ainsi l'année dernière, il nous disait le 14 juin, qu'il y aurait un surplus de \$700,000, et il ajoutait ensuite que tout en admettant la possibilité d'un mécompte, "ce surplus ne sera pas sensiblement diminué si nous encaissons toutes les recettes sur lesquelles nous comptons."

Or non seulement il a eu toutes les recettes qu'il prévoyait, mais il a reçu plus, et néanmoins son excédant se trouve réduit à \$300,000 d'après son propre aveu. Cette perspective d'un surplus de \$700,000 était bonne pour la vacance des Chambres, et il calculait que cela ferait l'affaire du parti dans les luttes électorales qui pourraient se pré-

senter, que les amis du Gouvernement exploiteraient cette déclaration devant les électeurs. L'honorable trésorier savait que cette déclaration resterait non contredite par les faits, devant le public et qu'elle pourrait servir dans les élections partielles.

Aujourd'hui pour expliquer cela on nous dit :

“ Vous ne pouvez en vouloir à l'honorable trésorier de s'être trompé, puisqu'il ne parlait que sur des prévisions.” Et dire que ceux qui l'excusent aussi facilement, sont ceux là mêmes qui se sont montrés si sévères pour l'honorable député de Montmorency. Non, je dis que vous n'avez pas droit de plaider non coupable, ou bien, admettez qu'il n'y a guère moyen d'accepter votre parole, de croire à vos déclarations, d'ajouter foi à la justesse de vos prévisions lorsque vous parlez de finances.

Donc, M. le Président, l'honorable trésorier n'a pas été heureux dans cette circonstance-là. Il nous annonce son surplus comme si ça devait être certain, régulier, c'est-à-dire comme un surplus sur lequel nous pouvions compter pour l'avenir. Voici ce qu'il nous disait le 14 juin 1888, dans son exposé budgétaire :

“ Les recettes excéderont les dépenses d'un montant assez considérable. Je parle des opérations ordinaires. Le 1^{er} avril, les recettes ordinaires s'élevaient à \$3,024,981.65, et les dépenses ordinaires à \$2,259,960.14, ce qui faisait un surplus de \$765,021.51.

“ Il est probable que le surplus de la fin de l'exercice, ne sera pas diminué d'une manière bien sensible, si nous réalisons toutes les recettes sur lesquelles nous comptons.”

Depuis, on a vu le surplus réel, et aujourd'hui on constate, avec les chiffres en mains, que ce n'est qu'un surplus apparent, voilà tout. Les gens généralement croiront peut-être qu'il y a un surplus de \$300,000, et ils ne leur viendra

pas à l'idée que cet homme qui jouit d'une réputation honorable, a pu les tromper. Et l'honorable trésorier qui critiquait si sévèrement son prédécesseur, l'honorable député de Sherbrooke, en lui disant : vous ne pouvez pas vous vanter d'avoir amélioré la situation financière, puisque l'amélioration dont vous parlez n'est pas due à vos mesures ni à votre habileté administrative, mais à la perception de recettes nouvelles, l'homme qui contestait aussi lestement tout mérite à mon honorable ami le député de Sherbrooke, n'est plus aussi particulier sur le caractère des recettes avec lesquelles il se fabrique de toutes pièces, un surplus apparent, puisqu'il n'a pas jugé à propos de nous expliquer avec le même soin, comment il en était arrivé à se former un surplus. Voilà un point sur lequel il y aurait beaucoup à dire, mais je passe à un autre sujet, pour ne pas trop prolonger ce débat.

M. le Président, on compte comme recettes ordinaires, les sommes perçues pour couvrir les arrérages pour taxes sur les corporations commerciales, arrérages qui se sont accumulées pendant six années. Si on ne veut pas s'écarter de la règle que j'ai posée tout à l'heure, c'est-à-dire ne comparer les recettes ordinaires qu'avec les dépenses ordinaires —et autrement on s'expose à des mécomptes—on verra que ce prétendu surplus n'est pas plus réel que les déficits fantaisistes dont l'honorable trésorier nous entretenait pendant sa carrière d'opposionniste.

Je ne dirai pas que c'est grâce à une recette nouvelle qu'il peut nous montrer une espèce de surplus...

L'honorable M. **Shehy** —*député de Québec-est, trésorier de la Province.*—L'honorable chef de l'opposition me permettra bien de l'interrompre pour lui dire qu'il ne me paraît pas avoir compris la portée du discours qu'il cite. L'honorable député de Sherbrooke disait qu'il avait amélioré la situation financière, et en même temps il frappait son

prédécesseur, qui occupait alors le fauteuil présidentiel de cette Chambre. C'est en réponse à cette prétention que je disais : Non, vous n'avez aucun mérite puisque l'amélioration que vous réclamez comme votre œuvre, résulte de l'octroi d'un nouveau subside.

Voilà la portée de la réponse que je faisais à mon prédécesseur, et je crois que j'avais raison.

L'honorable M. **Taillon**.—On ne pourra toujours pas m'accuser de mal représenter l'opinion de l'honorable trésorier, puisqu'il vient de répéter ce que j'ai dit toute à l'heure. Il est regrettable que l'honorable M. Würtele n'ait pas compris les bonnes intentions de l'honorable trésorier, car je ne doute pas qu'il serait descendu du fauteuil pour le remercier.

L'honorable trésorier vient de dire que son prédécesseur avait tort de se vanter d'avoir amélioré la situation financière....

L'honorable M. **Shehyn**.—Je faisais tout simplement une comparaison alors, entre les recettes de l'exercice précédent et celui pour lequel l'honorable député de Sherbrooke cherchait à s'attribuer tant de mérite.

L'honorable M. **Taillon**.—C'est bien, nous allons à notre tour, comparer le mérite que le Gouvernement pouvait avoir alors, avec le mérite que le cabinet peut avoir aujourd'hui en rapport avec la situation financière.

L'honorable trésorier disait que nous avions reçu \$247,000 du Gouvernement fédéral, c'est ce qui expliquait l'amélioration dans nos finances. Or c'étaient les conservateurs qui avaient mis devant les autorités à Ottawa la réclamation en vertu de laquelle on nous a accordé ce subside additionnel ; on se rappelle qu'on nous a accordé ce montant en compensation des sacrifices que nous avons faits pour la construction du chemin de fer du Nord. Nous sommes allés à

Ottawa faire valoir cette réclamation. Nous avons rencontré beaucoup de sympathies parmi la députation fédérale. Nous avons été très bien accueillis et les députés ministériels nous ont puissamment aidés. Alors la Province de Québec comptait plus que maintenant, car on n'avait pas encore réussi à nous diviser comme on l'a fait depuis. Nous avions une majorité qui nous a fait respecter ; la représentation fédérale de la Province n'était pas divisée par un faux patriotisme. Voilà ce que nous avons fait en 1884 pour améliorer la situation financière.

D'un autre côté, si vous êtes aujourd'hui en position de montrer un surplus apparent, ce n'est que parce que vous avez eu à percevoir la taxe et les arrérages de cette taxe imposée sur les corporations commerciales. Or, quels sont ceux qui ont imposé cette taxe ? Quels sont ceux qui ont lutté contre les corporations commerciales, ligüées contre la Province pour résister à l'imposition de cette taxe ? Ce sont les conservateurs. Quels sont ceux qui ont préparé les causes et poursuivi de tribunal en tribunal, les corporations qui refusaient de payer ? Ce sont encore les conservateurs. Et quand nous sommes tombés du pouvoir, ces causes étaient rendues devant le conseil privé. Ces messieurs ont changé d'avocat, et lorsque les appelants eurent plaidé la cause, et sans que M. Geoffrion, qui représentait le Gouvernement, eut prononcé un mot, les juges lui dirent : Vous n'avez pas besoin de parler, notre opinion est formée en faveur de la constitutionnalité de la loi.

Et voilà que ces messieurs se couvrent de ce mérite !!..

N'est il pas vrai que notre part de mérite vaut bien la leur, et davantage.

Cette somme, n'est-il pas vrai M. le Président, d'après le raisonnement de l'honorable trésorier, ne devrait pas être comptée comme on le fait. Du reste la plus grand partie de ce montant ne doit pas être considérée comme une recette

ordinaire. De cette somme il y a à déduire le montant de la taxe de l'année 1887-88. Nous supposons qu'il y a environ 117 ou \$120,000 pour l'année courante.

Voilà pour ce qui concerne le principal montant qui contribue à former le prétendu surplus de cette année ; je dis "prétendu surplus," car il est évident qu'on n'aura pas tous les ans, des arrérages aussi élevés à percevoir.

Maintenant, qu'on examine le règlement de comptes avec la cité de Montréal, et l'on verra que là encore, on a fait des réductions qu'on n'aurait pas dû faire, car on a diminué d'autant l'actif de la Province. Je me rappelle qu'il n'a pas été question de faire de telles réductions de notre temps. On a sacrifié une partie du montant dû pour s'assurer la rentrée d'une recette ordinaire, je veux parler de la contribution pour l'entretien des aliénés et des vagabonds. Voilà comment on s'y est pris pour avoir les recettes ordinaires tout en sacrifiant sur les recettes extraordinaires.

M. le Président, je crois avoir démontré que l'honorable trésorier n'a pas dit toute la vérité lorsqu'il a prétendu qu'il y avait toujours eu des déficits depuis 1875 ; en second lieu, que nous avons eu un surplus en 1885.86 et qu'en 1886 87, il y aurait encore eu un surplus ou au moins un budget en équilibre, si nos adversaires avaient continué à administrer les affaires comme elles l'étaient auparavant.

Je vais à présent relever une autre assertion erronée de l'honorable trésorier ; c'est à propos de l'emprunt.

"....Il doit donc paraître évident à tous que notre emprunt, qui a produit \$3,378,332.50, était insuffisant pour couvrir la somme entière de notre dette flottante, et qu'il aurait dû être un peu plus élevé."

Maintenant lisez la loi qui autorise l'emprunt et qu'est-ce que vous y trouverez ? Près de \$800,000 d'obligations dont nous ne sommes pas responsables, et dont ces messieurs

portent toute la responsabilité. Ainsi vous trouverez une somme de \$460,000 pour conversion de subsides en terre en argent, car la loi n'obligeait pas à convertir ces subventions en argent. Ces messieurs avaient combattu cette loi, de sorte qu'ils étaient bien moins obligés que nous à consentir à cette conversion. Quand ils sont arrivés au pouvoir il restait encore \$460,000 à convertir, ils ont décidé de les convertir, par conséquent eux seuls ont jugé à propos de grossir d'autant le montant de la dette flottante, et la responsabilité leur en appartient donc en entier.

Si ces messieurs veulent se justifier en disant qu'il leur fallait bien mettre certaines compagnies sur le même pied que les autres, je leur répondrai que l'un des leurs qui est ministre aujourd'hui, s'est, d'avance, comme tous ceux qui ont voté avec lui, dépouillé du droit d'invoquer cet argument là. En effet, n'est-il pas vrai que l'honorable secrétaire de la Province a soumis, en 1886, une proposition à l'effet que deux compagnies seulement méritaient, suivant lui, de bénéficier de cette politique de la conversion des subsides en terre, en subsides en argent. Donc, il ne leur répugnait pas alors de faire des distinctions entre telles et telles compagnies.

Dans la loi autorisant l'emprunt de 1887, il y a un autre montant dont nous ne sommes pas responsables ; je parle des \$200,000 pour le palais de justice de Montréal. Ce n'est pas nous qui avons engagé cette dépense de \$200,000 ; nous avons parlé de l'utilité qu'il y aurait d'agrandir le palais de justice, mais nous n'avons pas même dépensé la somme que nous avons fait voter par la Législature. Si on dépense une somme égale à celle que nous avons mise dans le budget ou tout autre montant plus élevé, cette dépense ne sera encourue que parce que le Gouvernement le voudra, et non pas parce que nous avons pris des engagements formels avant son arrivée au pouvoir.

Il y a aussi parmi les montants composant la dette flottante que cet emprunt devait liquider, une somme de \$25,000 pour les ponts en fer. C'est le parti au pouvoir qui a inauguré cette politique ; nous n'avons donc, ici encore, aucune responsabilité.

Il y a aussi \$10,000 pour couvrir les frais d'exploration des comtés de Bellechasse, Dorchester, etc., etc. Lorsque nous sommes descendus du pouvoir, cette dépense n'était pas faite, et ce sont les ministres actuels seuls qui en sont responsables.

Pour le palais législatif et pour le palais de justice de Québec, il y a une foule d'engagements entraînant des déboursés assez considérables, qui n'ont pas été contractés par nous.

En additionnant tous ces montants, nous avons déjà un total de près de \$800,000 dont nous ne sommes pas responsables.

Je vais maintenant démontrer que la balance de cet emprunt aurait pu être acquittée à même des recettes dont nous avons préparé la rentrée et dont nos successeurs allaient profiter, recettes qu'ils n'auraient pas dû appliquer comme ils l'ont fait au paiement des dépenses ordinaires. Ainsi il y avait les sommes dues par les corporations commerciales, et à la ville de Montréal ; sur ces montants il n'y avait qu'une très petite partie imputable aux recettes de l'année courante.

Donc l'honorable trésorier n'est pas dans la vérité lorsqu'il dit les paroles que je viens de citer.

Il y a ici quelque chose que je ne comprends pas, je suppose que les collègues de l'honorable trésorier pourront, en son absence, m'expliquer ce qu'il a voulu dire par ces paroles :

“ Cependant, à l'époque où notre état a été préparé, il

était difficile, sinon impossible, de prévoir que certaines réclamations contestées tourneraient contre nous, bien que dans le temps nous ayons déclaré que quelques-uns des comptes contestés finiraient par devenir des obligations légitimes.”

Je comprends que l'honorable trésorier a voulu dire que dans certains cas, on avait été devant les tribunaux et que dans d'autres, on avait réglé à l'amiable. Si tel est le cas, je dirai que le Gouvernement n'a pas apporté une bien grande vigueur à protéger les intérêts de la Province à propos de ces réclamations contestées. Le Gouvernement a paru avoir une peur exagérée des procès, lorsqu'il aurait mieux valu contester la validité de ces comptes devant les tribunaux. Parmi ceux que je vois aujourd'hui sur les banquettes ministérielles, il y en a qui, autrefois, voulaient que le Gouvernement ne réglât pas ainsi à l'amiable, et cela dans aucun cas. Que ceux-là n'oublient pas que le public n'est pas obligé de penser comme eux, car je sais qu'il y a là surtout une question de confiance. Je crois qu'il y a eu un peu trop de laisser aller à propos du règlement de ces réclamations ; on s'est montré très facile... Nous sommes maintenant à faire une enquête devant le comité des comptes publics sur l'une de ces transactions, qui nous a paru tout d'abord suspecte et qui nous paraît à présent bien mystérieuse. Je suppose qu'il va en être ici comme pour les détails des dépenses de la conférence interprovinciale, et que l'on va nous dire ce que l'on dit aux enfants “ vous êtes trop jeunes pour savoir cela, ” mais le peuple qui paie de ses deniers saura forcer le silence des ministres.

Quand le Gouvernement règle une réclamation, non pour satisfaire les fins de la justice mais pour favoriser illégitimement certains amis, on nous dit : vous n'avez pas à y voir. Je n'irai pas plus loin pour le moment. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet-là, me contentant aujourd'hui d'y faire une simple allusion en passant.

Parlant de l'augmentation du service de l'intérêt sur la dette, l'honorable trésorier raisonne comme s'il n'était nullement responsable de cette augmentation, voulant faire comprendre que nous seuls devons en porter la responsabilité. Je n'admets pas que nous sommes responsables de cette augmentation. Nous le sommes pour une partie peut-être, mais pas pour le tout.

Pour le reste des assertions contenues dans l'exposé budgétaire, il en est à peu près comme pour celles que je viens de relever. Le fait est que l'honorable trésorier avait mis ses lunettes rouges ce soir-là, c'est ce qui explique son inconcevable partialité.

M. le Pré-ident, je vais lire maintenant, quelques chiffres que j'ai préparés sur les dépenses de 1888-89 comparées à celles de la dernière année du régime conservateur, 1885-86.

En 1888-89, la législation a coûté \$224 544.16, tandis qu'en 1885-86, du temps des conservateurs, cette dépense ne s'est élevée qu'à \$181,987.75, soit une augmentation de \$42,556.41.

En 1888-89, le service civil a coûté \$231,763.50, en 1885-86, \$183,675.41 ; augmentation, \$48,088.09.

L'administration de la justice a coûté \$402,770.98 en 1888-89, et \$363,746.48 en 1885-86, soit une augmentation de \$39,024.50.

Le service de la police a coûté en 1888-89, \$19,049.33, et en 1885-86, \$14,090.00, soit encore une augmentation de \$4,959.33.

Il en est de même pour l'inspection des bureaux publics. En 1888-89, elle coûtait \$9,000.00, et que \$6,337.33, en 1885-86, augmentation \$2,662.67.

Pour les travaux publics, l'honorable trésorier a eu recours à un truc qu'il dénonçait pourtant très vivement lorsqu'il était

dans l'opposition, bien que nous ne l'ayions jamais employé, je veux parler de la division de certaines dépenses en spéciales et ordinaires.

En 1888-89, le budget contenait un montant de \$116,168.13 pour travaux et édifices publics, mais on trouve aux pages 29, 30 et 31 du budget des dépenses spéciales de la Province pour l'exercice finissant le 30 juin 1890, pour le même service, des sommes formant un total de \$119,400.00, en sorte que le total général est de \$235,568.13. Or en 1885-86, ce service ne nous a coûté que \$82,584 40 ; augmentation, \$152,983.73.

Il y a aussi les \$6,000 de la commission des asiles, dépenses absolument inutiles.

Pour les terres, de la couronne, on a dépensé en 1888-89, \$201,200.00, et en 1885-86, que \$130,000.00 ; augmentation, \$71,200.00.

C'est en face de tels chiffres que l'honorable trésorier nous dit qu'il n'y a pas d'augmentation dans les dépenses. S'il avait entendu son prédécesseur dire de ces choses, il aurait été intéressant de voir comme il se serait scandalisé !... Il n'aurait pas manqué de lui dire, comme il l'a fait du reste dans une circonstance, “ vous avez un pied dans la tombe, songez donc à vos fins dernières.”

L'honorable trésorier est vieux, lui aussi, il ferait bien d'y réfléchir à son tour.

De tout ceci il résulte clairement, qu'il y a augmentation considérable dans les dépenses. Aussi l'honorable trésorier renonce-t-il à faire une comparaison avec nos dépenses, comparaison qu'il sait d'avance devoir tourner contre lui.

M. le Président, l'année dernière on nous promettait des réductions considérables pour l'exercice en cours, or que voyons-nous aujourd'hui ? Nous voyons l'honorable trésorier, après nous avoir fait voter un budget supplémentaire l'année

dernière pour l'exercice en question, revenir encore cette année avec un autre budget supplémentaire, de sorte qu'il ne reste plus rien de ces prétendues réductions. Le trésorier a peut-être la contrition, mais ce qui lui manque, c'est le ferme propos. C'est ce qui fait que l'année prochaine il demandera encore des crédits supplémentaires ou il aura recours aux mandats spéciaux

A propos de mandats spéciaux, l'honorable trésorier se félicite de ce qu'il n'y en a pas cette année, Je trouve qu'il n'a pas lieu de s'en vanter, car l'existence des mandats spéciaux dépend dans une grande mesure, de l'intervalle, qui s'écoule entre les deux sessions. S'il n'y avait eu par exemple, que trois mois d'intervalle, le Gouvernement ne pourrait, plus tard, se vanter de ne pas avoir eu recours à la ressource des mandats spéciaux, il me semble que cela saute aux yeux. Il ne s'est écoulé que six mois depuis la dernière session à venir à la présente réunion des Chambres, et si dans un si court intervalle, comparativement parlant, le Gouvernement n'a pas eu le temps de recourir aux mandats spéciaux, il ne peut s'en vanter.

On nous a reproché d'avoir eu trop largement recours à cette ressource ; mais je ferai remarquer que des mandats spéciaux avaient été émis pour payer des sommes considérables immédiatement après la vente du chemin de fer du Nord ; il s'agissait de liquider des comptes se rapportant à la construction et à l'exploitation de cette voie ferrée. Comme on ne pouvait retarder ces paiements, il a bien fallu recourir à la ressource des mandats spéciaux.

Pour faire oublier la rupture des promesses d'économie faites par lui et par ses amis, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, l'honorable trésorier nous dit qu'il a de l'argent pour rencontrer ces augmentations dans la dépense. S'il eût voulu dire toute la vérité, il aurait ajouté que ce sont les conser-

vateurs qui lui ont donné cet argent dont il fait maintenant un si mauvais usage.

Il paraît que l'honorable trésorier ne peut s'expliquer notre manière de voir ; dans ce cas je puis lui assurer qu'il y a réciprocité entre nous, surtout en ce qui regarde le revenu provenant des taxes sur les corporations commerciales. Dès 1882, les conservateurs voulant faire disparaître les déficits qui se produisaient chaque année, ont songé à créer de nouvelles sources de revenus. En même temps, ils déclarèrent que la taxe alors imposée ne serait que temporaire. On a donc fait voter cette loi en 1882. En 1884, les conservateurs, poursuivant toujours l'idée du relèvement de nos finances, réussirent à conclure des arrangements avec les autorités fédérales. Grâce aux recettes nouvelles permanentes que nous assuraient ces arrangements, grâce aussi aux économies que nous avons réalisées, nous avons un budget eu équilibre ; nous n'avons donc plus besoin de la taxe sur les corporations commerciales, car on ne taxe pas avec plaisir, surtout quand il s'agit d'un impôt direct.

J'avais déclaré dans une assemblée à Montréal,—et j'étais autorisé à le faire par l'honorable premier ministre et par l'honorable trésorier,—que si le jugement que nous attendions alors du comité judiciaire du conseil privé en Angleterre était en faveur du Gouvernement, nous nous battrions à percevoir les arrérages qui pourraient être dus, et qu'ensuite, nous serions en état d'abroger la loi. Voilà la déclaration que j'ai faite de bonne foi. Je crois encore qu'il aurait été possible de réduire les dépenses et que nous aurions rencontré l'augmentation nécessaire dans le service des intérêts sans avoir recours à cette taxe. Mais nous n'avons pas eu l'occasion de mettre nos projets à exécution, vu que le jugement du conseil privé n'a été rendu qu'après l'arrivée au pouvoir des messieurs de la droite. Depuis ils se sont promptement réconciliés avec l'idée de cette taxe ; et l'honorable premier ministre lui-même ne disait il pas en

1887, aux électeurs de Laprairie, qu'il était temps que ces gros bonnets de la finance payassent une partie des charges publiques, et fournissent des fonds pour encourager spécialement la colonisation, l'agriculture et l'instruction des enfants du peuple....

L'honorable M. **Mercier**.—Que feriez-vous si vous arriviez au pouvoir?....

L'honorable M. **Taillon**.—J'ai fait de bonne foi la déclaration que je viens de rappeler, et je dis que ce que nous nous proposons de faire alors était possible, mais aujourd'hui, ce sera peut être très difficile, et c'est la stricte vérité. Quand je dis que le Gouvernement a augmenté les dépenses, c'est vrai, personne ne peut le nier; et quand je dis qu'il ne les diminuera pas, je parle d'après l'expérience. Tout cela rendra l'abrogation de la loi très difficile.

M. le Président, ceux qui disaient que cette taxe pesait exclusivement sur la classe riche, exagéraient, de même aussi ceux qui prétendaient qu'elle ne devait peser que sur les pauvres, exagéraient à plaisir. Le fait est que cet impôt pèse à peu près également sur tout le monde. Prenez, par exemple, les opérations des banques et des compagnies d'assurance, les actionnaires de ces corporations n'en souffriront guère, car on n'aura qu'à augmenter un peu les taux chargés. Mais là où elles peuvent en souffrir c'est quand les particuliers peuvent faire aussi bien que les corporations elles-mêmes, par conséquent elles ont à lutter contre des gens qui ne sont pas taxés comme elles le sont. Je vais citer un exemple. Prenez le commerce de bois; il y a des corporations qui font ce commerce, comme il y a aussi de simples individus. Ces corporations ne peuvent pas reprendre au moyen d'une augmentation quelque minime quelle soit sur le prix de leur marchandise, ce qu'elles doivent payer pour cette taxe, parce qu'à côté d'elles il y a des individus qui n'ayant pas un tel impôt à

payer, n'ont pas par conséquent la même raison, d'élever leur prix. Donc, dire que cette taxe pesait exclusivement sur la classe riche ou sur la classe pauvre, c'était exagérer à dessein ; donc ce n'était pas juste ni dans un cas ni dans l'autre.

C'était une taxe directe, et comme cette espèce de taxe est toujours odieuse, nous comprenions qu'il fallait nous en dispenser le plus tôt possible. C'était, en effet, ce que nous nous propositions de faire.

Je reviens à l'exposé budgétaire, dont je me suis éloigné quelque peu, depuis un instant.

L'honorable trésorier n'a pas osé prédire beaucoup de choses à propos du résultat financier de l'année courante et de l'année prochaine.

Voici d'abord ce qu'il dit pour l'exercice 1888-89 :

“ On comprendra facilement qu'il m'est impossible d'indiquer d'une manière précise le résultat des opérations de cet exercice, attendu que la moitié seulement en est écoulée.”

Et dans les autres observations qui suivent, il reste toujours dans le vague, sans risquer une opinion sur le résultat probable au point de vue d'un surplus ou d'un déficit. Cela prouve que son mécompte de l'année dernière l'a rendu prudent.

Il n'est pas moins circonspect pour ce qui regarde l'année prochaine. Après avoir montré des chiffres qui donnent un surplus apparent d'une cinquantaine de milliers de piastres, il ne paraît pas croire à l'existence éventuelle de ce surplus, car il se contente de clore ses remarques sur les opérations de cet exercice-là, par les paroles suivantes :

“ Je crois que la Chambre et le pays admettront que nous avons réellement et efficacement travaillé à rétablir l'équilibre dans nos finances,” il se contente de l'équilibre cette fois, c'est il est vrai un peu moins loin de la vérité que

s'il avait parlé de surplus, mais ce n'est pas exact, tant s'en faut . . . "et il me semble que nous avons bien le droit de dire que notre travail n'a pas été infructueux."

C'est tout. Il ose bien laisser entrevoir un surplus, mais ce surplus n'est pas solide du tout. D'ici à la prorogation, il y aura un budget supplémentaire et nous en aurons à coup sûr, un autre à la prochaine session. Comme l'année prochaine, il n'y aura pas d'airérages de taxes sur les corporations commerciales à percevoir ni d'arrangement financier à prendre avec la ville de Montréal, pouvant faire verser des centaines de milliers de piastres dans le trésor ; nous pouvons donc nous attendre à ce qu'il ait un déficit tellement réel qu'on ne pourra pas même essayer de le nier. Il n'est pas étonnant qu'en face d'une situation comme celle-là, le Gouvernement ne puisse dire rien autre chose qu'il a augmenté le revenu.

Par quel moyen a-t-il augmenté le revenu ? Examinons cette prétention. Il y a augmentation dans les recettes, mais le Gouvernement en a-t-il bien tout le mérite ? Non, car pour une bonne partie elle est due à son prédécesseur. Une autre source qui va produire plus, c'est le commerce de bois. On attend plus des licences. Voilà les deux principales sources à propos desquelles ces messieurs peuvent réclamer quelque mérite.

A propos des licences, lorsque nous avons voulu parler de demander \$2.50 de plus à celui qui ferait la demande d'une licence, on a failli nous écorcher ; et cependant nos adversaires ont mis dix piastres par licence et nous n'avons pas soulevé la moindre récrimination. On a dit que cela ne devait durer qu'une année. Et l'année suivante, on a imposé une nouvelle taxe sur les aubergistes équivalant à vingt cinq pour cent du montant prélevé antérieurement, mais je n'ai rien à redire là-dessus, car je suppose que cela rencontre les vues et les désirs des apôtres de la tempé-

rance, attendu que je suis en faveur de tout ce qui tend à favoriser cette cause.

Mais pour revenir à mon argument, je dis que si vous avez plus de revenus, vous ne pouvez pas, en somme, vous en attribuer un grand mérite, puisque vous êtes obligés de dire que “ si nous avons augmenté les dépenses, nous avons aussi augmenté les revenus.” Donc, vous n’avez pas grand mérite.

On a dû aussi remarquer que l’honorable trésorier prétend que le Gouvernement a répondu à l’attente générale de la Province, et qu’il a rempli ses promesses. Que le trésorier ne se fasse pas d’illusion, loin d’avoir répondu à l’attente, le Gouvernement a causé une déception sur toute la ligne. Pendant que les ministres étaient dans l’opposition, ils ont abusé de leur droit de prêcher l’économie, à tel point, qu’ils en étaient rendus à dire que nous étions envoyés par le Gouvernement fédéral pour ruiner les finances de la Province, parce que les hommes qui sont au pouvoir à Ottawa, rêvent la destruction, l’anéantissement des Provinces. On répétait ces absurdités sans le moindre égard pour la vérité. On ne tenait, comme de raison, aucun compte du fait que ces mêmes hommes du fédéral nous avaient accordé des arrangements financiers par lesquels, ils nous avaient assuré un revenu additionnel permanent de \$247,000 par année. Il fallait crier, accuser à tort et à travers, il fallait calomnier, et l’on criait, accusait et calomniait sans le moindre scrupule. Et aujourd’hui que ces mêmes hommes, nos accusateurs d’hier, sont arrivés au pouvoir, aujourd’hui qu’ils ont augmenté les dépenses partout sans se soucier de leurs promesses passées, promesses qui ont contribué à leur faire donner le pouvoir dont ils font un si mauvais usage, aujourd’hui que ces hommes sont obligés de retracter leurs accusations d’autrefois en disant que nous avions tellement réduit les dépenses que nous en étions rendus à compromettre l’efficacité du service public,

aujourd'hui que ces hommes sont tellement convaincus de leurs extravagances et de leurs gaspillages qu'ils n'ont rien de mieux à dire, pour s'excuser, qu'ils ont aussi augmenté le fardeau de la taxe, ils ont l'effronterie, après avoir trompé tous ceux qui ont commis la folie d'avoir confiance en eux, de venir dire qu'ils ont répondu à l'attente générale, qu'ils veulent une politique large et de progrès. Tout cela, ce ne sont que des mots pour cacher des extravagances sans nom, tout cela a été fait non pour promouvoir une politique de progrès, mais pour gorger certains favoris du Gouvernement, et pour placer une foule d'employés inutiles dans les départements.

Vous avez aussi augmenté la dette, est-ce pour une politique de progrès, pour aider à la construction des chemins de fer, par exemple ? Mais cette politique là, vous n'en avez pas le mérite, puisqu'elle a été inaugurée par nous et combattue par vous. Ces hommes qui, de notre temps, ne voulaient pas tenir compte de la cause de la création de la dette et qui, par conséquent, refusaient d'y voir une justification quelconque, l'augmentent pour la même fin, bien qu'ils aient prétendu que le chiffre auquel nous l'avions portée, devait alarmer le peuple de cette Province,

Aujourd'hui, ils nous parlent de politique de progrès, et ils semblent convertis à des idées plus raisonnables en fait de mesures destinées à l'avancement matériel du pays. S'ils veulent faire rien autre chose que le développement légitime et prudent de la politique dont nous réclavons le mérite à titre d'initiateurs, nous dirons : tant mieux, car nous voulons avant tout le bien public, et que, comme hommes de parti, nous trouvons une ample vengeance des injures passées dans ce qui se fait maintenant.

On nous a accusé d'avoir gaspillé les deniers publics ! Aujourd'hui n'avons-nous pas le droit de faire des reproches à ceux qui nous accusaient aussi injustement ? Ce sont

ceux-là mêmes qui tenaient ce langage, qui viennent se soufleter en augmentant les dépenses sans motif plausible.

Aujourd'hui que les rôles sont changés, je n'emprunterai pas le langage de ces messieurs pour qualifier leur conduite, ni irais-je crier que nous sommes à la veille de faire banqueroute. Non, M. le Président, j'ai confiance dans le crédit de la Province ; il est assez fort pour résister aux extravagances de ceux qui la gouvernent, pourvu que ce régime ne dure pas trop longtemps, car il y a une limite qu'il serait extrêmement dangereux d'atteindre. Nous ne ferons rien qui tendrait à diminuer le crédit public ; nous dirons toujours autant que notre conscience nous le permettra, que la Province est capable de résister sans sombrer au système de gaspillage inauguré par nos adversaires. Mais pour cela nous n'en continuerons pas moins à dénoncer énergiquement leur scandaleuse administration des deniers publics. C'est là l'une des questions les plus importantes qui se posent entre nous et nos adversaires. Ce qu'ils font à présent, est la répudiation la plus éclatante possible des accusations, de toutes les calomnies qu'ils ont entassées contre nous. C'est aussi le contraste le plus frappant que l'on puisse concevoir entre notre conduite et la leur.

Quand il s'agira véritablement d'une politique de progrès, basée sur la prudence et la sagesse, le Gouvernement pourra compter sur notre concours et sur notre approbation. Mais nous serons toujours sur la brèche pour défendre les intérêts publics tant que les ministres persévéreront dans la voie où ils se sont engagés.

L'honorable trésorier a cherché à discréditer ses adversaires afin de faire mousser ses prétentions. C'est pourtant ce qu'il nous reprochait de faire. Comme les temps sont changés !... Je ne puis le châtier mieux qu'en lui lisant ce

qu'il disait en 1885, et le tableau est tellement fidèle, tellement ressemblant, qu'il va se reconnaître :

“ De fait ”... et M. le Président, je puis dans leur ensemble, appliquer les paroles que je vais citer à l'honorable trésorier, puisque sans s'en apercevoir il se peignait lui-même en voulant caricaturer son prédécesseur, l'honorable député de Sherbrooke.... “ De fait son exposé financier n'est pas ce que la Province avait droit d'attendre de lui dans les circonstances actuelles ; il est illusoire, propre à induire en erreur, et pour tout esprit sérieux, cet exposé n'est pas de nature à satisfaire.... Ce discours n'offre aucune garantie pour l'avenir, ne fait prévoir aucune mesure de nature à améliorer la situation. On dirait que l'honorable trésorier n'a eu qu'un objet en vue : créer l'impression que grâce à lui, il a réussi à conjurer en partie les fautes de son prédécesseur et améliorer la position. Il ne dit rien qui puisse ramener la confiance, ne laisse prévoir aucune réforme sérieuse et honnête ; en un mot, il s'en tient à son système de *laisser faire*, qui, plus que jamais malheureusement, reste à l'ordre du jour.”

Voici que commence le portrait proprement dit, écoutez bien, vous allez voir comme le miroir était fidèle.

“ D'abord, l'honorable trésorier semble avoir pour ce poste, un amour qui dépasse celui d'un homme désintéressé et qui est mu seulement par le désir du bien public ! Il a l'étrange manie, ou du moins c'est là l'impression qu'il veut faire, que la chose publique ne saurait marcher heureusement s'il n'a pas la manipulation du trésor ; lorsqu'il n'est pas là, il assume un air d'inquiétude et d'anxiété pour l'avenir financier de la Province. Il laisse comprendre d'un ton mystérieux, que l'état financier est presque désespéré et que le trésorier, quel qu'il soit, n'a pas le talent requis pour conjurer le danger qui menace le pays, que lui seul est l'homme qui peut sauver la situation. Il gémit en présence

de ses collègues sur les dangers qui menacent l'avenir de notre Province.

“ Pour tout homme qui ne le connaît pas, on serait porté à croire qu'il est l'homme de la situation, tellement il joue bien son rôle.

“ Chose singulière, c'est que cette conduite de dépréciation à l'égard de ses amis et de ses adversaires, lui a réussi à merveille, car il a toujours fini par faire croire à ses amis politiques qu'il est le seul financier possible, sans cependant avoir jamais montré une capacité plus qu'ordinaire.

“ Mais il ne s'est pas plutôt emparé des clefs du trésor, qu'il reprend sa bonhomie habituelle ; de son fauteuil de trésorier, il se remet de nouveau à démontrer l'incurie de ses prédécesseurs et nous fait voir que maintenant qu'il est là, les choses vont changer, que les recettes et les dépenses vont bientôt s'équilibrer. Il nous présente des états mirobolants, mais n'importe, ses amis politiques semblent accepter tout ce qu'il dit comme une parole d'évangile.

“ Ils ne veulent pas admettre la vérité, le pouvoir pour eux a tant d'attrait, ils veulent le conserver à tout prix, aussi notre trésorier qui connaît son monde, leur sert le plat qui leur est agréable, car il est probable que s'il disait la vérité, on trouverait qu'il manque d'habileté et on le mettrait de côté.

“ Cependant, de temps à autre la vérité sur la situation financière se fait jour, malgré tous les efforts que l'on fait pour la tenir dans l'ombre.

“ Tandis que l'honorable trésorier nous soumet des états qui démontrent une diminution sensible dans les déficits, il est officiellement constaté aujourd'hui, que les déficits sont aussi forts que jamais.

“ Il est si facile de manipuler les chiffres de manière à

leur faire dire le contraire de ce qui existe, et c'est là la tactique suivie par l'honorable trésorier."

Voilà ce que nous disait autrefois l'honorable député de Québec-est, aujourd'hui trésorier de la Province. D'avance il se peignait lui-même. Il ne doit pas trouver mauvais que nous lui rappelions en passant, comment il traitait son prédécesseur ; et s'il compare sa conduite et son langage d'autrefois avec ce que nous faisons et ce que nous disons aujourd'hui sur son compte, il ne pourra s'empêcher d'admettre que l'avantage est de notre côté. S'il revient dans l'opposition, l'expérience qu'il acquiert, lui enseignera d'être plus modéré qu'il ne l'a été.

M. le Président, j'aime à voir ces messieurs de la droite compléter leur prétendue politique de progrès ; je tiens à ce qu'il ne reste pas d'équivoque là-dessus. Il est vrai que, depuis deux ans, nous avons assisté à un triste spectacle. Nous avons assisté à la violation des principes du parlementarisme. Il est admis comme une vérité incontestable que, quand un parti est dans l'opposition, il écrit son programme pour le jour où il arrivera au pouvoir. D'où il suit qu'il ne doit pas abuser de son droit de critique, car il doit toujours avoir présent à l'esprit, la salutaire pensée que le public se rappellera ce qu'il aura fait et dit, pendant qu'il était dans l'opposition. Il ne doit pas oublier qu'on pourra l'accuser de manquer de sincérité.

On dit que c'est le parti national qui est au pouvoir. Je ne puis l'admettre. Je vois bien dans les rangs de la majorité des hommes qui se sont combattus, mais je ne vois aucun point de raliement légitime entre eux. Il y a eu absorption de quelques conservateurs, mais non pas coalition.

- J'accuse carrément le Gouvernement d'avoir trompé le public, d'avoir fait croire au peuple qu'il dépenserait moins que le cabinet précédent. Et il a fait tout le contraire, une fois rendu au pouvoir. Ce parti a augmenté les dépenses

sans la moindre nécessité, et après avoir condamné l'augmentation de la dette, il lui a fait atteindre un chiffre auquel elle n'avait jamais atteint auparavant.

Si ces messieurs nient cette accusation, je leur dirai : vous trompiez donc le peuple en 1887, vous admettez par là même que vous aviez tort de dire qu'il fallait un emprunt pour payer les obligations de vos prédécesseurs, puisque la plus grande partie de ces obligations ne sont pas encore payées, et qu'il ne reste presque plus rien de votre emprunt. Si non, dites franchement qu'il va vous falloir un autre emprunt pour acquitter les dettes que vous avez créées. Tous les électeurs qui comprennent quelque chose aux affaires publiques, verront bien que vous les avez indignement trompés.

Nous n'avons pas cessé de donner franc-jeu au Gouvernement, à tel point qu'on nous a même accusés de faire une opposition par trop bénigne. Nous avons fait une opposition si loyale, si facile, que les propres amis du Gouvernement ont ri de nous, au lieu de nous en tenir compte et de nous en reconnaître du mérite.

Ces messieurs avaient une majorité assez forte pour prouver qu'ils étaient sincères dans leurs protestations. Ils devaient prouver la sincérité de leurs luttes contre nous, et quand ils disaient que telles et telles choses étaient désirables dans l'intérêt du pays, ils devaient les donner une fois installés au pouvoir. Mais non, toutes leurs promesses sont maintenant à l'eau. J'accuse le Gouvernement d'avoir violé ses engagements ; or les engagements pris devant le public, sont aussi sacrés que ceux pris devant un notaire. Lorsque des hommes qui aspirent aux premières positions, vont parler devant le peuple, lorsque, M. le Président, nous demandons le respect et l'attention des électeurs, croyez-vous que nous aurions ce respect et cette attention si, une fois, rendus au pouvoir, les hommes qui ont réussi à obtenir la confiance

de la majorité, ne faisaient pas mieux que ceux qu'ils cherchaient à remplacer, croyez-vous que les électeurs auraient bien du respect pour ces hommes-là, s'ils savaient qu'ils vont les tromper et que toutes leurs promesses s'en vont oubliées lorsque le jour de les remplir sera arrivé.

Nous comprenons notre rôle d'oppositionalistes ; nous tâcherons d'éviter les excès dont ces messieurs nous ont tant de fois donné l'exemple ; nous nous donnerons bien la garde de prêcher des doctrines que nous ne voudrions pas pratiquer lorsque nous serons au pouvoir. Nous tâcherons de mettre en pratique les leçons de ceux qui ont inventé et perfectionné le système de gouvernement que nous avons, nous faisant toujours un devoir de marcher sur les traces de ces hommes qui peuvent nous servir de modèles, respectant tout ce que les électeurs s'attendent à nous voir respecter. En suivant ces principes et en pratiquant une politique basée sur la prudence, la sagesse et les véritables besoins de la Province, nous aurons une population heureuse, vivant dans une harmonie parfaite avec les autres races qui nous entourent. Notre peuple respectueux des droits d'autrui, comme l'atteste son histoire, prospérera et grandira dans une paix complète et féconde pour ses destinées. Mais cet idéal qui peut être demain la réalité, ne deviendra un fait accompli, que si nous n'abandonnons ces provocations et ces appels aux préjugés religieux et nationaux. Il faut aussi que le peuple ait confiance dans la sincérité de ceux qui le gouvernent, et il ne pourra en être ainsi tant qu'il verra un Gouvernement dont le premier souci depuis qu'il est au pouvoir, a été de déchirer ses promesses du passé et lancer la Province dans les plus terribles aventures.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Flynn, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Ma-

jesté pour les besoins du service public dans cette Province, mais elle regrette de constater que, comparés aux déboursés faits pendant l'exercice de 1885-86 par le ministère précédent, pour les branches du service public ci-dessous énumérées, les dépenses de l'exercice 1888-89 par le Gouvernement actuel pour les mêmes fins sont augmentées d'une manière alarmante pour l'avenir des finances de la Province, comme il appert par les chiffres officiels suivants extraits des comptes publics de 1885-86 du budget des dépenses de la Province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1890 :

Législation 1888-89.....	\$224,544 16
“ 1885-86.....	181,987 75
Augmentation.....	\$ 42,556 41
Gouvernement civil 1888-89.....	231,763 50
“ “ 1885-86.....	183,675 41
Augmentation.....	\$ 48,088 09
Administration de la justice 1888-89.....	\$402,770 98
“ “ 1885-86.....	363,746 48
Augmentation.....	\$ 39,024 50
Police, 1888-89.....	\$ 19,049 33
“ 1885-86.....	14,090 00
Augmentation.....	\$ 4,959 33
Inspection des bureaux publics, 1888-89....	\$ 9,000 00
“ “ “ 1885-86....	6,337 33
Augmentation.....	\$ 2,662 67
Travaux et édifices publics, 1888-89.....	\$116,168 13

Travaux et édifices publics entrés, pour l'exercice 1888-89, comme dépenses spéciales aux pages 29, 30 et 31 du budget des dépenses de la Province pour l'exercice finis-ant le 30 juin 1890.....	\$119,400 00
Montant 1888-89.....	\$235,568 13
Travaux et édifices publics en 1885-86.....	82,584 40
Augmentation.....	\$152,983 73
Commission royale des asiles d'aliénés, 1888-1889.....	\$ 6,000 00
Département des terres de la couronne 1888-1889.....	\$201,200 00
Département des terres de la couronne 1885-1886.....	130,000 00
Augmentation.....	\$ 71,200 00

La Chambre est d'opinion qu'avec une sage économie et une politique financière prudente, ces augmentations dans les dépenses de la Province ci-dessus énumérées pour l'exercice 1888-89, comparées à celles de 1885-86 pour les mêmes fins, auraient pu et pourraient être évitées, et que le Gouvernement n'a pas des sources de revenu suffisantes pour les défrayer sans avoir recours aux recettes extraordinaires qu'il devait employer au paiement des subventions aux chemins de fer et des autres obligations extraordinaires de la Province.

Que, pour ces augmentations dans les dépenses du service public, contrairement aux promesses d'une politique d'économie qu'il a faites aux électeurs de la Province, le ministère mérite la censure de cette Chambre.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, j'ai écouté l'honorable chef de l'opposition avec beaucoup d'intérêt ; j'ai admiré l'habileté avec laquelle il a défendu sa mauvaise cause. Je regrette qu'il ait gâté l'effet d'un aussi beau discours par une aussi mauvaise proposition. Il a bien commencé mais il a mal fini. Mon honorable ami me permettra de lui dire qu'il a le talent de faire rire, mais qu'il n'a pas celui de convaincre. Je me suis beaucoup amusé de voir le député de Richmond et Wolfe rire des farces que débitait son chef. C'est la première fois que je vois un homme faire rire en se lamentant sur le sort du pays. Après le discours de l'honorable député de Montmorency, il nous était réservé d'entendre une harangue dont Beaumarchais n'aurait pas repoussé la paternité. Mon honorable ami le député de Montmorency parle avec des larmes dans la voix, tandis que son chef fait rire.

Le fait est, M. le Président, que quand on voit un homme d'esprit comme l'honorable chef de l'opposition, essayer de convertir un surplus en un déficit, il n'y a pas moyen de s'empêcher de rire un peu. Le député de Montmorency qui s'y entend en finance, comme l'éléphant en musique, ne pouvait s'empêcher de trembler en voyant l'audace avec laquelle mon honorable ami s'avance sur un tel terrain. Il avait l'air de dire à ses voisins ne riez pas, car autrement l'affaire est manquée. Malgré cela, le coup est manqué et bien manqué. Si on ne comprend pas mieux maintenant la situation financière, au moins on a pu applaudir un beau discours.

Il avait entrepris une tâche ingrate en se faisant en quelque sorte l'esclave des opinions risquées de l'honorable député de Montmorency. Voyez, M. le Président, comme la proposition du chef de l'opposition ressemble à celle que le député de Montmorency a soumise l'autre jour. Voici

l'amendement du député de Montmorency, de vendredi dernier :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa
“ Majesté pour les besoins du service public dans cette
“ Province, mais elle regrette de constater que comparées
“ aux déboursés faits pendant l'exercice de 1885-86 pour
“ les branches du service public ci-dessous énumérées, les
“ dépenses de l'exercice 1887-88 par le Gouvernement actuel
“ pour les mêmes fins ont été augmentées d'une manière
“ alarmante pour l'avenir des finances de la Province, comme
“ il appert par les chiffres officiels suivants, extraits des
“ comptes publics de 1885-86 et 1887-88.”

Et l'honorable chef de l'opposition dit :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa
“ Majesté pour les besoins du service public dans cette
“ Province, mais elle regrette de constater que, comparées
“ aux déboursés faits pendant l'exercice de 1885-86 par le
“ ministère précédent pour les branches du service public
“ ci-dessous énumérées, les dépenses de l'exercice de 1888-
“ 89 par le Gouvernement actuel pour les mêmes fins sont
“ augmentées d'une manière alarmante pour l'avenir des
“ finances de la Province, comme il appert par les chiffres
“ officiels suivants extraits des comptes publics de 1885-86
“ et du budget des dépenses de la Province de Québec
“ pour l'exercice finissant le 30 juin 1890. ”

N'est-ce pas que c'est bien pareil. . . ? Franchement l'honorable chef de l'opposition avait trop bien parlé pour finir si mal. Il n'aurait pas dû faire ce plagiat, car c'est un plagiat.... Parce qu'on est chef de parti, cela ne donne pas le droit de voler un ami, et l'honorable chef de l'opposition n'aurait pas dû commettre ce larcin.

M. le Président, j'en demande bien pardon à mon honorable ami, mais je suis forcé de dire que la proposition de

l'honorable député de Montmorency était plus logique, au moins elle s'appliquait aux dépenses faites, tandis que le chef de l'opposition n'a pas songé à faire cette différence entre les dépenses à faire et celles qui sont faites. Le député de Montmorency n'a pas été juste pour son chef, il aurait dû lui dire : prenez les chiffres, mais laissez le reste de ma proposition. Qu'il confonde les dépenses faites avec celles qui sont à faire, voilà une mésaventure qui ne lui fait pas honneur. Mais, M. le Président, nous ne sommes pas ici pour rendre les gens sages ; nous y sommes pour rendre le pays heureux.

Je n'entrerai pas dans les détails pour savoir si l'honorable trésorier a dépensé 25 cts de trop, 20 cents là et 15 cents ailleurs ; s'il donne trop pour venir en aide aux institutions de charité ou, si encore, il subventionne trop largement l'agriculture et la colonisation. Je ne fatiguerai pas la Chambre avec tous ces détails, seulement je dirai que quand le parti de l'honorable chef de l'opposition a voulu faire un budget pour tromper le peuple il n'a pas réussi dans son entreprise car le peuple ne s'est pas laissé tromper. A la veille des élections, les conservateurs ont réussi à faire des économies d'apparat. Mais cette ruse n'a trompé personne. La preuve que je dis vrai, c'est que nous, que l'on accuse d'extravagance, nous donnons l'argent à profusion pour faire le progrès intellectuel et matériel de la Province, tandis que ces messieurs retranchaient 20 pour cent sur les montants accordés aux institutions de charité pendant qu'ils gorgeaient leurs favoris. Ils jetaient l'argent du public, par les portes et les fenêtres, et pendant ce temps ils avaient assez peu de cœur pour aller arracher quelques piastres à ces bonnes sœurs qui se dévouent pour le soutien des malades, des pauvres et des infirmes. Nous de notre côté, bien loin de suivre cette conduite, nous disons que nous ne pouvons pas en faire trop pour nos institutions de charité.

Avec notre système, nous gardons la confiance du public, et je crois que sous ce rapport nous réussissons assez bien.

Je ne recommencerai pas la discussion si ingrate, et faite avec si peu de succès par l'honorable chef de l'opposition, je ne discuterai pas avec lui, les moyens qu'il a cru devoir employer pour convertir un surplus en un déficit. Je ne discuterai pas non plus si nous dépensons un peu plus que nos adversaires pour la législation. En effet, pourquoi venir aujourd'hui parler de cette augmentation ? Ne sait-on pas que ces messieurs de l'opposition ont été tous unanimes à voter cette dépense ? Ils ont voté avec nous pour mettre l'indemnité à \$800, et maintenant qu'ils sont certains de l'avoir, car une loi a été passée la leur garantissant, ils sont prêts à critiquer le Gouvernement pour cela. Lorsqu'il a été question d'augmenter l'indemnité, des membres de la gauche sont venus ici me supplier de la fixer à un chiffre plus élevé, qu'elle ne l'est à présent. Le premier, chose incroyable, qui a dénoncé le Gouvernement à ce propos, a été le même qui a signé l'un des premiers la requête demandant au Gouvernement cette augmentation de l'indemnité. Ces messieurs peuvent aujourd'hui, à leur aise, faire les indignés ; ils sont certains quand même de toucher l'augmentation. Laissons-les jouir de leur tactique humiliante : Dieu merci, nous sommes le parti de la parole d'honneur, et nous saurons la respecter en toute occasion. Il est bon que le public connaisse la conduite de ces messieurs et les gens à qui nous avons affaire. Quand vous irez devant les électeurs dénoncer le Gouvernement pour ce fait là, nous leur dirons : ceux qui nous accusent ont été les premiers et les plus ardents à demander cette augmentation.

Mais trêve à ces détails, car j'aime mieux m'en tenir à des considérations générales. La critique de l'opposition manque de patriotisme. On nous blâme d'avoir augmenté le salaire de quelques employés publics. Ce qui se passe

aujourd'hui présente un bien grand contraste avec ce qui se passait autrefois du temps des conservateurs. Pendant que ces messieurs étaient au pouvoir, ils réduisaient le salaire de quelques employés, ils enlevaient quelques piastres à un pauvre père de famille, et quand on avait ôté à un homme qui ne pouvait faire autre chose, un misérable cent piastres, on donnait \$10,000 à un avocat pour faire une prétendue enquête sur le service civil. Nous avons augmenté quelques salaires ; la Chambre peut nous blâmer et le pays aussi, mais nous avons réorganisé le service public de manière à le rendre plus efficace, et à le mettre sur le pied qu'il aurait toujours dû avoir. Nous avons augmenté certains salaires de manière à ce que ces employés pussent vivre convenablement et payer leurs dettes. Nous ne voulons pas faire des économies aux dépens des créanciers des serviteurs de l'Etat. Aujourd'hui ces créanciers en remercient le Gouvernement car ils espèrent être payés.

Laissons donc ces détails là de côté, et parlons de politique, ce sera bien mieux.

On nous dit que nous manquons de parole. C'est une erreur : quand nous étions dans l'opposition nous prêchions ce que nous avons fait depuis que nous sommes au pouvoir. Nous prêchions la consolidation de la dette flottante, et nous l'avons consolidée. Vous avez au-delà de cinq millions de piastres de dette flottante, et vous étiez obligé d'emprunter aux banques à un taux d'intérêt beaucoup plus élevé que celui que nous pouvions obtenir pour un emprunt permanent. La première chose que nous avons faite en arrivant au pouvoir, a été de consolider cette dette flottante. Au lieu d'être à genoux devant les banques, qui nous traitaient du haut de leur grandeur, pour avoir de l'argent, ce sont ces mêmes banques qui sont à genoux devant nous. Au lieu de payer cinq pour cent, nous ne payons que quatre pour cent, et avant longtemps, ce ne sera que trois.

Pendant que nous étions dans l'opposition nous avons aussi prêché en faveur de l'agriculture, et en arrivant au pouvoir nous sommes venus au secours de cette industrie essentielle au progrès et à la prospérité de notre Province, en confiant l'administration de cette branche du service public, à un homme qui fait honneur à sa nationalité et à cette Chambre. De plus nous avons mis avec lui l'apôtre même de la colonisation, le vénérable curé Labelle. Au lieu de dire au clergé : venez gratter à la porte des ministres, pour avoir quelques bribes de faveurs, nous avons dit au clergé : Entrez dans le Gouvernement, venez nous prêter le concours de votre patriotisme et de votre dévouement. Tout en aidant la colonisation, nous avons cru devoir faire quelque chose pour les vieilles paroisses. Nous donnons beaucoup à la colonisation ; cet argent est pris en grande partie sur les vieilles paroisses. Pour les indemniser des sacrifices faits, pour l'agrandissement et la prospérité du pays, nous nous sommes dit : faisons des ponts de première classe dans ces paroisses, contribuons à leur prospérité et au développement de leur commerce en améliorant la voirie publique. Et nous avons inauguré la politique nationale et populaire de subventionner la construction de ponts en fer. Déjà cette politique a produit d'excellent résultats ; nous avons des ponts solides construits d'après les principes de l'art le plus moderne, et ceux qui les traverseront plus tard, ne pourront s'empêcher de penser que le Gouvernement qui a favorisé ces constructions, était véritablement un Gouvernement national par excellence.

Jetons maintenant un regard sur la situation financière. Pendant que nous étions dans l'opposition, nous disions à nos adversaires : votre politique financière est mauvaise, tous les ans vous avez des déficits. L'honorable chef de l'opposition m'a reproché de m'être surtout efforcé autrefois de prouver qu'il y avait des déficits, malheureusement la tâche m'était bien facile, grâce à l'imprévoyance que vous y

mettiez. Après notre arrivée au pouvoir, nous nous sommes dit ; envisageons la situation comme des hommes d'affaires, il faut clore l'ère des déficits. Et dès la première année où nous avons pu contrôler seuls les finances de la Province, nous avons donné le plus gros surplus qu'il y ait eu depuis quinze ans. Je comprends que cela ne fasse pas l'affaire de l'honorable chef de l'opposition, mais chose certaine c'est que le pays s'en réjouit. Je comprends la jalousie de ces messieurs, mais je ne leur en veux pas. Ils sont jaloux de voir que nous montrons un surplus, eux qui n'ont jamais pu montrer autre chose que des déficits.

L'honorable trésorier n'est pas un espèce de baron *Cut off* comme le député de Sherbrooke ; il sait ne pas reculer devant une dépense, lorsque cette dépense doit bénéficier au pays. Comme homme d'affaires, il comprend qu'il lui faut des recettes pour administrer la chose publique, et il a pris les moyens d'augmenter le revenu. S'il fait des dépenses plus fortes, c'est parce qu'il a un revenu plus fort. Nos adversaires n'aiment pas cela ; c'est choquant, c'est ennuyeux, se disent-ils, de voir des gens qui augmentent les revenus annuels de \$500,000 d'un seul coup.

L'honorable chef de l'opposition, pendant les trois jours qu'il a été premier ministre, et pendant les trois années qu'il a été procureur général, n'a pas pu régler une seule question, pas même celle des asiles. Il n'a jamais pu s'entendre avec une pauvre et modeste religieuse qui pourtant, elle, ne demandait pas mieux que d'en arriver à un règlement satisfaisant. Il avait contre lui, les propriétaires de l'asile de Beauport, pas plus satisfaits que les directrices de l'asile de Saint-Jean de Dieu, et pourtant tout le monde croyait que ces messieurs faisaient bon ménage ensemble. Ils avaient aussi contre eux les gens du commerce ; ils pla-
daient contre les banques et les institutions financières qui n'avaient jamais voulu payer un sou sur la taxe qui les

frappait. Ils avaient contre eux les religieuses, les asiles et les corporations commerciales. Après avoir dépensé au-delà de \$60,000 pour retirer quelques centaines de dollars, ces messieurs ont été bien chagrins de nous voir quelques mois à peine, après notre arrivée au pouvoir, retirer au-delà d'un demi million. Il y a quelques mois à peine que nous sommes à la tête de l'administration des affaires, et déjà toute les questions qui menaçaient de troubler l'harmonie dans la Province, sont réglées à la satisfaction générale. Ces messieurs, ne sachant comment expliquer nos succès et ne voulant pas reconnaître notre mérite, disent que nous sommes chanceux. Eh ! bien le pays aime mieux les gens chanceux que les gens malchanceux comme vous l'avez été.

Ce n'est pas tout, M. le Président, il existait aussi des difficultés considérables au sujet de l'administration de la justice à Montréal. Les juges étaient accablés d'ouvrage et les plaideurs qui ne recevaient pas justice après avoir attendu pendant des mois et des mois, se plaignaient amèrement. Grâce au concours actif et intelligent de l'honorable député de Montréal-est, et aux membres du barreau de Montréal, nous avons réussi à débarrasser l'administration de la justice de toutes ces difficultés. Nous avons maintenant un système qui fonctionne très bien, à la satisfaction du public en général, tout en étant moins coûteux.

On dirait vraiment qu'il y avait une espèce de conspiration de succès pour nous et d'insuccès pour eux. Ainsi depuis dix ans au moins qu'ils travaillaient à la codification des statuts, et voilà que ces statuts sont terminés et mis en force au grand étonnement de la Province, qui commençait à croire que ce travail allait s'éterniser.

Tous les ans on voyait arriver ici des délégations, venant de toutes parts, pour demander au Gouvernement une mesure en faveur de la tempérance ou en faveur du commerce de boissons ; et nos amis de l'opposition après avoir reçu ces

délégations pour et contre, étaient tellement indécis qu'ils finissaient par croire que le meilleur moyen d'en sortir était de ne rien faire. Toutes ces délégations retournaient chez elles mécontentes des ministres conservateurs. Or dès la première session, nous avons fait adopter une loi réellement favorable à la cause de la tempérance, et, chose remarquable, les marchands de vin ne s'en plaignent pas. Et savez-vous pourquoi M. le Président ? C'est que nous les protégeons contre le commerce illicite. Je sais qu'il y a des gens qui veulent, non pas de la tempérance, mais de l'abstinence totale. Je ne suis pas de ceux-là.

Quoiqu'il en soit, nous avons réussi à donner une loi satisfaisante, et avec quelques petits amendements faits d'une manière intelligente, tout le monde, j'en suis certain, sera satisfait de cette législation.

Tout le monde sait qu'avant nous, il existait une loi concernant l'administration des terres publiques qui n'était pas bien favorable à la colonisation, si on en juge par les difficultés qui se sont élevées entre les colons d'Egip et les propriétaires des concessions forestières. Nous n'avons pas craint d'aborder cette question, carrément, comme des hommes d'affaires. Nous avons commencé par imposer une taxe sur les marchands de bois. Nos adversaires, toujours craintifs, quand il s'agissait de faire du bien, ont dit que nous allions ruiner le commerce de bois, et que les pauvres gens qui gagnaient leur vie avec ce commerce n'auraient plus d'ouvrage. Or voyez comment ces prédictions se sont réalisées ! Jamais il ne s'est fait autant de bois que depuis quelques années, et c'est tellement le cas que le Gouvernement de Sir John s'est empressé de mettre une taxe sur le bois exporté à l'étranger. Quant aux colons, je vous le demande, M. le Président, avez-vous entendu parler d'une seule plainte depuis deux ans ? Je ne crains pas de dire que les colons sont aujourd'hui parfaitement contents de leur sort. Là où il n'y avait plus d'espoir, vous trouvez aujourd'hui

l'espérance qui fait vivre, qui anime et qui soutient le courage ; l'espérance qui permet de retenir au pays les jeunes gens, et de les faire concourir à la prospérité de la Province et assurer l'avenir national ; oui il y a maintenant l'espérance, 'à où il n'y avait que le désespoir ! l'espérance : la dernière consolation de ceux qui ont tout perdu !

J'arrive M. le Président à la dernière considération que me suggère le discours de l'honorable chef de l'opposition. Nous avons ramené l'ordre dans les finances de la Province, nous avons fait disparaître les déficits et nous les avons convertis en un surplus. C'est là le résultat matériel, le résultat pour lequel devaient tout d'abord tendre nos efforts. Mais là ne devait pas se borner la tâche que nous avions entreprise. Après avoir ramené la confiance des hommes d'affaires, et rétabli le crédit public, après avoir donné au pays les mesures de progrès dont il avait besoin, nous devions sortir de ce domaine tout matériel, pour entrer dans le domaine intellectuel. Depuis 1800, un vol avait été commis au préjudice d'une société religieuse, digne de notre admiration et de notre respect comme catholiques et comme citoyens. Depuis au-delà de 80 ans l'église, représentée dans la personne des évêques, réclamait une réparation éclatante pour cet acte de spoliation accompli au nom de principes qui n'ont plus cours parmi les nations civilisées. On leur faisait des promesses à la veille des élections, mais après ce temps d'épreuve, on retombait dans l'inertie habituelle et on ne faisait rien. Qu'on lise la correspondance à ce sujet, et on verra une lettre qui montre l'hypocrisie politique par laquelle on laissait croire aux vénérables prélats que l'on réglerait cette question. Ces promesses n'étaient pas faites par ces méchants rouges, non, elles étaient faites par ceux qui se prétendaient les seuls défenseurs de l'autel et des bons principes.

Nous sommes arrivés au pouvoir en 1887, et dès le mois de janvier 1888, j'étais délégué auprès du Saint Père pour

m'entendre avec lui sur cette question brûlante ; et durant la session de 1888, à l'unanimité de cette Chambre, nous réglions cette question difficile que nos adversaires n'avaient jamais pu régler pendant 80 ans. Nous possédions des biens appartenant moralement à des communautés religieuses, nous avons rendu à l'église ces biens qu'on lui avait volés.

Quand on a vu qu'on ne pouvait pas faire de guerre religieuse ici, on a transporté les hostilités dans une autre Province. Nous allons rester calmes, malgré les dénonciations des fanatiques qui s'acharnent contre nous. Nous savons que nous avons le droit pour nous. Pour satisfaire les fanatiques de là bas, on prêche l'abolition de l'enseignement de la langue française dans nos écoles. C'est un tory qui est chargé d'étouffer le patriotisme de nos compatriotes, et qui, M. le Président, défend nos droits, qui défend nos compatriotes que l'on veut opprimer ? C'est un libéral, c'est l'honorable M. Ross, membre du cabinet Mowat, qui a prononcé cette belle parole à la face de tous les fanatiques : que les gens instruits doivent parler l'anglais et le français.

L'honorable chef de l'opposition prétend que nous avons manqué de parole. Qu'on retourne devant le peuple et l'on verra qui l'emportera. On monte des conspirations hypocrites pour jeter l'alarme parmi nos amis ; qu'on amène si on le veut une crise politique ici, nous irons devant le corps électoral et nous y triompherons. Nous n'attendrons pas que nous y soyions forcés mais nous y irons de nous-mêmes. Nous avons droit de consulter les électeurs et de leur soumettre les plans que vous dressez pour renverser le Gouvernement national. Mais je vous le prédis, vos complots ne réussiront pas. Si nous sommes chassés par les tyrans d'Ottawa, nous serons renvoyés ici par le peuple, plus forts plus déterminés que jamais à faire triompher ces droits.

L'honorable M. Taillon.—L'honorable premier ministre vient de prononcer des paroles assez singulières, et il

serait bon de les faire suivre d'un autre chapitre pour les expliquer. Il a commencé par jeter du ridicule sur mes remarques, par affirmer que je n'avais pas réussi à faire la démonstration que j'avais entreprise.

Au lieu de démontrer à la Chambre que les conclusions de mon amendement sont fausses, l'honorable premier ministre a trouvé plus commode de nous parler de l'enseignement de la langue française et d'une foule d'autres questions, absolument étrangères à ce débat. Il a fui la discussion sur les finances de la Province. Le Gouvernement a été directement accusé d'extravagances ; il n'y avait pas le moindre équivoque dans mes paroles, et cependant il a préféré divaguer. Tout ce qu'il a dit n'était que de la déclamation au point de vue qui nous occupe. M'a-t-il donné le démenti quant aux faits que j'ai affirmés ? Il a préféré dire qu'il donnait aux institutions de charité à pleines mains. Qu'est-ce que vous avez fait pour vous vanter jusqu'à ce point, pour remettre les allocations données auparavant à ces institutions, aux chiffres où elles étaient avant qu'elles fussent réduites ? Le Gouvernement a-t-il jamais donné un sou de plus que nous ? S'il n'a rien fait, pourquoi s'est-il vanté de sa générosité ? Pourquoi l'honorable premier ministre ne se met-il pas d'accord avec les faits et la vérité ? Il a touché là, précisément l'un des points sur lesquels il a manqué au programme qu'il s'était tracé étant dans l'opposition. Lorsque le premier ministre et ses amis nous reprochaient d'avoir diminué ces octrois, ne donnaient-ils pas raison de croire qu'ils les augmenteraient le jour où ils arriveraient au pouvoir ? Tout le monde sait que depuis 1886, les subventions aux maisons de charité n'ont pas été augmentées. Il faut avoir plus que de l'audace pour venir dire comme l'honorable premier ministre l'a fait, qu'il versait l'argent à pleines mains pour venir au secours des maisons de charité.

Il nous a aussi parlé de la question de l'indemnité.....

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester.* —
Ecoutez, écoutez.

L'honorable M. **Taillon.**—A ce propos je sou mets à la Chambre l'idée suivante : Pendant que nous étions au pouvoir, il y avait des libéraux qui demandaient l'augmentation de l'indemnité et qui ensuite parlaient contre. Nous avons dit alors à nos adversaires : vous avez eu recours à l'imposture lors que vous avez dit que \$600 était une indemnité trop élevée, puisque dès la première session, vous l'avez mise à \$800. Et le peuple a répété avec nous que les hommes qui avaient tenu une pareille conduite, n'étaient rien autre chose que des imposteurs. Je maintiens que ce raisonnement est juste et il faut être habitué à violer sa parole pour ne pas comprendre.

L'honorable premier ministre a dit : nous sommes le parti de la parole d'honneur. Il a eu l'audace de prononcer des paroles semblables après avoir rappelé un incident où le Gouvernement nous a donné la preuve la plus directe possible de son imposture. Je ne dis pas que ces paroles s'appliquent à tous ceux qui siègent à la droite, mais ce parti en est responsable. Nous avons droit de lancer cette accusation à la figure de nos adversaires.

L'honorable premier ministre est devenu tout à coup un grand financier ; il dédaigne les questions de détail. Quand le premier ministre se lève, il y a des gens assez naïfs pour s'imaginer voir un aigle ; moi je ne vois qu'un cerf volant, mal équilibré. Nous avons passé plusieurs années au pouvoir, nous sommes restés pauvres, et lui est peut être devenu riche, tout en dé laignant, je suppose ces questions de détail. Qu'est-ce que c'est que des milliers de piastres, quand on nage dans le pactole ? Il a passé toute sa vie à combattre une politique de progrès, et il vient nous parler des grandes mesures qu'il a prises pour faire l'avancement de la Province.

Il s'étonne que nous ne croyions pas à ses promesses, lorsqu'il nous parle de prétendues économies futures. N'est-ce pas lui qui nous demandait un tableau montrant les réductions que nous ferions dans les dépenses publiques, exigeant que nous lui signalions les plus petits montants, et voilà qu'aujourd'hui, en grand seigneur, qui n'a de considération que pour les grosses sommes, il méprise ces détails là. Ses amis peuvent le croire si bon leur semble, mais le premier ministre trouvera toujours ici autant d'incrédules qu'il y a de membres de l'opposition.

Il nous a reproché ce que nous avons payé pour les avocats. En voilà un homme qui peut faire de tels reproches !

Tout cela ce sont des questions que nous pourrions discuter en temps et lieu, mais pour le moment, il s'agit de savoir lequel des deux dit la vérité sur l'état de nos finances. Ce n'est pas au moment où il vient de payer \$3,000 à M. Langelier pour n'avoir rien dit, que le premier ministre peut nous reprocher les honoraires que nous avons payés à des avocats qui, eux au moins, ont défendu les causes que nous leur avions confiées.

L'honorable premier ministre se vante de donner aux employés publics des salaires assez élevés pour leur permettre de payer leurs dettes. Ah ! M. le Président, que nous sommes loin du temps où le premier ministre se plaignait de voir ces mêmes employés publics, gros et gras, aller dans les soirées en gants blanc ! Aujourd'hui, commence-t-il à les respecter ? Oui à sa manière, et c'est pour cela je suppose qu'il ne veut pas les laisser voter. Quelle triste manière de traiter des adversaires et des amis !

Le premier ministre a horreur d'une dette flottante, et c'est pour l'éteindre qu'il lui fallait emprunter. En 1883, lorsque M. Würtele voulait ajouter \$500,000 à l'emprunt autorisé l'année précédente, qu'est-ce que ces messieurs

ont proposé ? Ont-ils proclamé la nécessité d'amortir la dette flottante ? Non, voici ce que disait l'honorable premier ministre :

“ Il est clair que le Gouvernement, toujours d'après l'honorable trésorier, a en mains sous une forme ou sous une autre, \$1,950,101.40 pour payer les sommes, dont l'acquittement est urgent et qui doivent être payées avant la fin de l'exercice prochain, le tout s'élevant à \$1,381,945.98. Il y a une marge de \$500,000....

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Écoutez... écoutez..

L'honorable M. **Taillon**.— .. “ Pourquoi emprunter quand nous avons encore plus d'un demi million de fonds disponibles.” L'honorable secrétaire de la Province dit : “ écoutez, écoutez.” Mais c'est ce que nous avons dit quand vous avez fait voter votre emprunt. Nous avons indiqué les montants que vous aviez à votre disposition pour faire face aux obligations que vous disiez exister. Et vous nous avez répondu que c'était une absurdité de compter là-dessus et vous avez persisté à faire voter votre emprunt. Nous vous disions aussi qu'au moyen de sages économies, vous pouviez vous dispenser d'emprunter, et vous avez encore prétendu que c'était une absurdité. Eh bien ! vous avez voté en 1883 pour cette absurdité, comme le démontre la proposition suivante :

“ Que la Chambre ne se forme pas en comité général maintenant, dans le but de prendre en considération les dites résolutions, à l'effet d'autoriser le Gouvernement à contracter un nouvel emprunt de \$500,000, mais qu'il soit résolu :

“ Que cette Chambre voit avec alarme, l'augmentation croissante de la dette provinciale, et regrette de voir le Gouvernement actuel continuer la politique néfaste et rui-

neuse de celui qui l'a précédé au lieu d'adopter un système d'économie propre à faire cesser les déficits et à sauver la Province de la ruine dont elle est menacée."

Voilà ce que vous avez voté en 1883.

M. le Président, le cultivateur sage et prudent ne prend pas la peine d'emprunter sur hypothèque quand il prévoit qu'il pourra retirer des créances qui lui fourniront les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements, il préfère emprunter sur billet, afin de pouvoir se libérer de cette dette le jour où il retirera ce qui lui est dû. C'est ce que nous avons dit au Gouvernement de faire, et c'est la ligne de conduite qu'il n'a pas voulu adopter. Le Gouvernement n'a pas voulu suivre cette politique, sans doute parce qu'il ne voulait pas pratiquer une sage économie ni donner une sage administration à la Province.

L'honorable M. **Gagnon**.—Il y a une immense différence entre trois millions et demi et un demi million. Votre argument se retourne contre vous . . .

L'honorable M. **Taillon**.—L'honorable secrétaire de la Province doit savoir que le Gouvernement n'avait pas besoin, en 1887, d'emprunter trois millions et demi. J'ai dit dans le temps que vous aviez entre autres ressources, pour rencontrer les obligations réellement urgentes, les arrérages sur les taxes dues par les corporations commerciales et autres créances que vous avez perçues depuis. J'ai montré que l'honorable trésorier lui-même avait dit que le montant qui nous a été payé en acompte sur la vente du chemin de fer du Nord n'était pas bien placé, et je lui ai suggéré de prendre ce montant et de l'affecter au paiement de ces obligations. Il aurait pu aussi prendre ce qui était dû à la Province en rapport avec le fonds des écoles communes, et après avoir utilisé toutes ces ressources, s'il eut resté encore quelque chose à payer, il aurait pu s'adresser à la Législature pour avoir l'autorisation d'emprunter pour couvrir cette

balance. Mais nous croyions alors comme nous le croyons encore aujourd'hui qu'en utilisant sagement toutes les ressources que nous vous indiquions, vous auriez pu vous dispenser de contracter un nouvel emprunt.

Il ne faut pas nous surprendre de ce qui vient de se passer. Nous venons de voir la répétition de la comédie qui s'est jouée après midi. Ceux qui ont suivi le débat sur la proposition de l'honorable député de Laval, savent fort bien ce qu'il faut penser des affirmations de l'honorable premier ministre. Comment ces gens peuvent-ils s'expliquer que le chef du cabinet ait pu dire que M. Lacoste n'avait pas rendu ses comptes, lorsque les réponses mêmes des ministres à nos interpellations démontrent le contraire. Mais on ne se gêne pas pour si peu. On paie d'audace plutôt que de répondre par des arguments.

L'honorable premier ministre a parlé de la codification des statuts et des taxes sur les corporations commerciales. Il nous a dit que la Province aime mieux être gouvernée par des gens chanceux. D'abord cette farce, que le premier ministre n'a pas inventée, est trop démodée pour être drôle. En second lieu, si ces gens chanceux gardaient pour eux ce qu'ils gagnent, pensez-vous, M. le Président, qu'il y aurait beaucoup de personnes qui feraient tirer leurs coups par ces gens chanceux.

Quant à ce qui concerne le commerce de bois, je crois que s'il y a eu augmentation dans la production, cela dépend uniquement de la demande qui est plus active sur le marché, mais le Gouvernement n'a absolument rien à y voir. Quand il n'y a pas de demande, quelque soient les lois que le Gouvernement peut faire, il ne s'en coupe pas un arbre de plus pour cela. Je ne vois donc pas en quoi et comment l'honorable premier ministre peut se vanter d'avoir contribué à l'activité de ce commerce.

Nos adversaires se vantent aussi d'avoir rétabli le crédit de la Province. Jamais on n'a entendu des paroles aussi ridicules que celles-là. Le crédit de la Province était bon lorsque nous avons abandonné le pouvoir et je n'en veux pas d'autres preuves que celle qui ressort du fait que le Gouvernement a pu faire un emprunt quelques mois après, à des conditions avantageuses, bien qu'elles ne soient pas aussi avantageuses que le permettait l'état du marché monétaire. Si le crédit de la Province n'avait pas été bon, le Gouvernement n'aurait pas pu faire cet emprunt à ces conditions, son fiasco à New-York nous en est le garant.

L'honorable premier ministre a parlé de la question des biens des Jésuites. Quand il parle devant les Anglais, il ne se vante pas, au contraire il s'excuse d'avoir été obligé de régier cette question. Il dit que les conservateurs avaient promis de le faire, et qu'il lui avait bien fallu remplir cette promesse. Mais rendu ici, il change de langage et de ton. Il nous dit que nous avons fait faire antichambre aux Jésuites, etc. . . . Je déplore un pareil manque de sincérité. Je déplore que l'honorable premier ministre puisse accorder ses discours suivant l'auditoire auquel il s'adresse. Ce n'est pas digne de celui qui occupe la position de chef de Gouvernement dans la Province. Une fois lancé sur cette pente je m'étonne qu'il ne nous ait pas parlé des "pendards." Dans les élections de 1886, quand un orateur libéral n'avait plus rien à dire, il parlait des pendards, et je vous assure qu'à la fin, les gens riaient beaucoup plus de l'orateur que de ce qu'il disait.

L'honorable premier ministre a parlé de conspiration contre les intérêts de la Province, de conspiration pour faire tomber le Gouvernement. Qu'est-ce que l'honorable premier ministre a voulu dire? Je ne le sais. Dans tous les cas si un bon jour, les ministres descendent dans l'arène, ils ne seront pas les agresseurs, ils y seront à leur corps

défendant. On parle de tyrans d'Ottawa. Ces messieurs se sont appliqués à mêler les questions de politique provinciale avec celles de la politique fédérale, et ils s'étonnent qu'on leur réponde sur le même ton. Ce sont eux qui ont déclaré la guerre aux hommes de la politique fédérale, et ils sont tout surpris de voir ces hommes se défendre. Il ne faut pas mal représenter les faits. La vérité, je viens de l'exposer en deux mots, et si jamais il y a conflit, vous seuls en serez responsables.

Les hommes de la politique fédérale ont d'autres choses à faire que de chercher des causes de mesquines querelles comme vous le faites ; il savent faire de la véritable politique. Ils n'empiètent pas sur l'autonomie des Provinces, mais ici il y a des politiciens qui veulent faire oublier leurs scandales, en accusant les autres. Vous ne donnerez pas le change à l'opinion publique.

Il n'y a pas de conspiration à Ottawa contre le Gouvernement de Québec ; la conspiration, c'est vous qui la faites, pour servir votre haine contre les hommes de la politique fédérale. Qui, plus que vous, s'applique à bouleverser les idées reçues et à faire de notre peuple, un peuple malheureux. Le progrès ne peut marcher de pair avec le désordre. Ce sont ces messieurs de la droite qui veulent en toute occasion, porter une main sacrilège sur l'édifice de la Confédération. C'est peut être le manque d'expérience qui, dans cet ordre d'idées, leur fait commettre fautes sur fautes. Mais au moins qu'ils reconnaissent qu'ils n'ont pas le monopole du patriotisme.

Le corps électoral sait ce qu'il en est de votre prétendu surplus de l'année dernière. L'honorable premier ministre ri de ma proposition ; il la trouve identique à celle présentée ces jours derniers, par mon honorable ami le député de Montmorency. Si elle est semblable, c'est parce que nous avons le même reproche à adresser au Gouvernement,

pour une année comme pour l'autre. Lorsque nous avons la preuve que les dépenses devront excéder celles de l'année précédente, nous le disons et nous aurons occasion de tenir le même langage chaque fois que vous nous fournirez la preuve de vos extravagances.

L'honorable premier ministre a exprimé le désir d'aller devant le peuple ; nous sommes prêts à le rencontrer sur ce terrain là. Quand il descendra dans l'arène, il nous trouvera tout rendus et prêts à le combattre. Nous sommes prêts pour la bataille. Si on s'imagine que, par ce moyen, on va étouffer certaines enquêtes, on se trompe, le peuple connaît ce qui en est et ce qui se passe ici. Si on croit nous effrayer par ces menaces, on est dans l'erreur, car le jour où vous nous donnerez l'occasion de soumettre votre conduite aux électeurs, sera pour nous le jour d'une éclatante revanche.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—S'il est vrai que pour défendre une mauvaise cause, il faille faire un long discours, on ne saurait douter que la cause de l'opposition est bien mauvaise. Nous avons entendu deux discours contre un sur la question des finances. A cette heure avancée, le Gouvernement n'entreprendra pas de répondre à l'honorable député de Montmorency. J'ai certaines notions sur l'économie politique que je soumettrai en temps et lieu.

Nous voulons terminer la session et pour cela il faut que le budget soit voté. Je crois que je pourrais répondre sur le même ton que l'honorable chef de l'opposition sans que personne s'en formalisât. Nous n'avons pas intérêt comme Gouvernement, ni la Province non plus n'a intérêt à ce que nous discussions comme on l'a fait ce soir. Quand bien même je ferais une charge à fond de train contre mes adversaires, cela n'avancerait pas la cause de la Province.

Je vais donc laisser au chef de l'opposition les lauriers

qu'il vient de recueillir dans sa seconde diatribe, et je vais en coupant court à mes remarques, donner à la Chambre l'occasion de se prononcer sur la proposition qui lui est soumise.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Spencer, Taillon et Tourigny.—20.

Ont voté contre :—MM. Bernatchez, Bisson, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.
—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité des subsides, et divers crédits sont adoptés.

La séance est levée.